



Situation économique des filières avicoles et cunicole françaises

Assemblée Générale de la CFA

15 et 16 octobre 2024

**Ce rapport a été rédigé avec le concours précieux
du service économique de l'ITAVI.**

Acteur de l'évolution des filières

58927 - Juil. 2021 © Ceva Santé Animale

Premier laboratoire vétérinaire français, Ceva Santé Animale s'appuie sur son ancrage dans les territoires pour mieux répondre aux enjeux des vétérinaires et des éleveurs français.

Ceva Santé Animale - www.ceva.com



Ensemble, au-delà de la santé animale



origine
#Locale

METRO S'ENGAGE

À VALORISER DES PRODUITS FRANÇAIS
COMME LES POULETS JAUNES FERMIERS
LABEL ROUGE DE VALÉRIE GORET,
ÉLEVEUSE À LICQUES (PAS-DE-CALAIS)

METRO-local.fr

f y p @

les
halles
METRO

Table des matières

1. Matières premières	6
1.1. Évolution des cours des matières premières 2023-2024.....	6
1.2. Céréales : baisse des cotations.....	6
1.3. Tourteaux : marché baissier	7
1.4. Les indices coût des matières premières ITAVI	8
2. Les volailles de chair	9
2.1. Chiffres clés de la production de viandes dans l'UE.....	9
2.2. Production française de viande de volaille : dynamiques passées et caractéristiques.....	17
3. Les œufs et les ovoproduits.....	29
3.1. Contexte international.....	29
3.2. Marchés européens.....	32
3.3. La filière et le marché français.....	40
3.4. Tendances et perspectives 2024.....	52
4. Le lapin de chair	54
4.1. Contexte international : principaux acteurs européens et mondiaux	54
4.2. La filière française	58
4.3. Consommation de viande de lapin	64
5. Le foie gras	69
5.1. Contexte mondial.....	69
5.2. Production française de foie gras impactée par les crises sanitaires	71
5.3. Bilan français des échanges de foie gras 2023 et tendance 2024	72
6. Conclusions et perspectives	77

1. Matières premières

1.1. Évolution des cours des matières premières 2023-2024

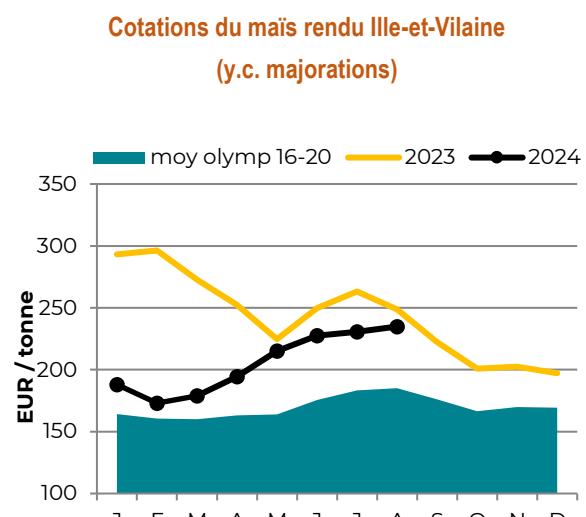
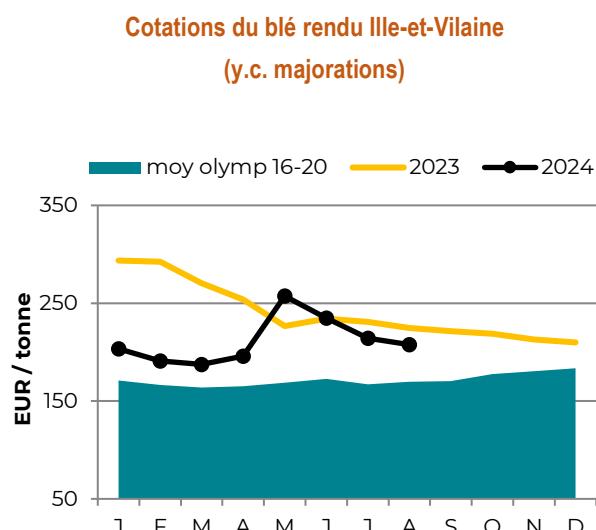
Tensions géopolitiques au niveau mondial, non reconduction du corridor céréalier en Mer Noire, bombardements russes sur les installations de stockage ukrainiennes...

Après une année de baisse continue des prix des matières premières avec des fondamentaux favorables, le début de l'année 2024 a marqué une phase de stabilisation. Cependant, l'arrivée des récoltes et l'intensification de l'activité sur le marché des matières premières ont entraîné une hausse des prix. Les risques climatiques et les rendements décevants ont également introduit une volatilité notable.

1.2. Céréales : baisse des cotations

En 2024, les cours du blé se sont consolidés en début mai, s'affichant à plus de 250 €/t en base juillet. Les prévisions météorologiques n'étant pas favorables, la période de risques climatiques bat son plein. En Europe de l'Ouest, les pluies incessantes et le manque de rayonnement pendant la floraison affectent la fertilité du blé. Les conditions de culture en France ont encore été revues à la baisse de 2 points, avec seulement 61 % des cultures en bonnes ou excellentes conditions, comparé aux 91 % de l'an passé. Les perspectives de production sont désormais en dessous de 30 millions de tonnes en France, contre 35 millions en 2023.

Dans la région de la mer Noire, les conditions météorologiques extrêmes impactent sévèrement le blé. Les estimations de production en Russie se rapprochent maintenant de 80 millions de tonnes, marquant une perte de plus de 10 millions de tonnes par rapport aux premières estimations. Les importateurs mondiaux restent patients avant de lancer les appels d'offres pour la nouvelle campagne. L'Inde pourrait lever les taxes à l'importation de blé en juin en raison de disponibilités réduites.



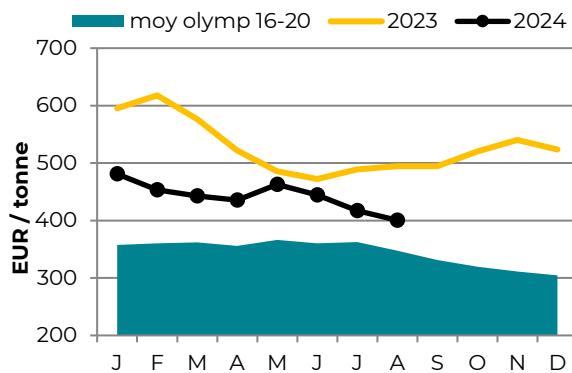
Source : La dépêche – Le Petit Meunier

Le marché du maïs se stabilise à 210 €/t FOB Bordeaux fin mai, après avoir atteint 217 €/t. Les cours ont repris près de +40 €/t sur les 3 derniers mois. Aux États-Unis, les semis de maïs sont finalisés à 83 %, en ligne avec les moyennes historiques, malgré de lourdes précipitations. En Ukraine, 100 % des 3,9 millions d'hectares attendus ont été semés. En Europe, les semis ont pris du retard, particulièrement en France, où ils ne sont réalisés qu'à hauteur de 85 %. FranceAgriMer a dégradé sa notation des cultures à 83 % de bons à excellents, une baisse de 2 points. La Commission européenne a revu à la baisse son estimation de production à 68,6 millions de tonnes.

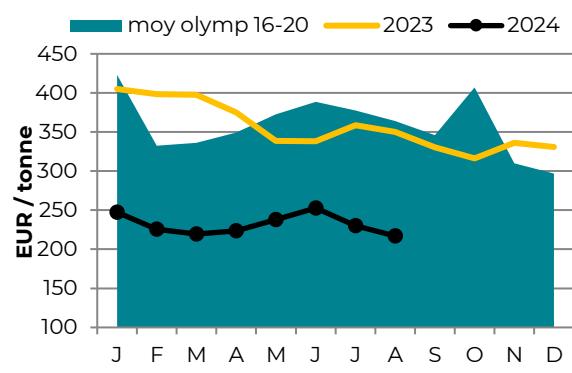
1.3. Tourteaux : marché baissier

En mai 2024, le tourteau de soja délivré Montoir a atteint 469 €/t avant de redescendre à 455 €/t. En Argentine, 86 % de la récolte de soja est réalisée, avec une production estimée à 50,5 Mt. Aux États-Unis, les semis progressent à 68 %, malgré les pluies. Au Brésil, les inondations au Rio Grande do Sul inquiètent les opérateurs. La Commission européenne a validé l'application de droits de 50 % sur les tourteaux originaires de Russie et de Biélorussie, à partir du 1^{er} juillet.

Cotations du tourteau de soja départ Montoir (y.c. majorations)



Cotations du tourteau de tournesol HiPro (y.c. majorations)



Source : La dépêche – Le Petit Meunier

Si en 2023 les fondamentaux (récoltes/demandes) ont toujours tiré les prix à la baisse, le marché des matières premières reste toujours très sensible à la volatilité liée à la situation géopolitique aux conditions climatiques et à la demande.



Aux côtés des agriculteurs depuis plus de 40 ans.

Retrouvez-nous dans nos agences de Vendée.



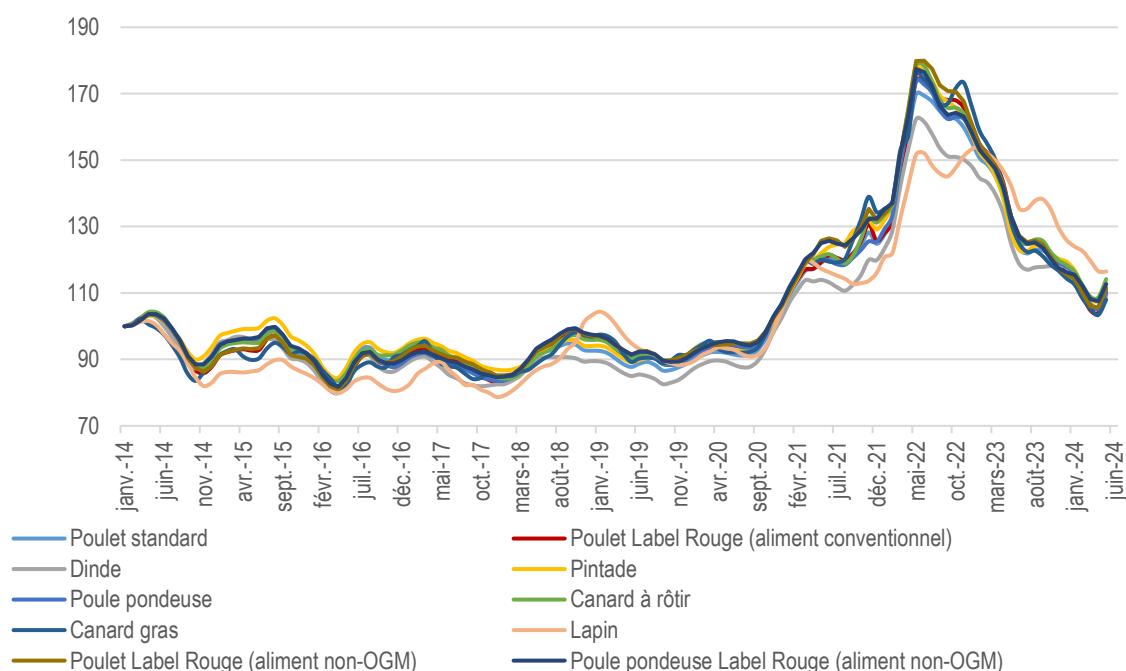
1.4. Les indices coût des matières premières ITAVI

En août 2024, les cours mensuels des matières premières, lissés sur trois mois, progressent pour le maïs (+ 3,0 %) et reculent pour le blé (- 7,0 %) par rapport au mois précédent. Les cours des tourteaux sont en baisse pour le soja non-OGM (- 2,7 %), le soja (- 4,7 %), le colza (- 4,5 %) et le tournesol (- 2,9 %). Les cours sont stables pour la luzerne et progressent pour la pulpe de betterave (+ 0,6 %).

Avec des cotations en baisse pour la majorité des matières premières, les indices calculés par l'ITAVI en août 2024 (base 100 en janvier 2014) reculent pour toutes les espèces.

Par rapport à juillet 2024 : l'indice matières premières baisse pour le poulet standard (- 1,8 %), la poule pondeuse (- 2,7 %) et la dinde (- 3,5 %). L'évolution de l'indice s'échelonne entre - 1,4 % (poulet Label Rouge) et - 2,6 % (poule Label Rouge - non OGM) pour le reste des espèces.

Évolution des indices aliments ITAVI depuis janvier 2014
(base 100 en janvier 2014)



Indices ITAVI – aout 2024

	août-24	m/m-1	n/n-1
Poulet standard	114,9	-1,8%	-6,6%
Poulet Label Rouge (aliment conventionnel)	116,2	-1,4%	-7,6%
Poulet Label Rouge (aliment non-OGM)	118,9	-1,5%	-5,5%
Dinde	109,7	-3,5%	-6,8%
Canard gras	114,1	-1,8%	-7,1%
Canard à rôtir	119,5	-1,8%	-5,2%
Pintade	117,0	-1,9%	-5,9%
Lapin	114,4	-2,2%	-16,9%
Poule pondeuse	115,2	-2,7%	-8,2%
Poule pondeuse Label Rouge (aliment non-OGM)	117,8	-2,6%	-5,9%

2. Les volailles de chair

2.1. Chiffres clés de la production de viandes dans l'UE

2.1.1. Production

La production indigène de volaille¹ dans l'Union Européenne à 27 est estimée par l'ITAVI à partir d'Eurostat et de statistiques nationales. En poids, les abattages de volailles sur l'année 2023 se redressent (+ 3,0 %) par rapport à 2022 pour s'établir à 13,4 M tec, tirés par la hausse des abattages de poulet (+ 3 %) et de canard (+ 9,7 %) et un ralentissement de la baisse en dinde (- 0,8 %).

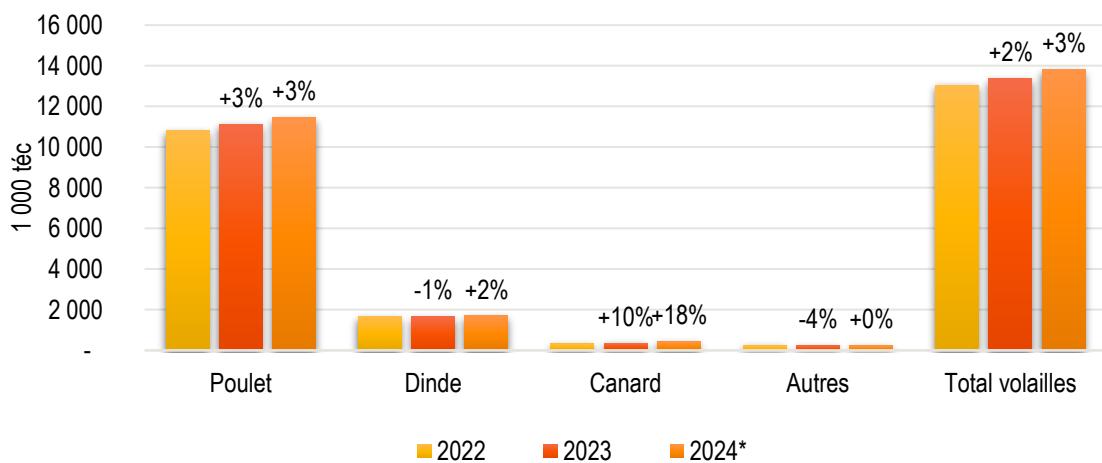
Les mises en place de volailles sur 12 mois 2023 se maintiennent à un niveau inférieur à 2022 (- 2,3 %), avec une baisse pour le poulet (- 3,2 %), dindonneaux (- 7,1 %) et pintadeaux (- 2,0 %) et une hausse pour les canetons (+ 27 %).

Abattages de viande de volailles par espèce UE-27 – 1 000 tec

	2021	2022	2023	2024*	23/22	24*/23
Poulet	10 797	10 804	11 113	11 446	+3%	+3%
Dinde	1 808	1 674	1 661	1 694	-1%	+2%
Canard	414	328	361	425	+10%	+18%
Autres	251	249	240	240	-4%	+0%
Total volailles	13 270	13 054	13 374	13 805	+2%	+3%

Source : ITAVI d'après Eurostat, sources nationales * estimations

Evolution des abattages de viande de volailles par espèce UE-27



Source : ITAVI d'après Eurostat, sources nationales

2.1.1.1. Poulet

Les abattages de poulet en 2023 sont en hausse de 3 % par rapport à 2022. Cette hausse (+309 000 tec) est imputée à la reprise de la production en France (+1,2 %), en Italie (+9 %) et au maintien de bonnes dynamiques en Pologne (+2,4 %), en Espagne (+3,8 %) et en Roumanie (+ 5,3 %).

¹ Production d'animaux vivants « sortie de ferme » pouvant, pour un pays donné, différer des abattages (production de viande) en fonction des flux d'animaux vivants.

LE MOIS DE LA VOLAILLE FRANÇAISE

Rôtissez



Pintade rôtie aux pommes de terre

Poêlez



Poêlée de Dinde aux petits légumes

Grillez



Brochettes de Canard poivrons champignons

Mijotez

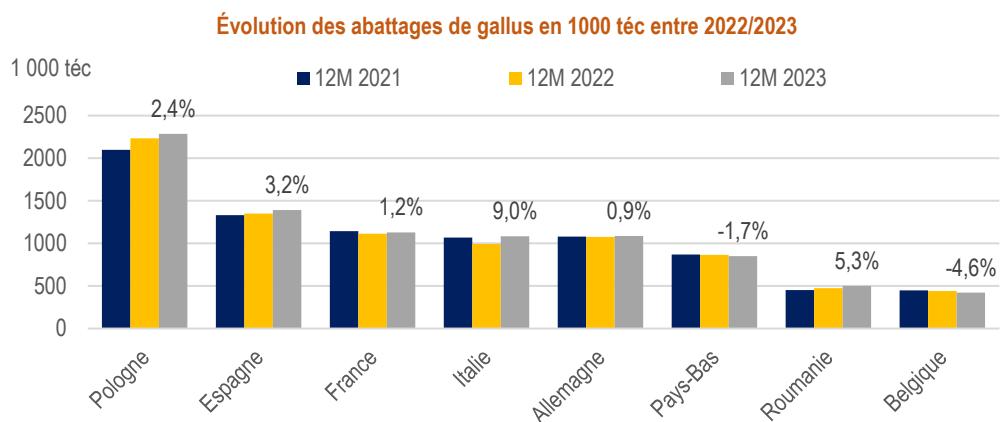


Poulet Basquaise

CANARD · PINTADE · POULET
DINDE · CAILLE · PIGEON

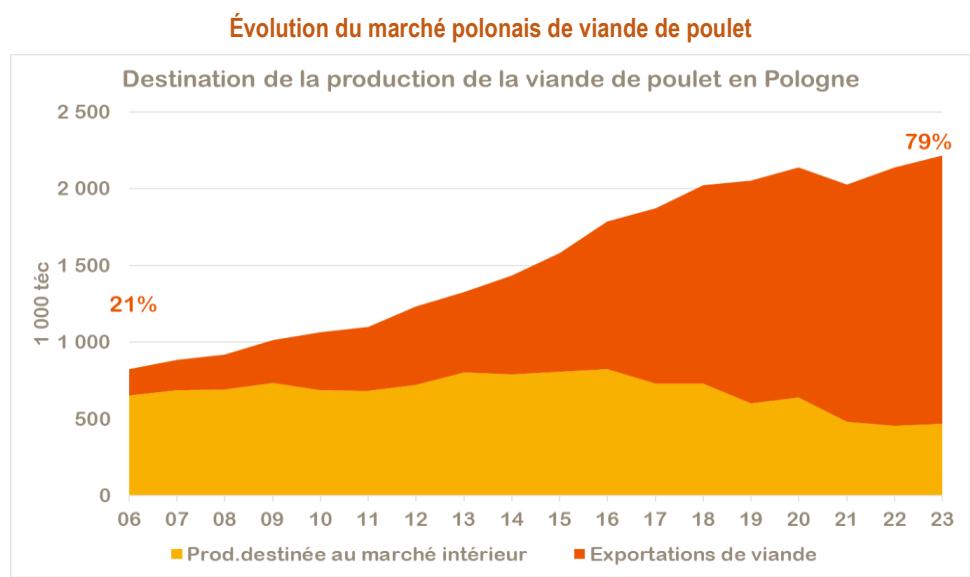
Retrouvez toutes
nos recettes sur :
jaimelavolaille.fr





Source : Itavi d'après Eurostat et statistiques nationales.

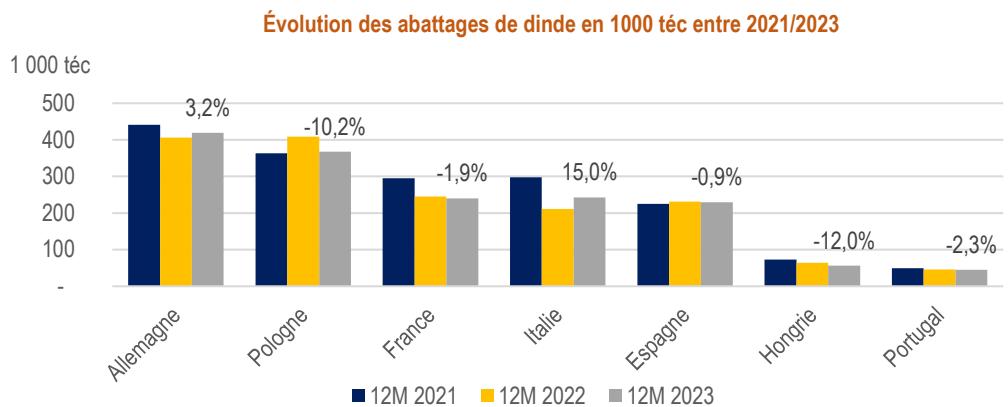
En 2023, au même titre qu'en 2022, 79 % de la production polonaise a été exportée contre 70 % en 2020. Cette part est en forte hausse, en lien avec la crise de l'influenza aviaire qui a frappé les autres pays européens en 2022-2023 et la guerre en Ukraine depuis 2022.



Source : Itavi d'après Eurostat

2.1.1.2. Dinde

En 2023, les abattages de dinde sont en légère baisse par rapport à 2022 (à -0,8 %) après une forte baisse observée l'année précédente (-7,3 % entre 2021 et 2022, conséquence de la crise IAHP et de la baisse de la demande en RHD). La France poursuit sa baisse de production (-1,9 % après -17 % l'année précédente), en revanche l'Allemagne (+3,9 %) et surtout l'Italie (+15 % mais -29 % l'année précédente) sont reparties à la hausse. Cependant la baisse de production en Pologne (-10,2 % après pourtant +13 % l'année précédente) explique qu'en cumulée, la production européenne reste proche des niveaux de 2022.

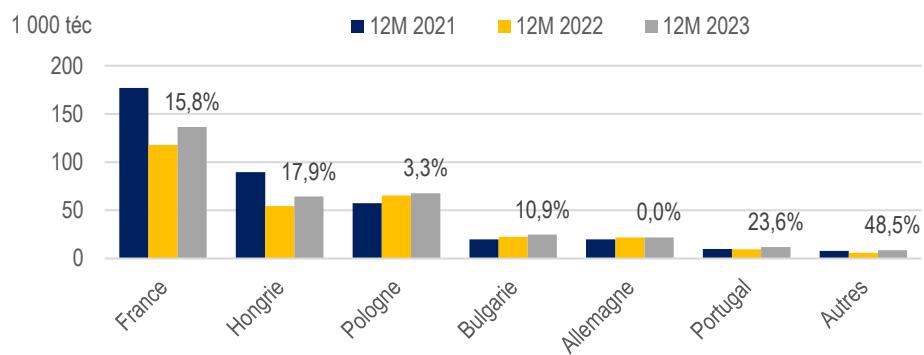


Source : ITAVI d'après Eurostat, sources nationales

2.1.1.3. Canard

La production européenne de canard a été fortement affectée par les épisodes successifs de grippe aviaire depuis 2020 (France, Hongrie, Bulgarie). Les abattages de canard sont en progression de 12,5 % en 2023, avec une reprise de la production en Hongrie (+ 18 %), en Bulgarie (+ 11 %) et en France (+ 16 %). Toutefois, la production communautaire reste 12 % inférieure à celle de 2021 car la France et la Hongrie étaient encore plus fortement touchées en 2022 (- 33 % ; - 39% respectivement). Depuis l'automne 2023, la Hongrie et la Bulgarie ont été durement touchées par l'IAHP avec plus de 80 foyers et 3 millions d'animaux touchés, principalement des élevages de canards et d'oies. Toutefois la Bulgarie poursuit sa croissance de production (+11 % en 2023 après + 13 % en 2022) ainsi que la Pologne (+3 % en 2023).

Évolution des abattages de canard en 1000 tēc entre 2021/2023



Source : ITAVI d'après Eurostat, sources nationales

2.1.2. Échanges européens de viande de volaille

Les exportations de viandes de volaille de l'UE-27 vers les Pays tiers sont en baisse de 5,1 % en volume et de 3,2 % en valeur sur l'année 2023 par rapport à 2022. Ce recul en volume est imputé à la grippe aviaire où certains pays ont vu leurs exportations réduites.

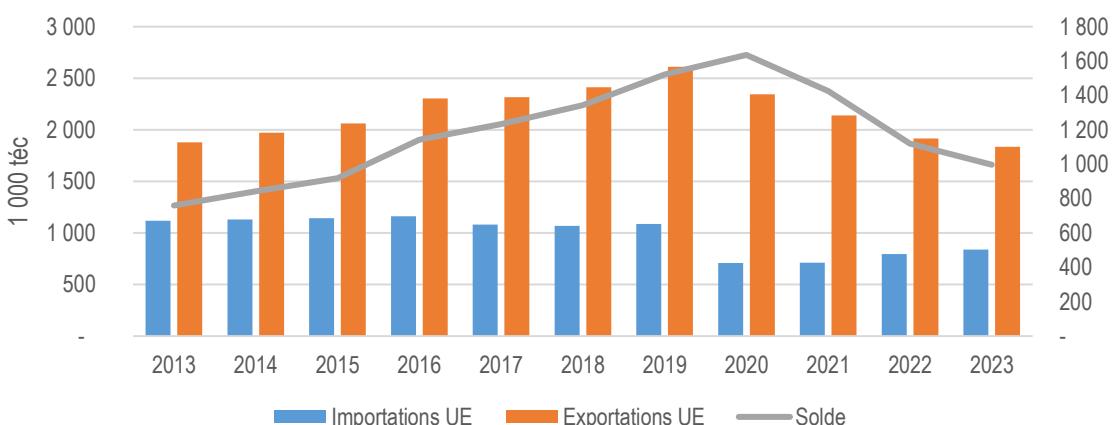
En 2023, les importations européennes de viandes de volailles en provenance de pays tiers ont connu une hausse de 4 %. Si les importations depuis le Royaume-Uni ont baissé de 16 % et dans une moindre mesure depuis le Brésil (-6 %), les approvisionnements ont connu une forte hausse depuis l'Ukraine (+ 36 %) et la Thaïlande ou la Chine (+ 11 % chacun). Les exportations ukrainiennes vers l'Europe continuent à progresser en 2023 en atteignant un nouveau record. Elles représentent désormais 24 % des volumes importés (contre 18,6 % en 2022). L'Ukraine

devient le 2^{ème} fournisseur de l'UE en dépassant la Thaïlande et le Royaume-Uni, le Brésil reste toutefois le premier fournisseur (35 % des volumes).

En 2022, la guerre en Ukraine, a eu un impact sur les exportations de ce pays, après une forte baisse des échanges en début de guerre, la majorité des flux non exportés vers les pays tiers ont été orientés vers l'UE. Après une année 2022 à 173 000 tec, les importations UE en viande de poulet depuis l'Ukraine ont dépassé les 236 000 tec enregistrant un nouveau record en 2023.

Cependant, avec le plafonnement des volumes libres de droits de douane en provenance de ce pays voisin de l'Europe, si les volumes de viandes de volailles importés depuis le 1er janvier 2024 dépassent un plafond (correspondant à la moyenne arithmétique des volumes importés au second semestre 2021, en 2022 et 2023), un "frein d'urgence" peut être actionné pour rétablir les droits de douane antérieurs jusqu'à la fin de l'année. Les exportations de l'Ukraine vers l'UE devraient donc se stabiliser en 2024 autour de 220 000 tec.

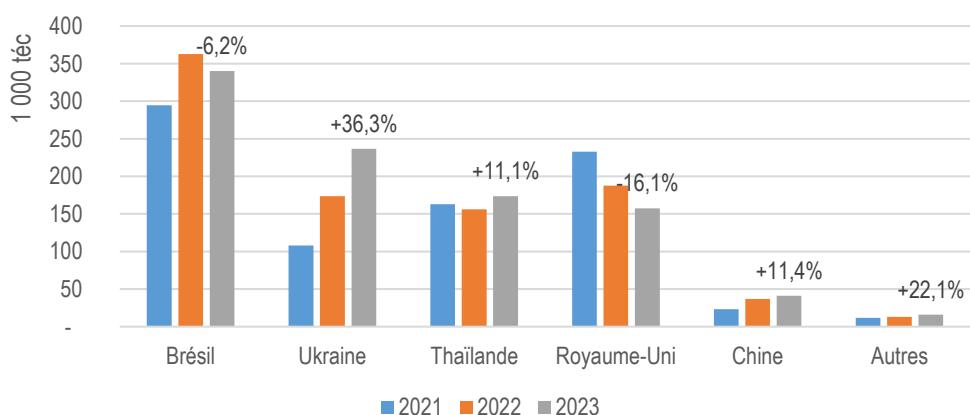
Évolution des échanges extra-communautaires de viandes et préparations de volailles en volume



Source : ITAVI d'après Eurostat

En 2023, le solde des échanges en volume s'élève à + 0,859 M tec en forte dégradation (- 123 400 tec) par rapport à 2022. La balance commerciale s'améliore sous l'effet de la baisse des prix et passe de + 1,90 Mds€ en 2022 à + 1,84 Mds€ en 2023.

Importations de viande de volaille en Europe depuis les Pays Tiers



Source : ITAVI d'après Eurostat

2.1.3. Consommation européenne de volaille stable

Après 2022 où la consommation a progressé de 0,8 % malgré l'épisode IAHP, la consommation a encore progressé en 2023 (+3,7%) pour dépasser les 12 Mtéc pour l'ensemble de l'UE-27. Les principaux Etats membres voient leur consommation progresser dont la France, qui reste le premier marché de consommation de volailles en UE-27. La Pologne voit les volumes consommés se rétracter de presque 8 %, à un niveau inférieur aux volumes de 2010.

Consommation apparente de viandes de volailles en Union européenne – en tēc

1 000 tēc	2010	2020	2021	2022	2023	% 22/21	% 23/22
Pologne	870	942	786	816	750	4%	-8%
Allemagne	1 619	1907	1878	1780	1848	-5%	4%
France	1 543	1888	1913	1896	1969	-1%	4%
Espagne	1 394	1667	1562	1636	1725	5%	5%
Italie	1 070	1294	1268	1218	1270	-4%	4%
Pays-Bas	377	365	369	375	379	2%	1%
Hongrie	226	372	356	322	358	-9%	11%
Portugal	339	421	414	435	457	5%	5%
UE-27	9 805	12 003	11 845	11 935	12 377	0,8%	3,7%

Source : Estimations ITAVI d'après Eurostat, MEG, Statistiques nationales

En 2023, avec la poursuite de l'ouverture du marché de l'UE aux exportations de l'Ukraine, les importations repartent à la hausse, cela a eu des conséquences sur la part de poulet importé sur la consommation qui s'est maintenue à 8 % pour la deuxième année consécutive.



**LE GOÛT
DU BON**

**TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS
VOULU SAVOIR SUR LA PINTADE**

www.lapintade.fr

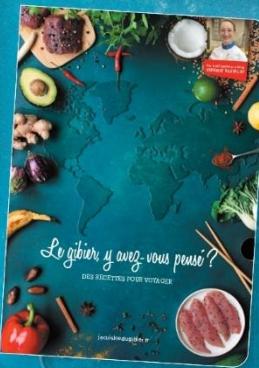
Le gibier, y avez-vous pensé ?

DES RECETTES POUR VOYAGER

Avec son nouveau livre de recettes, InterProchasse invite au voyage. Que ce soit le goût délicat du chevreuil, l'authenticité du sanglier ou la finesse du faisan, la cuisine du monde célèbre ces viandes avec créativité.

L'ouvrage est à retrouver dès le 1^{er} novembre chez les bouchers, artisans ou professionnels en GMS, partenaires de l'opération « Le gibier, y avez-vous pensé ? ». Chaque année, des centaines de professionnels participent à cet événement devenu incontournable en mettant le gibier à l'honneur sur leurs étals. L'occasion de (re)découvrir les produits de la chasse avec des saveurs prêtes à être explorées et partagées.

On prend plaisir à déguster du gibier de façon traditionnelle ou plus originale, et ce dans le monde entier. Osez donc le faire voyager !



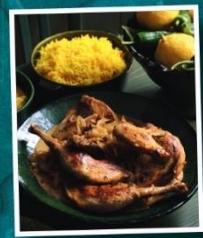
Un livre parrainé
par la Cheffe
Virginie Basselot



Kebbeh au lapin
de garenne



Boulette de chevreuil
à la suédoise



Faisan façon Yassa



Pad thai
au colvert



Curry de sanglier
façon korma

Retrouvez nos recettes
sur le site
jecuisinedugibier.fr

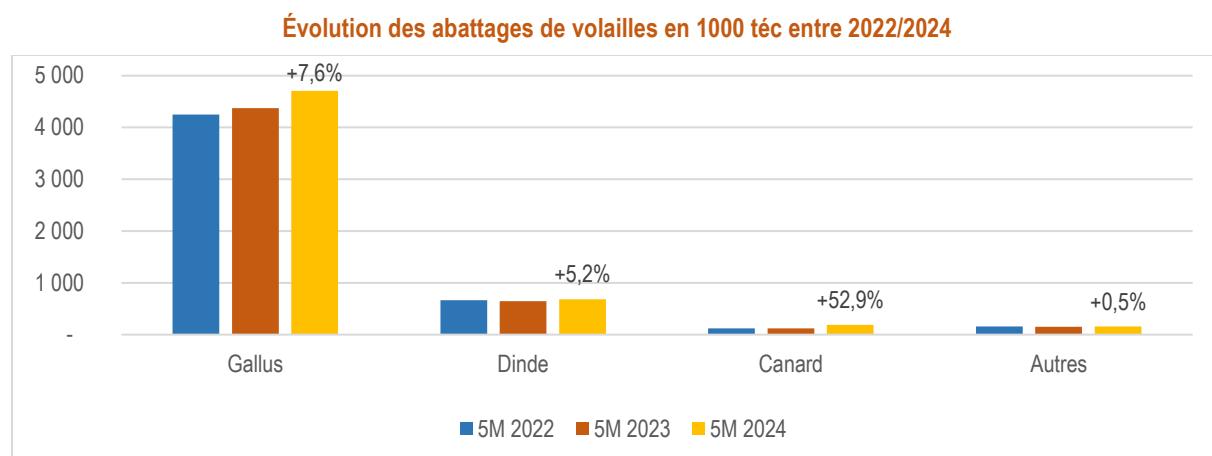
Parts des importations dans la consommation de viande de poulet en Union européenne

1 000 t/c	2014	2020	2021	2022	2023
Pologne	3%	8%	12%	11%	9%
Allemagne	56%	52%	53%	58%	54%
France	43%	41%	47%	50%	50%
Espagne	8%	9%	11%	12%	15%
Italie	8%	7%	8%	12%	10%
Pays-Bas	210%	629%	353%	290%	258%
Hongrie	22%	28%	28%	34%	38%
Portugal	14%	16%	18%	19%	22%
UE-27	12%	7%	7%	8%	8%

Source*: Estimations ITAVI d'après Eurostat, Statistiques nationales

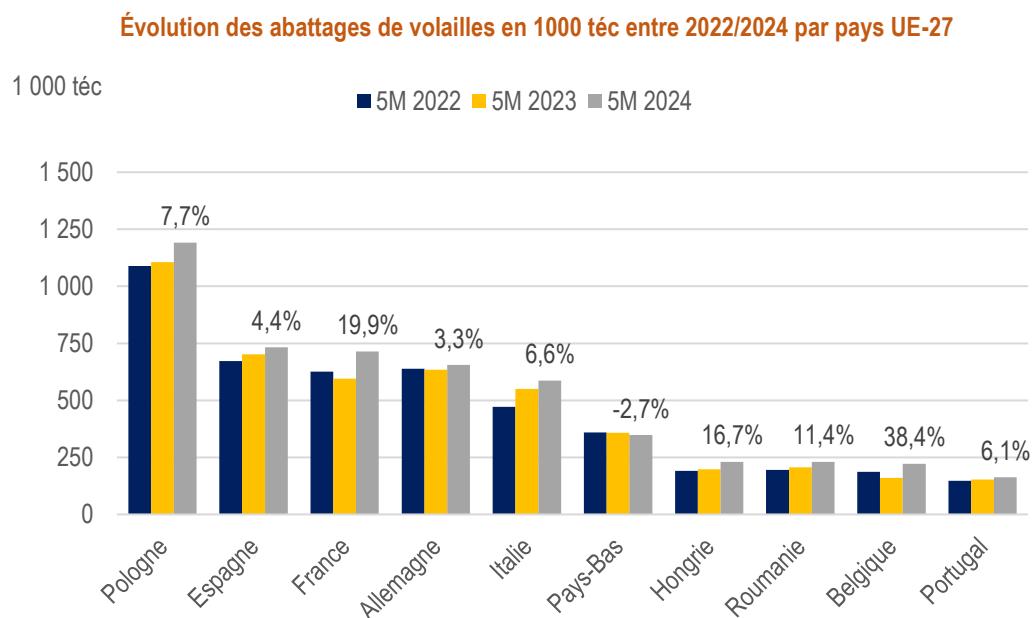
Tendances 2024

Toutes volailles confondues, les abattages progressent de 8 % en Union européenne à 27 sur 5 mois 2024 par rapport à 2023, tirés à la hausse par les abattages de poulet (+ 7,6 %) et de canard (+ 52,9 %) dans une dynamique de reprise des abattages de canards dans les principaux pays producteurs (France et Hongrie). Les abattages de dinde reprennent (+5,2 %) également.



Source : ITAVI d'après Eurostat

Cette dynamique européenne est commune à tous les Etats membres, excepté aux Pays-Bas dont les abattages ont baissé de presque 3 %. Elle est surtout visible en France (+19,9 %), en Hongrie (+16,7 %) mais également en Pologne, premier pays producteur qui affiche une nette progression (+7,7 %), en Espagne (2^{ème}, +4,4 %), en Allemagne (+3,3 %) ou encore en Italie (+6,6 %).

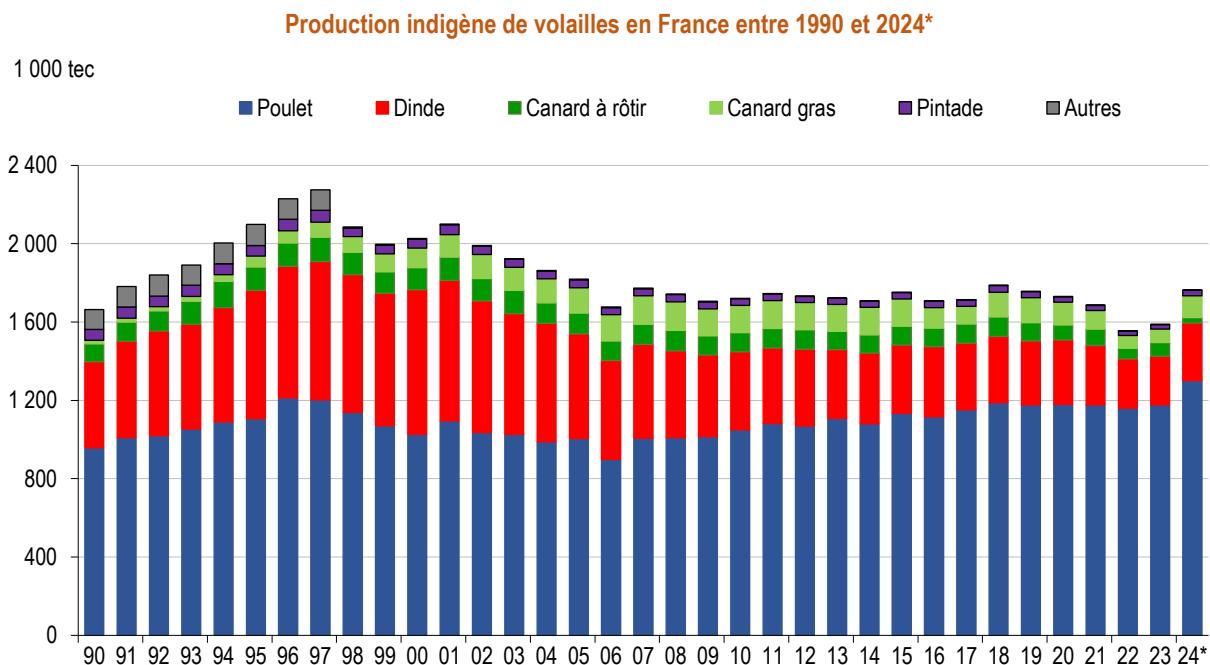


Source : ITAVI d'après Eurostat et SSP

2.2. Production française de viande de volaille : dynamiques passées et caractéristiques

2.2.1. Production française de viande de volaille : dynamiques passées et caractéristiques

En 2024, la production de volaille française augmente de 2 % pour s'établir à 1,59 Mtéc. La production de poulet (incluant également une faible proportion de viande de poules de réforme et de poulet exporté vif) représente 74 % de la production totale (70 % en 2021), devant la dinde (16 %) et le canard (9 %). Après avoir connu des baisses dans un contexte marqué par la covid-19, l'influenza aviaire et la guerre en Ukraine, la production repart à la hausse mais reste en-deçà des 1,6 Mtéc. Si la production poursuit sa tendance haussière en 2024, elle devrait atteindre des niveaux proches de ceux des années 2017-18-19, grâce à une production record en poulet.



Source : ITAVI d'après SSP

Depuis 10 ans, la production de poulet progresse avec un taux de croissance annuel moyen de + 1,0 % par an. Tandis que pour le reste des espèces, la production ne cesse de reculer sur 10 ans. La production en dinde enregistre un recul de 2,4 %/an, en canard (gras/maigre), la production recule en moyenne de 3,0 %/an, même tendance (-3 %) en pintade sur la même période.

2.2.1.1. Évolution des abattages de volailles

En 2023, les abattages de volailles ont augmenté de 1,8 %, tirés par la hausse des abattages de poulets (+1,2 %) de canards gras (+21,5 %) et de canards à rôtir (- 9,7 %), tandis que les abattages de dindes (- 1,8 %) et de pintades (- 4,8 %) poursuivent leur recul.

Cette évolution permet au poulet de rester le produit incontournable en France en progressant au détriment des autres espèces dans les parts de production à 70 % des abattages de volailles en 2023 (en progression de 12 points sur 15 ans).

Selon le modèle de prévision de l'Itavi et sur la base des informations recueillis à travers les professionnels et les interprofessions pour 2024, les abattages pourraient retrouver les niveaux des années 2015 pour l'ensemble des volailles, mais avec une répartition distincte entre espèces du fait des dynamiques différentes décrites ci-dessus (recul de toutes les espèces au bénéfice du poulet).

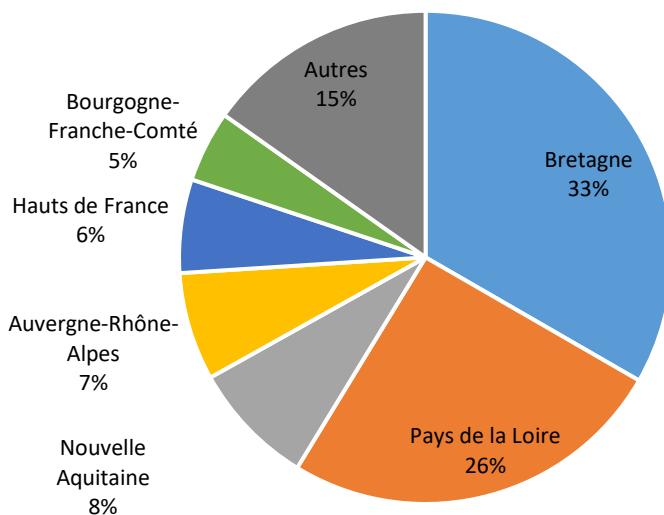
Évolution des abattages en France entre 2015 et 2024*

	2015	2020	2021	2022	2023	2024*	%23/22	%24*/23
Poulets chair	1 045	1 078	1 082	1 071	1 084	1 160	1,2%	7,1%
Poules et coqs	48	48	48	35	35	39	-0,9%	11,6%
Dindes	340	340	340	245	241	281	-1,8%	16,8%
Canards à rôtir	95	95	95	54	59	95	9,7%	59,4%
Canards gras	139	139	139	64	78	95	21,5%	21,5%
Pintades	33	33	33	23	22	27	-4,8%	22,0%
Autres	10	10	10	9	9	13	3,7%	34,2%
Total volailles	1 709	1 671	1 625	1 501	1 528	1 709	1,8%	11,8%

* Projection

Source : Itavi d'après SSP

Répartition de la production de volailles par région (%) en 2023



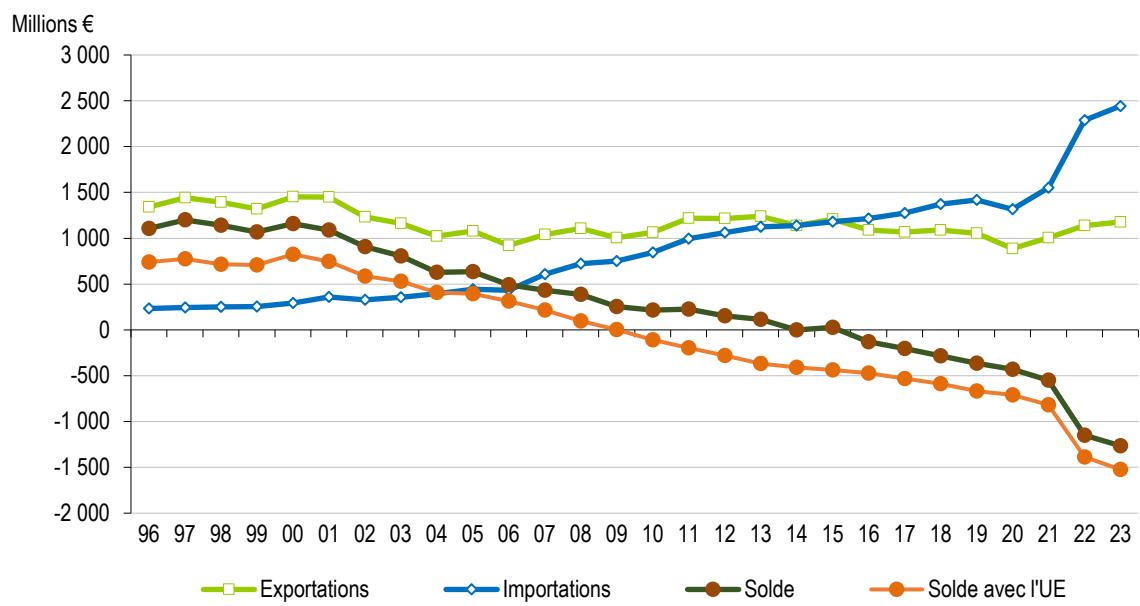
Source : ITAVI d'après SAA

La Bretagne reste le bassin principal de la production avicole. Sur 10 ans cette région a perdu 1 % des parts de productions aux profits des bassins de productions secondaires. Par espèce, la Bretagne reste la première région productrice en poulet (33 %) et dinde (40 %), tandis que les Pays de la Loire est la première région de production de canard à rôtir (62 %).

2.2.2. Échanges français de viandes de volailles

Depuis les années 2000, les exportations de viandes de volailles sont en baisse tandis que les importations sont en hausse, ce qui a conduit le solde à progressivement diminuer pour devenir négatif en volume et en valeur depuis 2016.

Évolution du solde commercial français de viandes de volailles avec l'Union européenne en valeur



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Source : ITAVI d'après Douanes françaises

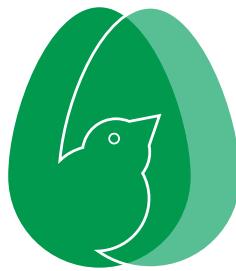
Si la baisse des exportations de dinde qui a eu lieu depuis 2000 explique une partie du repli des exportations de volailles, c'est la filière poulet qui génère un déficit croissant depuis plus de 10 ans via les importations depuis les pays de l'Union Européenne. Sous l'impulsion de l'inflation et la hausse des importations la dégradation du solde commercial français s'est poursuivie en 2023

En 2023, les exportations françaises de viandes et préparations de volaille chutent de 8,4 % par rapport à 2022 en volume et progressent de 3,4 % en valeur.

Évolution des échanges français de viandes et préparations de volailles (milliers de tonnes équivalent carcasse)

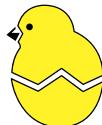
	2000	2005	2010	2015	2020	2021	2022	2023	22/21	23/22
Exportations	Total volailles	910	709	622	589	414	461	449	411	-3%
	vers UE	502	378	277	253	200	276	290	254	5%
	vers PT	408	332	345	335	213	185	159	157	-14%
	Dont poulet	498	426	437	450	309	353	360	330	2%
	vers UE	207	172	137	147	125	196	221	192	12%
	Vers PT	291	254	301	304	184	157	139	138	-11%
Importations	Total volailles	185	276	461	565	638	749	832	871	11%
	en prov. UE	173	251	425	539	603	673	742	809	10%
	en prov. PT	12	25	36	26	35	76	90	63	18%
	Dont poulet	162	228	393	496	571	678	758	784	12%
	en prov. UE	151	213	366	474	539	609	675	726	11%
	en prov PT	11	15	27	22	32	69	83	58	22%
Solde	Total volailles	725	433	161	23	-225	-289	-383	-460	33%
	avec UE	329	126	-148	-285	-403	-398	-452	-554	14%
	avec PT	396	307	309	309	178	109	69	94	-36%
	Dont poulet	336	198	44	-46	-262	-325	-399	-454	23%
	avec UE	56	-41	-230	-327	-415	-413	-454	-533	10%
	avec PT	280	239	274	281	152	88	56	79	-37%

Source : ITAVI d'après douanes françaises



BD
FRANCE

ACCOUEUR PASSIONNÉ AU SERVICE DES TERRITOIRES



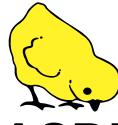
JOSSET
BD FRANCE



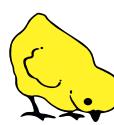
AVI-LOIRE
BD FRANCE



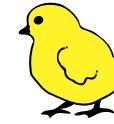
AMILLY
BD FRANCE



GOASDUFF
BD FRANCE



GOASDUFF S.E.
BD FRANCE



SAINT HILAIRE
BD FRANCE

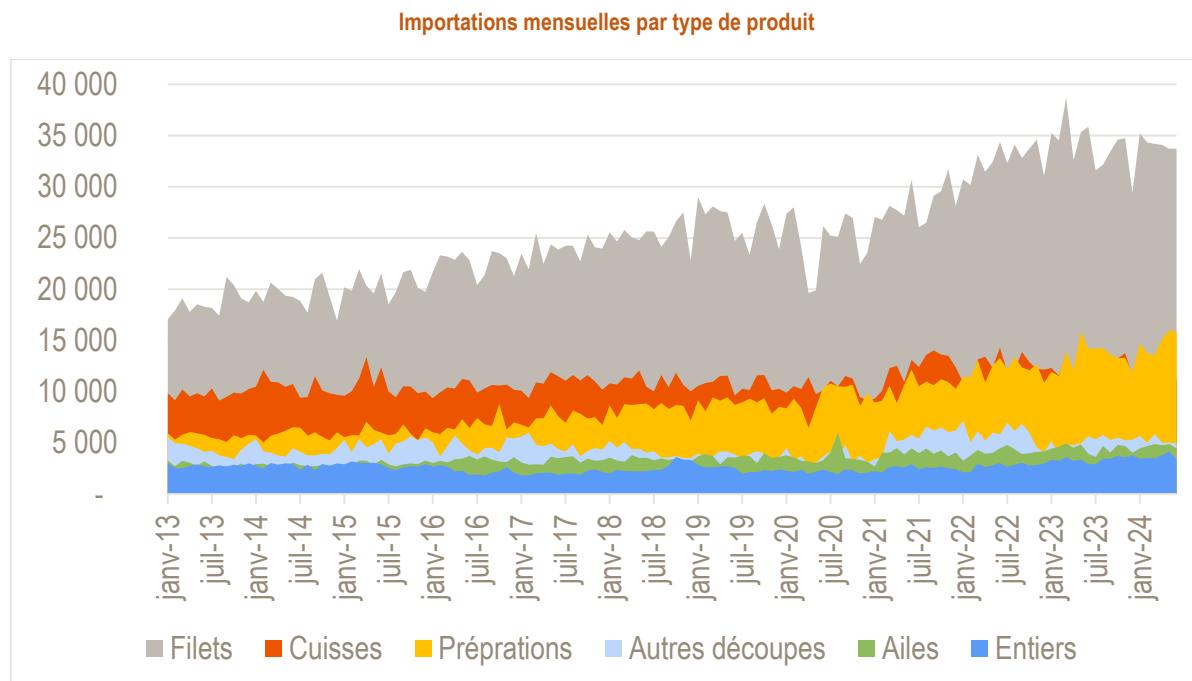


Les envois vers l'UE-27 sont les plus affectés par la baisse (- 12 %) en volume, notamment vers les Pays-Bas (- 21 %) et l'Allemagne (- 18 %). La baisse vers ces deux marchés s'explique par une chute des flux en provenance du Royaume-Uni qui transitaient par la France (la France inclus les flux en quasi-transit dans les statistiques nationales contrairement à d'autres Etats membres). Les exportations vers les Pays tiers, en revanche, reculent de 1,6 %, pénalisées par des exportations en baisse vers l'Afrique Subsaharienne (- 6,4 %) et le Moyen Orient (- 5,6 %). Malgré cette diminution des exportations, la France préserve le marché saoudien avec une hausse des ventes de 5 % malgré la forte concurrence brésilienne.

Les importations françaises de viande de volaille ont progressé en volume (+ 3,2 %) et en valeur (+ 5,5 %) en 2023. En provenance de l'UE-27 la hausse des importations s'élève à 7,3 %, principalement depuis les Pays-Bas (+ 6,6 %), la Belgique (+ 6,0 %) et la Pologne (+ 9,7 %), hors ces 3 pays, les importations ont progressé de 9 % notamment en provenance de l'Europe de l'Est. Depuis les Pays tiers, les importations ont par contre fortement baissé (- 30 %). En dehors de la baisse toute particulière enregistrée depuis le Royaume-Uni (- 38 %), les importations « directes » depuis l'Ukraine continuent de progresser (+ 13 %).

Concernant le poulet, en 2023 le niveau des exportations a reculé en volume (- 8,3 %) et progressé en valeur (+ 2,0 %). Les expéditions vers l'UE reculent de 13 %, et de 1 % vers les Pays tiers, pénalisées par la forte baisse des expéditions vers le Moyen Orient (- 6 %) et l'Asie (- 16 %). Les importations de poulet s'inscrivent à la hausse en volume (+ 3,4 %) et en valeur (+ 6,2 %), soutenues par la progression depuis les Pays-Bas (+ 7 %), la Belgique (+ 6 %) et la Pologne (+ 10 %). Ces 3 pays restent les principaux fournisseurs de la France en poulet, qui représentent à eux trois avec l'Allemagne, 80 % des importations de la France, contre 87 % en 2022. En effet, en 2023 les importations françaises en provenance de l'Europe de l'Est (Hongrie, Slovaquie et République tchèque) gagnent en importance. Il est probable que ces flux correspondent aux réexportations du poulet ukrainien transitant par ces marchés en vue de sa transformation. Depuis les pays tiers, les importations ont chuté de 30 % avec le ralentissement des échanges avec le Royaume-Uni (- 37 %). En parallèle, les importations directes depuis l'Ukraine ont progressé de 13 % à 6 100 tèc en 2023.

Par type de produit, les importations des préparations de poulet deviennent le moteur de croissance avec des hausses de plus de 11 % par rapport à 2022. Par ailleurs, les importations des ailes et de poulet entier, stables dans le passé, ont connu de fortes hausses.



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Le solde des échanges en poulet est en 2023 à (- 454 245 tēc) en volume et à (- 1 288 M€) en valeur. Le déficit se creuse en volume et en valeur par rapport à 2022, c'est la conséquence de la tendance inflationniste combinée à une hausse des importations de forte valeur.

Pour la filière dinde, les exportations sont en retrait (- 17 %) en 2023, avec une baisse des expéditions vers l'UE de 22 % et de 2 % vers les pays tiers. Les importations de dinde sont, en revanche, stables en volume (+ 0,2 %) et en hausse en valeur (+ 5 %), avec une hausse des approvisionnements depuis la Pologne (+ 14 %) et les Pays-Bas (+ 49 %). Pour la première fois, le solde commercial en dinde devient déficitaire à - 2 291 tēc en volume et - 52 M€ en valeur

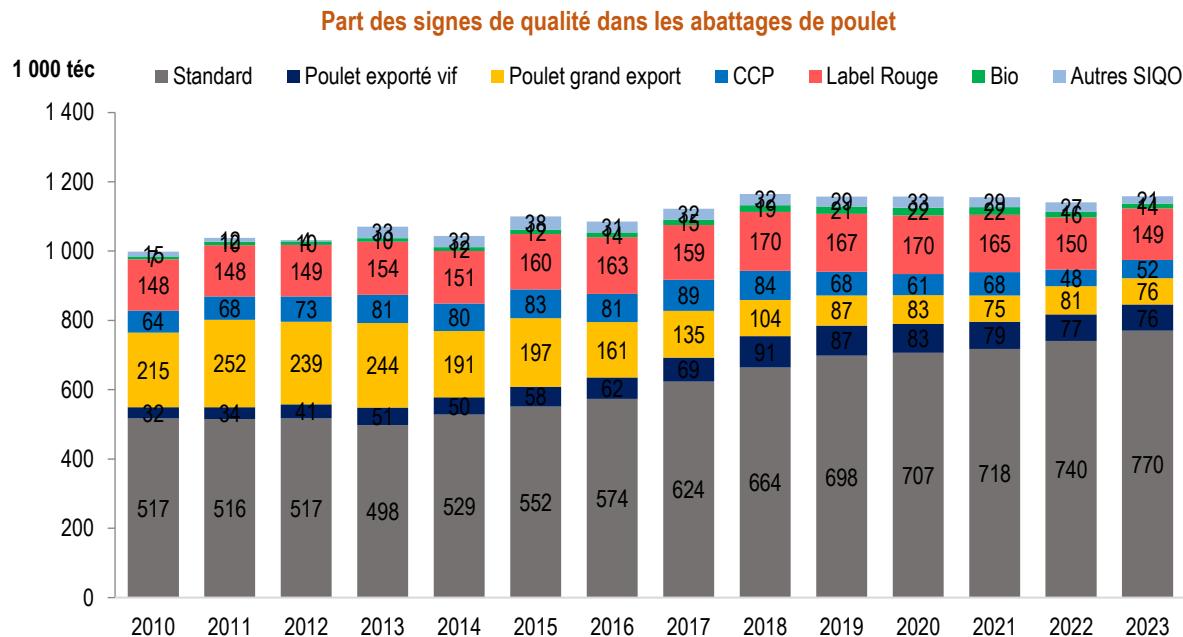
En viande de canard, les exportations en 2023 sont en hausse en volume (+ 13 %) et en valeur (+ 31 %), tirées par une forte hausse des expéditions vers l'Allemagne (+ 51 %) et le Danemark (+ 64 %). Les importations sont en hausse en volume (+ 7,0 %) et en baisse en valeur (- 8 %). La hausse des volumes importés est imputée à une forte hausse des achats depuis la Hongrie (+ 36 %) et la Chine (+ 94 %).

En 2023, le solde des échanges de viandes et préparations de volaille reste négatif en volume (- 447 809 tēc) et en valeur (- 1 234 M€).

2.2.3. Place des signes de qualité dans la production de volailles de chair

En 2023, le poulet est la première production sous cahier des charges (215 000 tēc). Suite à l'arrêt des restitutions aux exportations en 2013, la filière de production de poulet dite « grand export » a été fortement pénalisée. Sa part dans la production est passée de 24 % en 2013 à 19 % dès 2014 pour ne représenter que 7,1 % des volumes en 2023. En conséquence, la part de la production de poulet standard (hors grand export) est en augmentation, de même que celle des produits alternatifs. Il convient de noter cependant que la catégorie « standard » inclut également des cahiers des charges différenciées issus de démarches privées (ECC, Free Range...).

Sous l'effet de l'IAHP, qui a touché les principaux bassins de production de volailles SIQO, et de l'inflation, la part de ces dernières a connu une baisse entre 2022 et 2023, passant de 166 000 tēc à 163 000 tēc, de 15,6 % à 15,0 % des volumes abattus.



Sources : ITAVI d'après SSP et douanes

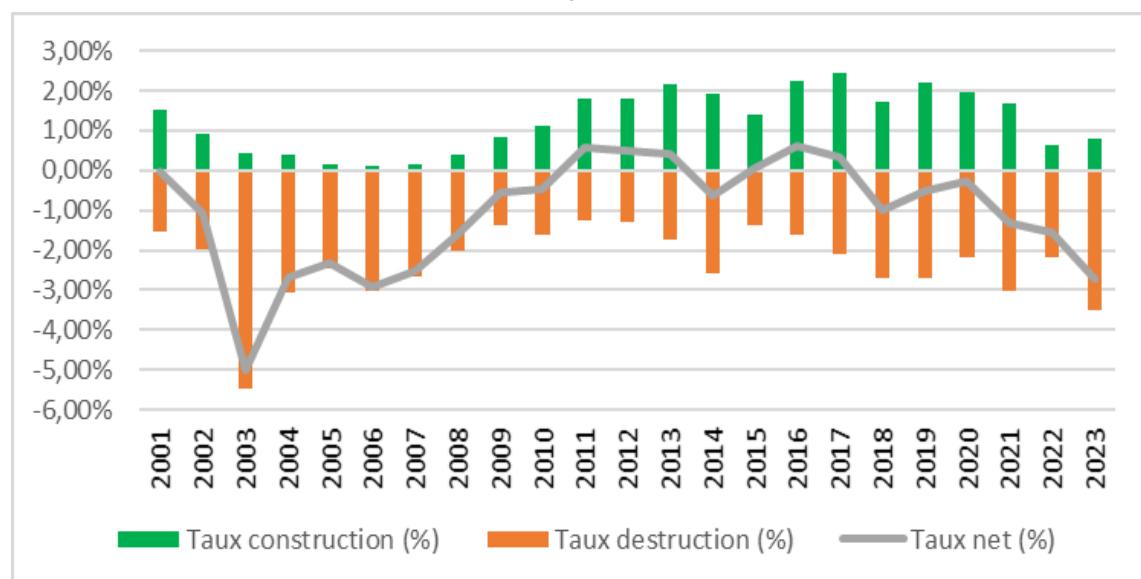
2.2.4. Structure des exploitations de volailles en France

Après une forte réduction entre 2003 et 2009, le parc français de bâtiments d'élevage de volailles de chair suit une évolution nette en légère hausse de (+ 0,5 % par an) à partir de 2010. Cette dynamique est portée notamment par les évolutions du parc Label Rouge & bio qui affiche une croissance moyenne à + 1,6% / an pendant dix ans. Le parc standard et certifié est resté stable sur la période 2010-20, conséquence d'un taux de construction (+ 1,9% / an) et de disparition (- 1,9%) équilibré.

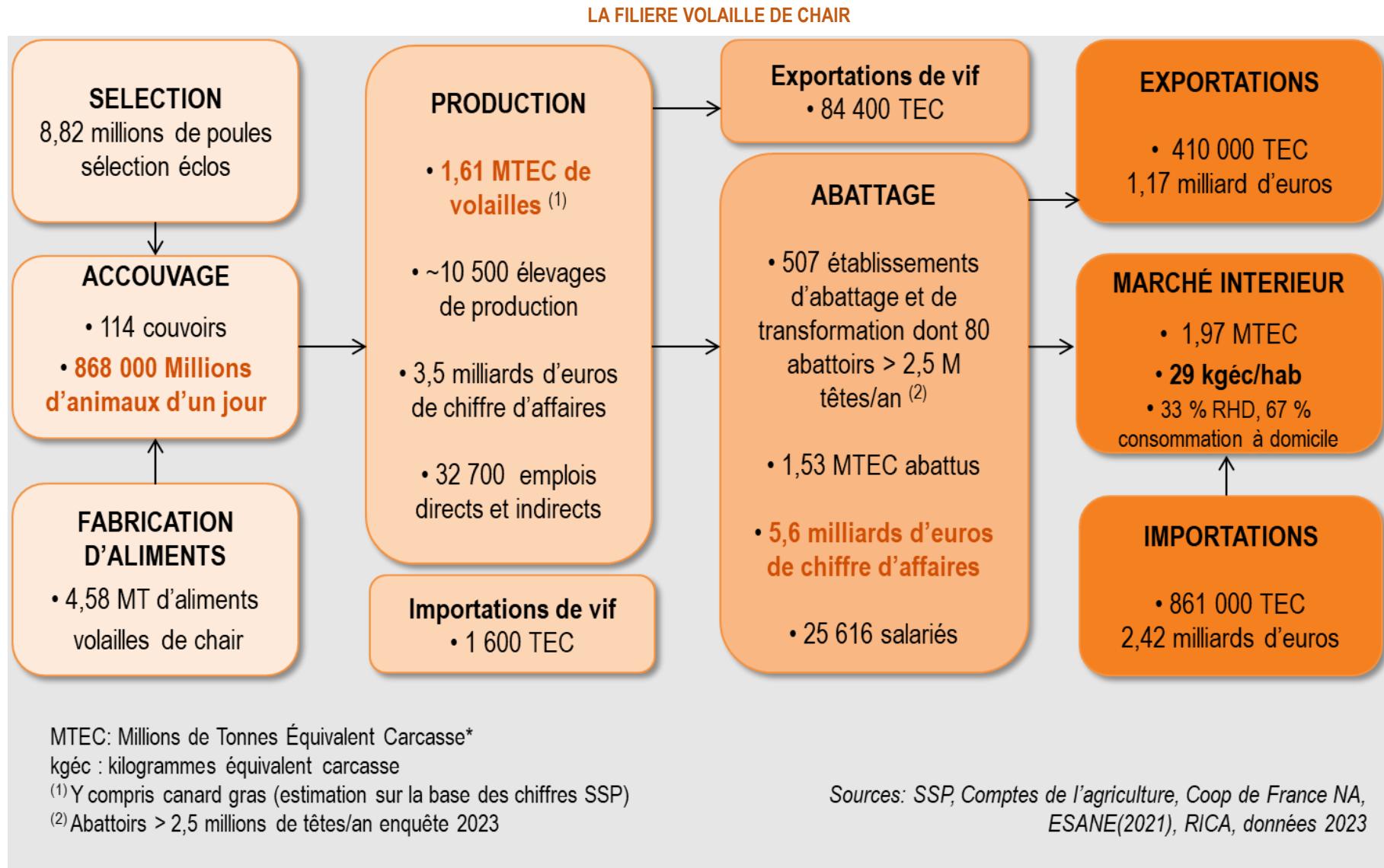
Les données du RA (Recensement Agricole) de 2020 montre une dégradation du parc bâtiment français passant de 18 millions de m² en 2010 à 15,9 millions de m² en 2020.

En 2023, les rénovations s'accélèrent et se poursuivent (+6,7 %) notamment en filière standard et certifié (+9,5 %) en lien avec les engagements de l'interprofession en faveur du bien-être animal et notamment l'accès à la lumière naturelle. Alors que les principaux foyers de production n'avaient pas encore engagé de programme structurel, on observe dans les régions Bretagne et Pays de la Loire une forte tendance haussière du taux de rénovation (+6,3 % et 4,4 % entre 2022 et 2023). Le segment Label Rouge et Bio voit cependant son taux net en recul, une première depuis 2009, en raison du contexte économique lié à l'inflation et à la baisse de consommation sur ces produits. Le parc canard à rôtir observe toujours une tendance de croissance négatif (-4,5 %) et qui s'accélère par rapport à 2022.

Évolution du taux de constructions et de disparitions des bâtiments volailles de chair 2001 à 2023



Source : Enquête bâtiment - ITAVI

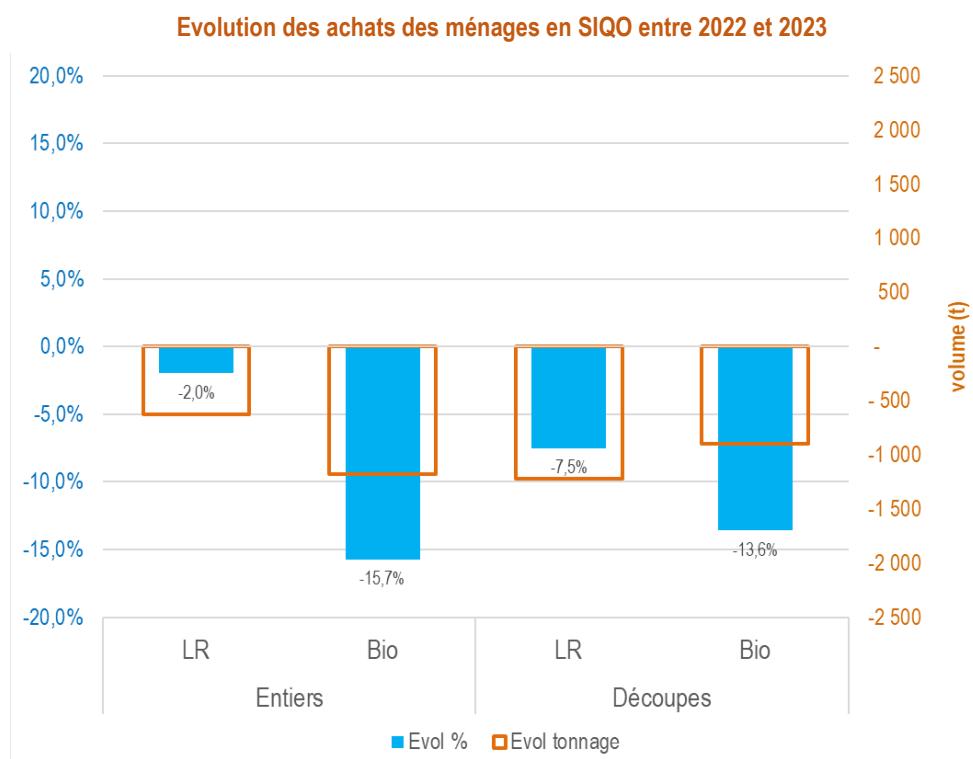


2.2.5. Une consommation de poulet qui continue de progresser au profit des importations

2.2.5.1. Les achats des ménages

Le panel Kantar permet d'analyser les achats des ménages pour leur consommation à domicile, représentant une partie du marché français total (exclusion de la consommation hors domicile, des produits traiteurs et plats-préparés). Après avoir connu des fortes baisses en 2022, les achats de viandes de volailles fraîches et élaborées par les ménages français pour leur consommation à domicile progressent sur l'année 2023 (+1,8 %), marquant un retour progressif de la consommation notamment sur le 2^{ème} semestre 2023.

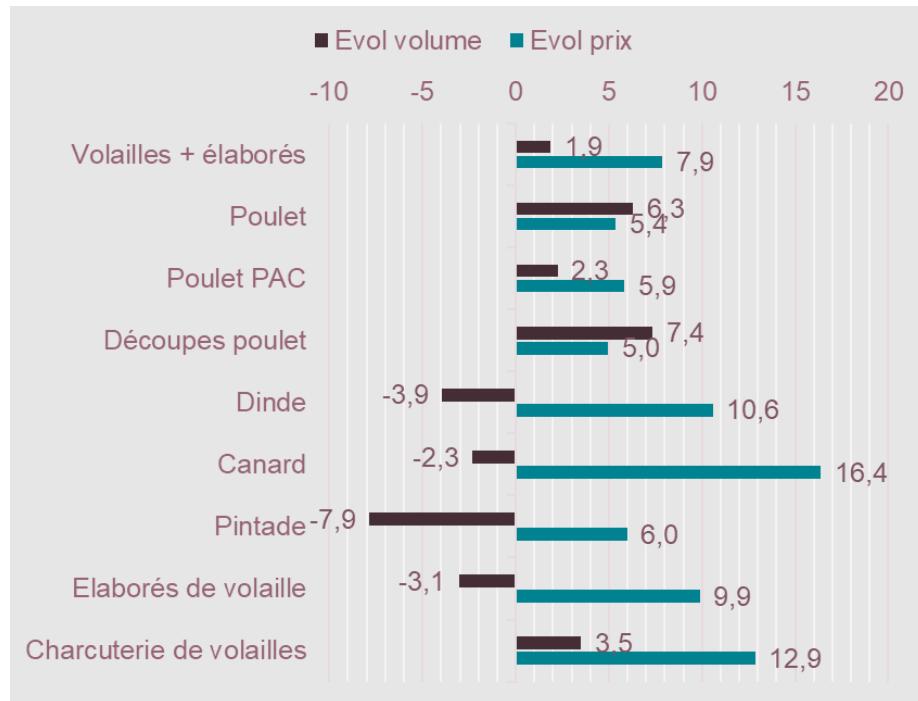
En 2023, les achats des ménages sont en recul pour la viande de dinde (- 3,9 %), de canard (- 2,3%) et de pintade (- 7,8 %) affectés par la forte baisse des disponibilités et l'inflation. Les achats de viande de poulet suivent une hausse de 6,3 % par rapport à 2022, avec des disparités entre catégories de produits. L'érosion des achats du poulet entier se poursuivent au profit des cuisses (+ 10,3 %) et escalopes (+ 5,8 %). Ainsi, la part du poulet entier dans la consommation de poulet représente moins de 15,9 % en 2023 contre 16,1 % en 2022. Si les poulets PAC, standard et certifié, ont progressé, respectivement, de 14 % et 13 %, les segments Label Rouge et Bio ont reculé de 2 % et 16 %.



D'une manière générale, le recul de la part de consommation du poulet PAC, s'explique par 3 effets : d'abord l'IAHP avec une baisse de l'offre et une priorisation des segments de la découpe ; puis un mouvement de baisse en gamme qui touche la production SIQO, toujours très majoritaire sur ce segment ; et enfin la tendance structurelle de consommation qui s'oriente vers plus de produits découpés, élaborés et transformés.

Le segment de charcuterie reste dynamique (+ 3,5 %), tandis que les élaborés de volaille reculent de 3,1 % en lien avec la baisse de l'offre.

Evolution des achats des ménages en viande de volaille entre 2022 et 2023 (en pourcentages)

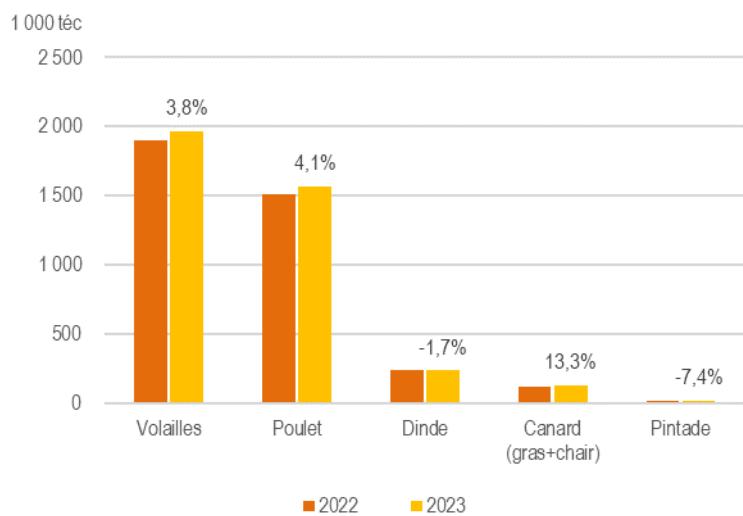


Source : Itavi d'après KantarWorldPanel pour FranceAgriMer

2.2.5.2. La consommation apparente

En 2023, la consommation globale de viandes de volailles qui tient compte du secteur RHD (Restauration Hors Domicile) progresse de 3,8 %, stimulée par la hausse de la consommation de poulet + 4,1 % et un retour progressif de la consommation de canard (+ 13,3 %). En revanche la consommation de la dinde recule de 1,7 %.

Évolution de la consommation apparente (bilan) en 2023 par rapport à 2022 (y c var. stocks)

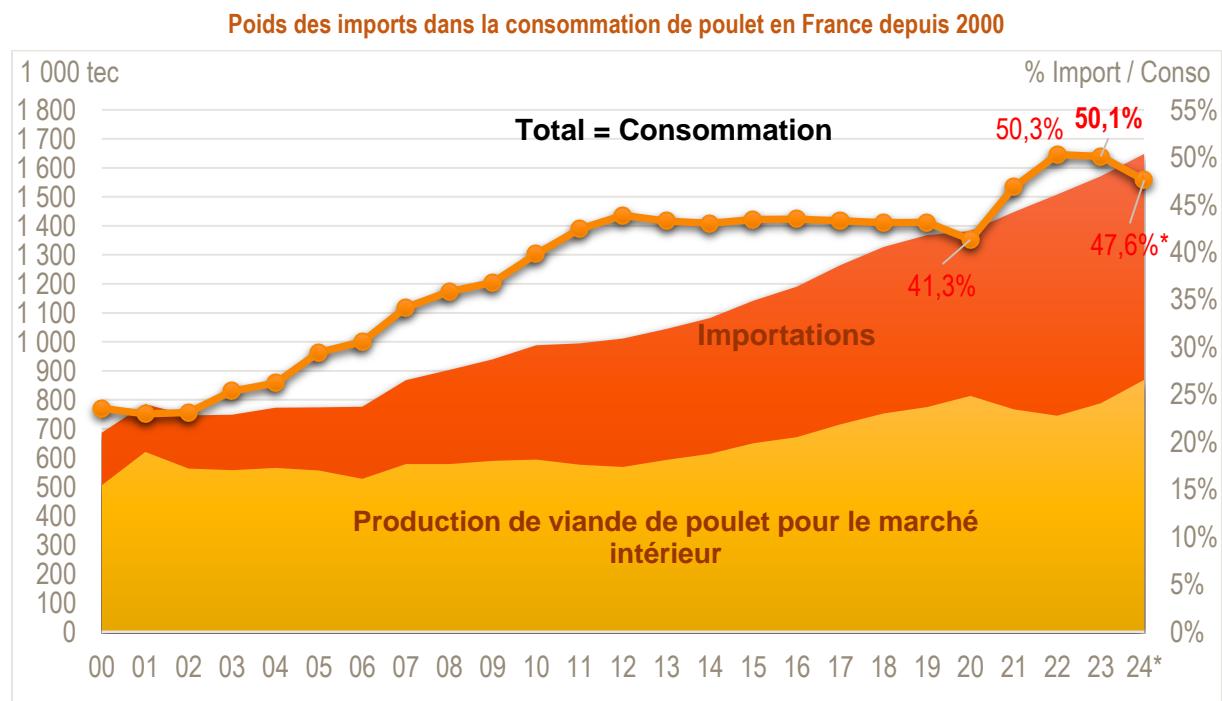


Source : *estimation ITAVI d'après SSP et douanes

La hausse de la consommation du poulet en 2023 profite aux importations, avec des abattages de Gallus en hausse de 1,2 % par rapport aux importations qui progressent de 3,4 %, en parallèle les exportations reculent de 8 %, augmentant la part de la production destinée au marché français (souvent stockée). Par ailleurs, la consommation

du poulet continue à gagner des parts de marché, sur un an, le poids du poulet dans la consommation est passé de 79,5 % à 79,7 %.

La part des importations dans la consommation de poulet, en augmentation depuis les années 90, a atteint un record en 2022 en lien avec la baisse de l'offre française (IAHP) et un recours massif aux imports. Ainsi en 2022 le ratio import sur consommation a dépassé (50,3 %). En 2023 ce ratio a reculé légèrement à 50,1 % et devrait baisser encore sous 48 % en 2024 du fait de la croissance dynamique de la production destinée au marché intérieur couplée au recul des exportations.



Source : ITAVI d'après SSP, douanes

UN LOGO POUR UNE GARANTIE 100 % FRANCE



FAITES-LEUR
CONFIANCE !



UNE ORIGINE FRANCE PLÉBISCITÉE
PAR LES CONSOMMATEURS !

8 Français sur 10 jugent l'origine France des œufs synonyme de qualité et de fraîcheur

Source : Enquête CNPO/CSA 2019

UNE GARANTIE 100 % FRANCE

Des poules nées et élevées en France - Des œufs pondus, conditionnés ou transformés en France

UNE SÉCURITÉ SANITAIRE EXEMPLAIRE

Renforcée par les exigences sanitaires des couvoirs, des élevages et de l'alimentation des poules

UN ENCADREMENT STRICT

Des professionnels engagés et soumis à un cahier des charges stricts

UNE SURVEILLANCE ÉTROITE

Des contrôles réguliers effectués par des organismes tiers

« ŒUFS DE FRANCE » : LA CONFIANCE TOUT AU LONG DE LA FILIÈRE

Pour valoriser son savoir-faire exemplaire et faciliter l'identification de ses œufs « Made in France », la filière française a lancé le logo « Œufs de France ». Cette démarche collective, portée par l'Interprofession des Œufs (CNPO), garantit l'origine française des œufs : de la poule à l'œuf et de l'œuf à la poule. Avec ce nouveau logo connu et reconnu des Français, la filière des œufs garantit l'engagement de l'ensemble des maillons de la filière : accouveurs, éleveurs de poulettes, éleveurs de poules pondeuses, centres d'emballage et de transformation des œufs. La démarche de traçabilité, qui intègre également qualité sanitaire et alimentation des animaux, est étroitement contrôlée par des organismes tiers.

Pour plus d'information : contact@cnpo.fr, 01 45 22 63 15

3. Les œufs et les ovoproducts

3.1. Contexte international

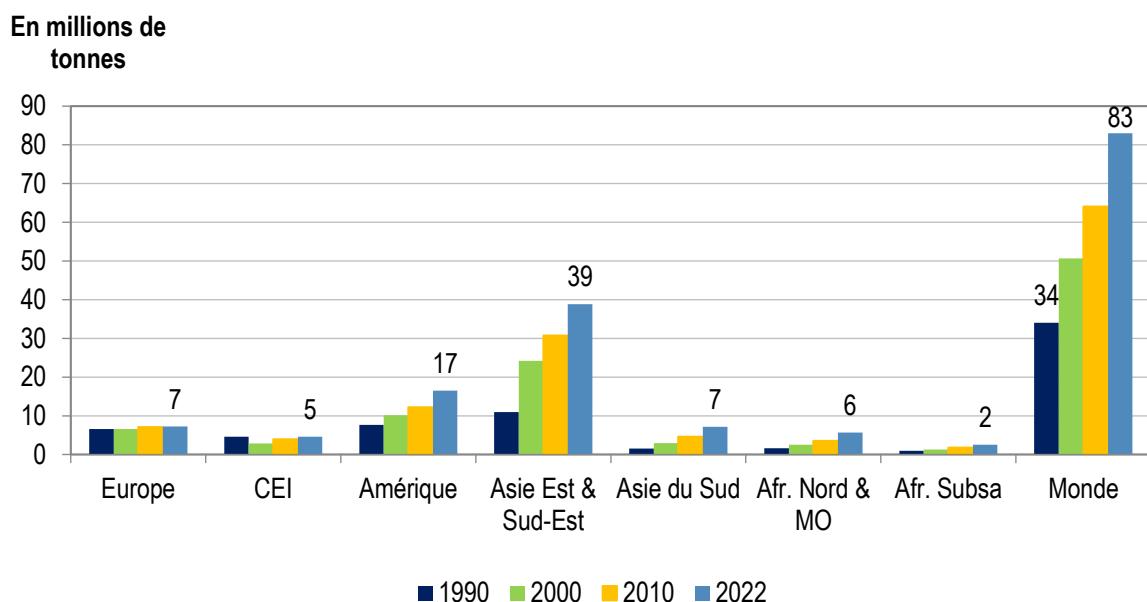
3.1.1. Production mondiale

Depuis 2020, les filières agricoles ont fait face à une multitude de crises (Covid-19, guerre en Ukraine, influenza aviaire hautement pathogène (IAHP), inflation). Malgré ces défis, le secteur de l'œuf montre une résilience notable.

Entre 2022 et 2023, plus de 5 500 foyers d'IAHP ont été détectés dans le monde, les élevages de poules pondeuses étant les plus touchés avec plus de 110 millions de pondeuses affectées, principalement aux États-Unis et en Europe. Malgré cela, la demande dynamique et la croissance de la production dans les régions non touchées par l'IAHP ont permis de faire croître la production mondiale d'œufs de consommation de poule.

En 2023, cette dernière est estimée par l'ITAVI à partir des données disponibles (FAO, IEC, Eurostat et sources nationales), s'établit à 85,5 millions de tonnes équivalent œuf coquille (téoc), en hausse de 3,0 % par rapport à 2022. Cette croissance de la production mondiale en 2023 est principalement attribuée à l'augmentation de la production en Asie (Inde, Chine, Indonésie), en Turquie et au Brésil.

Production d'œufs entre 1990 et 2022 dans le monde (millions de tonnes)



Source : estimations ITAVI d'après IEC, FAOStat, Eurostat et sources nationales

Avec 27,4 millions de tonnes produites estimées en 2023, la Chine représente à elle seule 32 % de la production mondiale d'œufs, suivie par l'UE qui se maintient comme deuxième producteur avec 7,4 % de la production, devançant les Etats-Unis (6,8 %) encore affectés par l'IAHP.

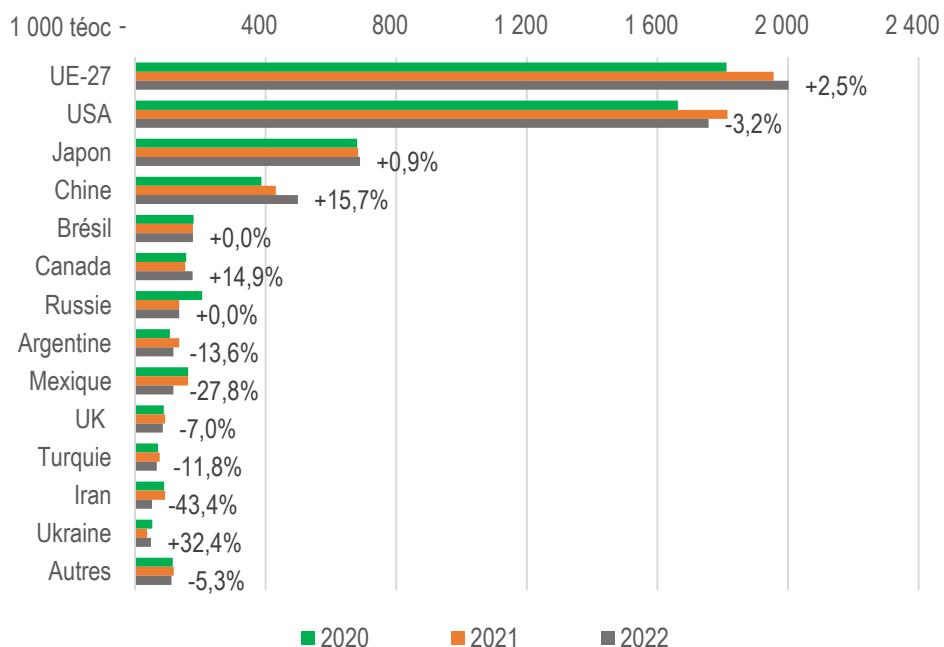
Production d'œufs des principaux producteurs dans le monde en millions de tonnes équivalent œuf coquille

	2021	2022	2023*	% 23*/22	poids %
Chine	25,8	26,5	27,4	3,1%	32,0%
UE-27	6,6	6,3	6,3	1,0%	7,4%
Etats-Unis	6,0	5,8	5,8	0,5%	6,8%
Inde	5,8	5,4	6,3	16,5%	7,4%
Mexique	3,0	3,0	3,2	8,0%	3,7%
Russie	2,7	2,8	2,8	1,2%	3,3%
Japon	2,6	2,6	2,4	-6,1%	2,9%
Brésil	3,3	3,1	3,2	1,0%	3,7%
Indonésie	5,2	5,6	6,1	9,7%	7,2%
Turquie	1,4	1,5	1,6	4,2%	1,9%
Iran	1,3	1,4	1,3	-5,1%	1,5%
MONDE	82,6	83,0	85,5	3,0%	100,0%

Source : Calculs ITAVI d'après IEC, FAOStat, Eurostat ; * estimation

Contrairement à la production d'œufs, celle d'ovoproducts issus de la transformation des œufs est nettement plus concentrée géographiquement. Elle est estimée à 6,1 millions de téoc en 2022, en baisse de 0,5 % par rapport à 2021, après avoir connu une forte hausse en 2021 (+ 5,1 %). Ce recul de la production en 2022 pourrait s'expliquer par deux raisons : d'une part l'IAHP qui a perturbé la production dans certains bassins (États Unis, Royaume-Uni...) et le ralentissement de la demande sur les produits transformés en lien avec l'inflation. Au niveau mondial, l'Union européenne et les États-Unis sont les principaux producteurs d'ovoproducts avec respectivement 33 % et 29 % de la production mondiale, suivis par le Japon (11 %).

Estimation de la production d'ovoproducts par pays dans le monde entre 2020 et 2022



Source : Estimations ITAVI d'après IEC, FAOStat, Eurostat et sources nationales – Autres correspond à la production d'ovoproducts rapportée par le Pérou, la Suisse, la Malaisie, l'Afrique du Sud, la Colombie et le Kazakhstan

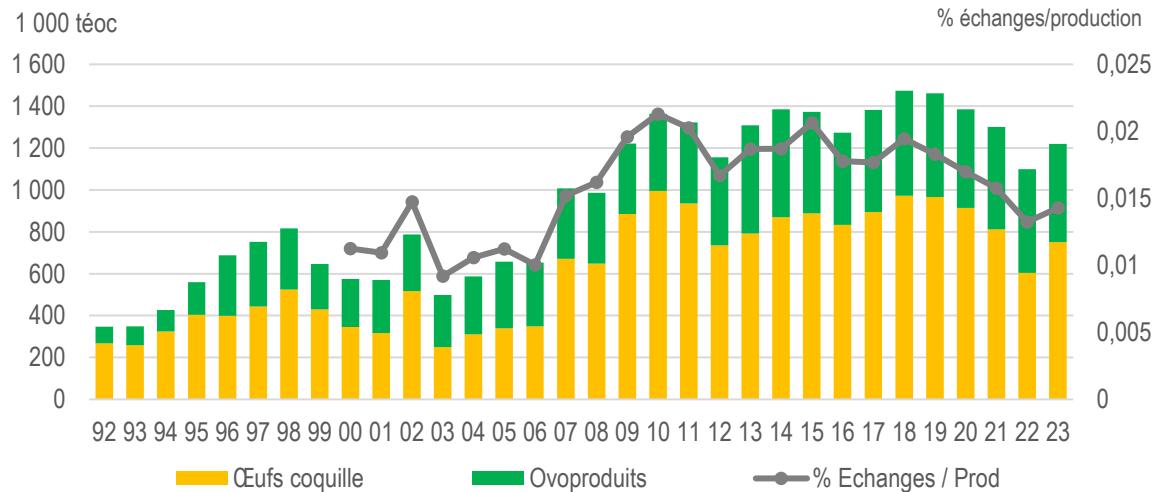
3.1.2. Commerce extérieur

3.1.2.1. Œufs coquille

En 2023, les échanges mondiaux d'œufs coquille ont connu une forte hausse, marquant une reprise des échanges post-IAHP. En effet, l'année 2022 avait enregistré une baisse de 26 % avec un ralentissement sur plusieurs flux en raison du manque de disponibilité et de la fermeture préventive de certains marchés (Asie, Mexique). Ainsi, en

2023, les exportations mondiales ont augmenté de 11 %, principalement pour les œufs coquille (+24 %), tandis que les échanges d'ovoproducts sont en baisse (-5 %). Les principaux flux ayant contribué à cette hausse en œufs coquille sont les États-Unis (+29 %), l'Ukraine (+ 77 %), l'Inde (+124 %) et l'Iran (+ 393 %). Pour les États-Unis, il s'agit d'un retour des exportations après de fortes baisses en 2022 suite à l'IAHP ; pour l'Iran, la hausse est due à l'ouverture du marché irakien. En parallèle, certains pays ont connu une baisse de leurs exportations d'œufs coquille, comme la Turquie (- 15 %), la Malaisie (- 14 %) et le Japon (- 39 %). A noter qu'en 2022, certains pays ayant une forte capacité d'adaptation sont parvenus à se substituer à d'autres exportateurs en bénéficiant d'une production dynamique soutenant les exportations ces dernières années à l'image de l'Inde (+ 66 %), le Brésil (+ 5 %), mais aussi les Pays-Bas (+ 17 %) et qui ont su se maintenir sur une partie du marché en 2023.

Évolutions des exportations mondiales d'œufs et ovoproducts (hors intra UE et intra Chine-Hong-Kong)



Source : ITAVI d'après TDM et Eurostat

3.1.2.2. Ovoproducts

En 2023, contrairement aux œufs coquille, les échanges en ovoproducts ont reculé de 5 % par rapport à 2022, cette baisse s'explique par la baisse des ventes de l'UE (- 13 %), touchée par l'IAHP et l'inflation, cette baisse des exportations de l'UE est attribuée principalement au recul en Italie (- 16 %) au Pays-Bas (- 18 %) et en France (- 9 %). En revanche les exportations des pays tiers au niveau mondial ont progressé de 5 %, mais surtout grâce à 2 pays, l'Ukraine (+ 58 %) et le Brésil (+ 60 %).

Évolutions des exportations des principaux pays en œufs et ovoproducts (hors intra UE et intra Chine-Hong-Kong) en téoc

	2015	2022	2023	23/22 %
Monde	1 372 393	1 099 182	1 220 762	11,1%
UE-27	401 488	356 515	327 109	-8,2%
Etats-Unis	185 787	112 927	128 853	14,1%
Turquie	205 432	185 140	157 853	-14,7%
Malaisie	100 887	75 950	65 700	-13,5%
Ukraine	79 732	43 151	73 239	69,7%
Inde	88 682	77 819	114 240	46,8%
Biélorussie		27 609	134 548	387,3%
R.-Uni	10 153	24 563	27 000	9,9%
Autres	300 231	195 508	192 220	-1,7%

Source : ITAVI d'après TDM et Eurostat

En 2023, le commerce mondial d'œufs et ovo-produits en valeur a progressé de 20 % par rapport à 2022, pour s'établir à 2,16 milliard d'euros (Md€). Environ 57 % des exportations (1,23 Md€) sont réalisées sous forme d'œufs en coquille et le reste sous forme d'ovo-produits. A noter qu'en 2022, le commerce mondial d'œufs et ovo-produits en valeur avait progressé de 26 % par rapport à 2021. Cette tendance s'explique par la conjoncture inflationniste avec la hausse des coûts d'aliments au niveau mondial et la pénurie d'œufs dans plusieurs régions du monde, ce qui a tiré les prix de vente à la hausse depuis 2022.

3.2. Marchés européens

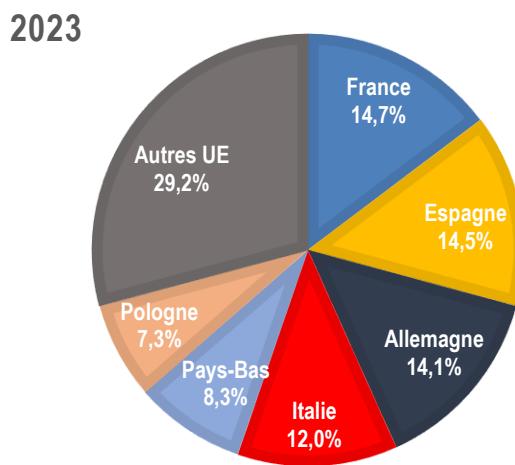
3.2.1. Dynamiques de production contrastées en UE

D'après les estimations de l'ITAVI, basées sur les données de la Commission européenne et diverses sources statistiques nationales, la production communautaire en 2023 a augmenté de 1 % pour atteindre 6,32 Mtéoc. Toutefois, la production reste inférieure de 3,7 % par rapport à son niveau de 2021. Cela reflète une reprise post-IAHP plutôt longue après une baisse de production de 4,6 % en 2022.

La France est le pays le plus concerné par cette reprise, avec une augmentation de la production de + 4,1 %. En revanche, hors France, la production de l'UE a reculé de - 0,3 %. En 2023, la production reste inférieure à la demande, cette dernière ayant été stimulée par la situation économique actuelle. Par conséquent, les cotations des œufs sont restées relativement élevées en 2023 par rapport aux autres productions animales.

Avec le rebond de la production en 2023, la France regagne sa première place en tant que producteur d'œufs, avec plus de 14,7 % des parts de production, dépassant l'Espagne (14,5 %) qui progresse également d'une place, devançant l'Allemagne (14,1 %).

Répartition de la production d'œufs de consommation dans l'UE en 2023 (%)



Source : estimation ITAVI d'après IEC, CIRCABC, MEG et sources nationales

Tenant compte du rythme des mises en place de poulettes et de l'accélération de la production hors cage, la production d'œufs de consommation en 2024 devrait reculer légèrement (- 0,3 %) à 6,30 Mt, soit environ 102 milliards d'œufs.

Production d'œufs de consommation en UE – 1000 tonnes

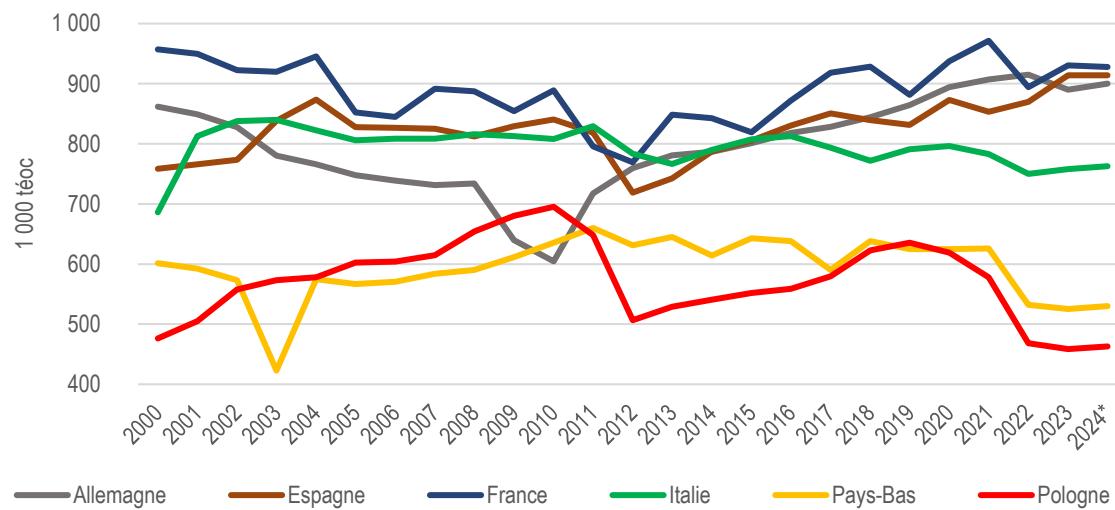
Rang	Pays	2021	2022	2023	2024*	23/22 %	24*/23 %
1	France	971	894	930	928	4,1%	-0,3%
2	Espagne	853	870	914	914	5,1%	0,0%
3	Allemagne	907	915	890	900	-2,7%	1,1%
4	Italie	783	750	758	763	1,1%	0,7%
5	Pays-Bas	626	532	525	530	-1,2%	0,9%
6	Pologne	578	468	459	463	-2,1%	1,0%
7	Roumanie	368	330	340	330	3,0%	-2,9%
6	Autres	1 474	1 498	1 502	1 471	0,3%	-2,1%
	UE-27	6 561	6 258	6 319	6 299	1,0%	-0,3%

Source : ITAVI d'après SSP, Commission européenne, IEC, MEG statistiques nationales ; *estimations

Cet accroissement de la production en 2023 est porté principalement par la progression en France (+ 4,1 %), en Espagne (+ 5,1 %) et Roumanie (+ 3,0 %).

La production est assez équitablement répartie entre les six premiers pays producteurs qui représentent de 7,3 % (Pologne) à 14,7 % (France), en totalisant (75,5 %) de la production communautaire.

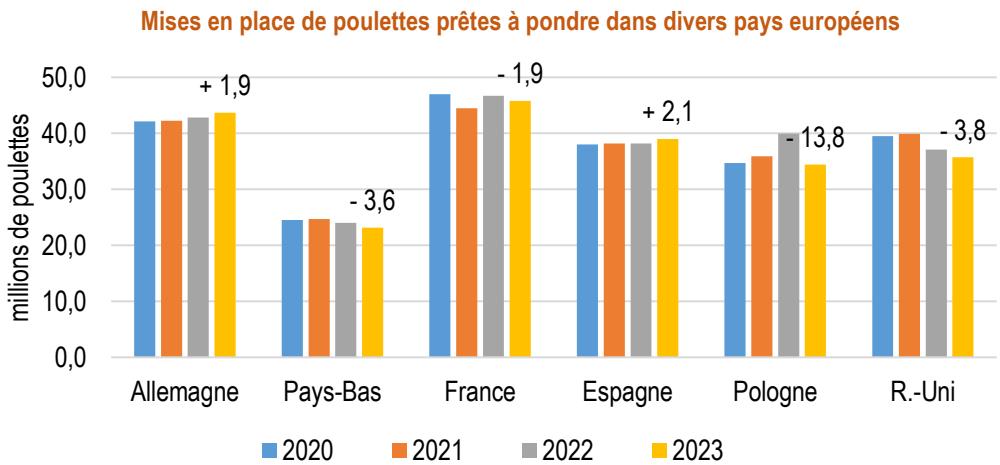
Production d'œufs de consommation dans les premiers pays producteur d'œufs de l'Union européenne



Source : estimation ITAVI d'après IEC, CIRCABC, MEG et sources nationales

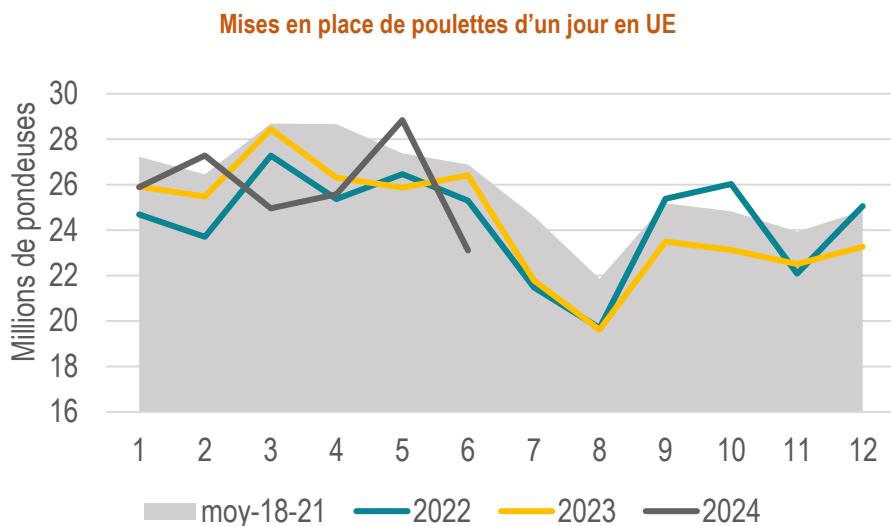
3.2.2. Mises en places en 2023 et perspectives 2024

Après avoir enregistré une baisse de 0,9 % en 2022, les mises en place de poulettes d'un jour au sein de l'UE se réduisent de nouveau en 2023, affichant une diminution de - 2,6 %. Cela montre notamment la difficulté de compenser la perte de potentiels de production engendrée par l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) et les cas de salmonellose. Par ailleurs, au cours du second semestre de 2023, les mises en place ont subi une baisse de - 4 %, une situation qui impacte les disponibilités sur le marché européen en 2024.



Source : ITAVI d'après SSP, MEG, IEC ; *estimations 2023

Avec le rythme des mises en place sur les 6 premiers mois de 2024 (- 2 % par rapport aux 6 premiers mois de 2023), la production devrait stagner en 2024 (+0,2%).



3.2.3. Les modes d'élevage en UE

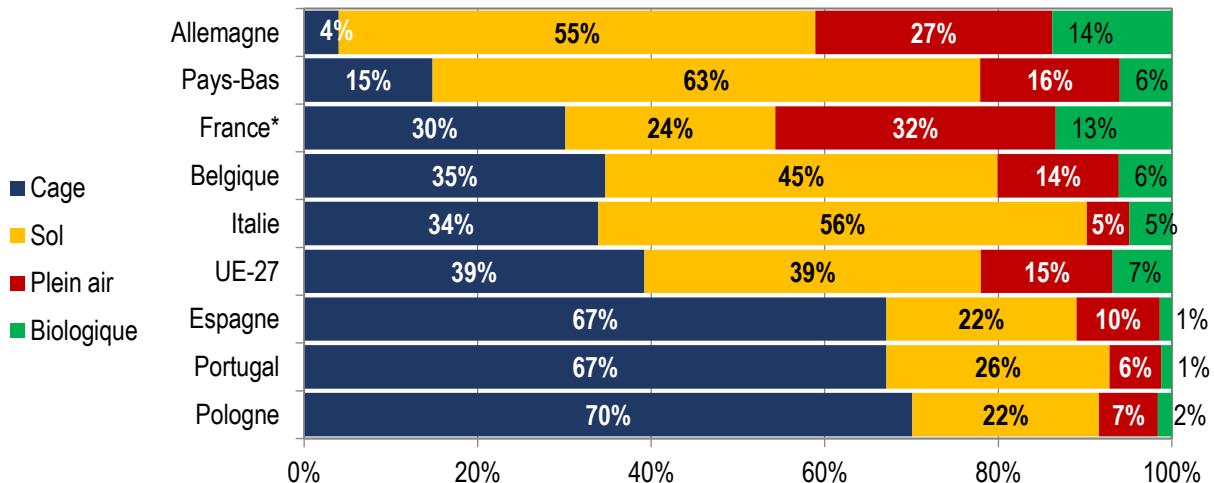
Pour correspondre à la réglementation européenne (Directive 1999/74/CE), les systèmes de production ont évolué vers des modes de production hors cage. En 1996, les systèmes alternatifs à la cage (au sol, plein-air et biologiques) représentaient 8 % des effectifs de pondeuses de l'UE, 30 % en 2009 et 61 % en 2023. De 2012 à 2023, le poids des systèmes alternatifs est en nette augmentation dans l'ensemble des pays européens. Certains États membres ont profité de cette réglementation sur les cages aménagées pour basculer complètement en système alternatif. C'est le cas de l'Autriche, où 100 % des poules pondeuses sont en système alternatif depuis 2019. De même pour l'Allemagne où 96 % des capacités d'élevage sont en système alternatif. La Suède (97 %) et les Pays-Bas (85 %) atteignent des proportions similaires. De façon générale, les pays du nord de l'Europe ont un système de production davantage tourné vers l'élevage au sol. À l'inverse, certains pays au sud gardent une proportion élevée de cages aménagées comme l'Espagne (67 % des pondeuses sont élevées en cages aménagées), le Portugal (67 %) ou la Pologne (70 %).

La France contribue de façon importante à la production alternative avec 30 % des effectifs européens de pondeuses en élevage biologique et 32 % des effectifs de plein air, tandis qu'elle représente 12 % des pondeuses en cage.

En 2023, les capacités de production de l'UE s'élèvent à 387,4 millions de places, en baisse de 0,5 % par rapport à 2022, en effet, la hausse des capacités de production pour le système sol n'a pas contrebalancé le recul des capacités en cage (- 1,3 %), en plein air (- 1,9 %) et en bio (- 4,2 %) fortement touché par l'inflation.

En France, les capacités de productions exprimées en nombre de places et remontées selon la méthodologie de l'Union Européenne s'élèvent à 58,5 millions de places, en baisse de 1 % par rapport à 2022.

Répartition des effectifs de pondeuses par système de production dans les pays de l'Union européenne en 2023



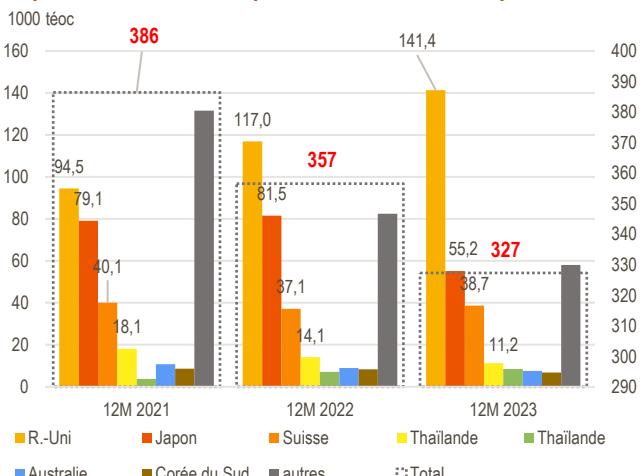
Source : CIRCABC

3.2.4. Commerce communautaire d'œufs et ovo-produits

3.2.4.1. Année 2023

En 2023, la baisse des exportations extra-européennes (UE-27) totales d'œufs et ovo-produits se poursuit (- 8 %) sur le fond de l'IAHP et le recul des disponibilités sur le marché. La hausse des exportations vers le Royaume-Uni (+ 21 %) et la Suisse (+ 4 %) n'a pas compensé la baisse enregistrée vers le Japon (- 32 %), Singapour (- 77 %) et la Thaïlande (- 20 %). La baisse observée est principalement due à la fermeture de certains marchés en conséquence de la grippe aviaire, mais également à un recul de l'offre européenne. Les pays les plus touchés par cette baisse des exports sont l'Espagne (- 26 %), les Pays-Bas (- 16 %) et la France (- 7 %).

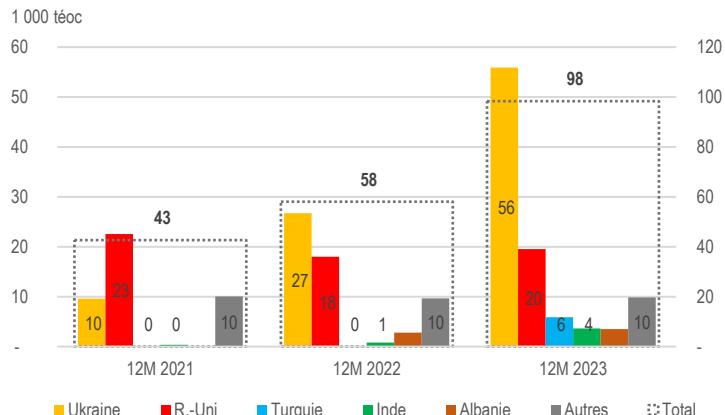
Évolution des exportations extra-européennes* d'œufs et ovo-produits entre 2021 et 2023



*UE-27, Source : ITAVI d'après Eurostat

Les importations de l'UE-27 sont en hausse en volume (+ 70 %) et en valeur (+ 83 %) sur l'année 2023 par rapport à 2022. Ce sont les importations en provenance de l'Ukraine (+ 109 %), de la Turquie (+ 5 800 téoc) et de l'Inde (+ 23 %) qui tirent les imports à la hausse. En effet, la suppression des droits de douanes sur les produits ukrainiens importés en Europe a contribué à l'accélération de la hausse des imports dans un contexte de manque de disponibilités. La hausse des achats de l'UE a comme principale origine, les importations de la Pologne (+ 84 %), de l'Italie (+ 151 %) et de la Lettonie (+ 48 %).

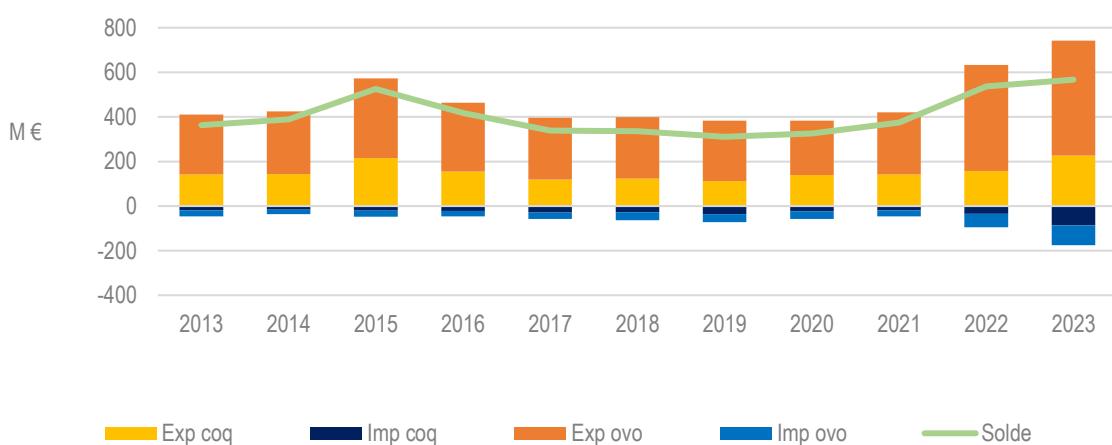
Évolution des importations extra-européennes d'œufs et ovo-produits entre 2021 et 2023



Source : ITAVI d'après Eurostat

En 2023, le solde des échanges extra-communautaires d'œufs et d'ovo-produits reste positif en volume (+ 228 972 téoc) mais en dégradation (- 69 500 téoc) par rapport à 2022. En valeur, la balance commerciale s'améliore de 31 M€ à + 567 M€, du fait de l'effet conjoint de l'inflation avec la hausse des prix à l'export et une hausse plus mesurée des prix à l'import.

Échanges européens d'œufs et ovo-produits avec les Pays tiers, 2013-2023



Source : ITAVI d'après Eurostat

Maxiban™

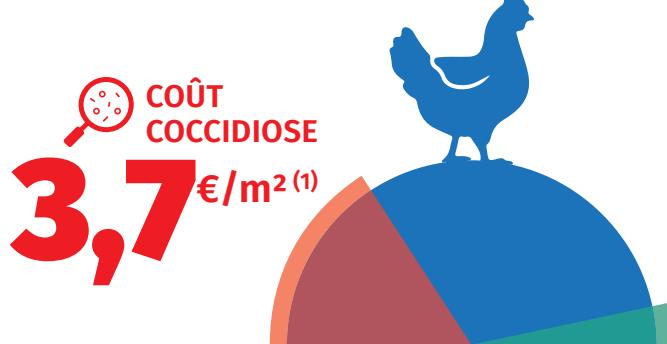
et Monteban™

LE CHOIX DURABLE

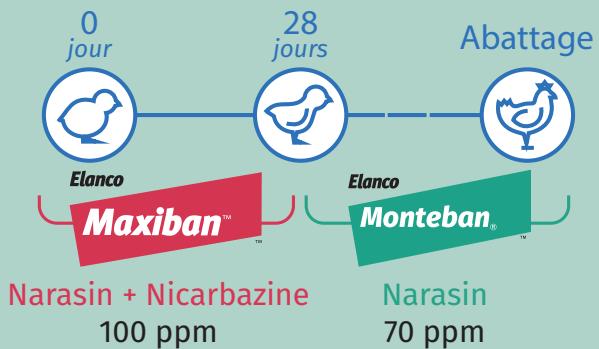
pour la santé
des Animaux
des Hommes
de la Planète

La coccidiose reste un défi pour la durabilité de la filière avicole : elle compromet santé, efficacité alimentaire et augmente le coût de production.

COMMENT SÉCURISER SA MARGE FACE À LA COCCIDIOSE ?



PROGRAMME COCCIDIOSTATIQUE SÉCURISÉ



COÛT PROGRAMME
SÉCURISÉ en poulet standard
0,66 €/m² (2)*

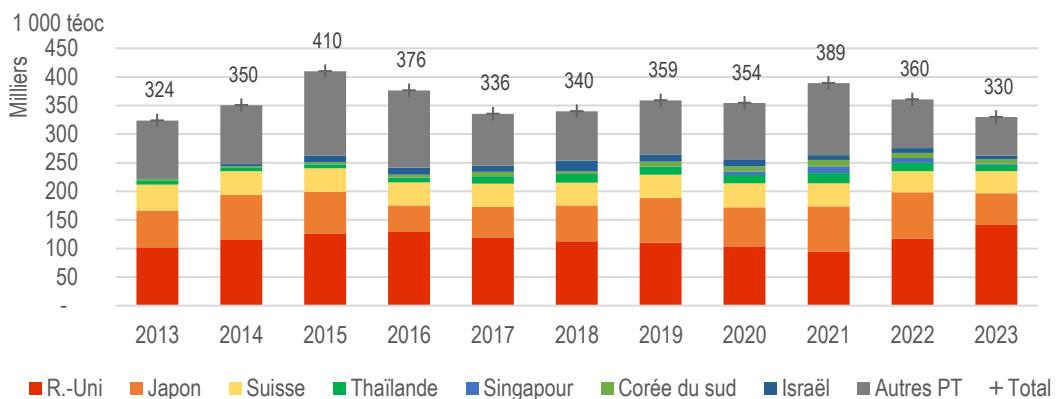
* Coût d'un programme sécurisé en poulet de chair (tarifs 2024) : 0,66€/m² (2) (poulet standard) et 1€/m² (3) (poulet lourd)

Réf. : (1) Damer P. Blake and all "Re-calculating the cost of coccidiosis in chickens" Vet. Research. (2020) 51:115. (2) Maxiban 100ppm 0-28 puis Monteban 70 ppm 29-Abattage (poulet standard). (3) Maxiban 100ppm 0-28| puis Monteban 70 ppm 29-Abattage (poulet lourd)
Maxiban™ et Monteban™ sont des additifs coccidiostatiques

Elanco France SAS au capital de 1.708.200 € – RCS 417 350 386 Nanterre
Crisco Uno Bâtiment C, 3-5 Avenue de la Cristallerie, 92310 Sèvres Cedex © 2024, Elanco ou ses filiales. PM-FR-24-0065 - 02/2024

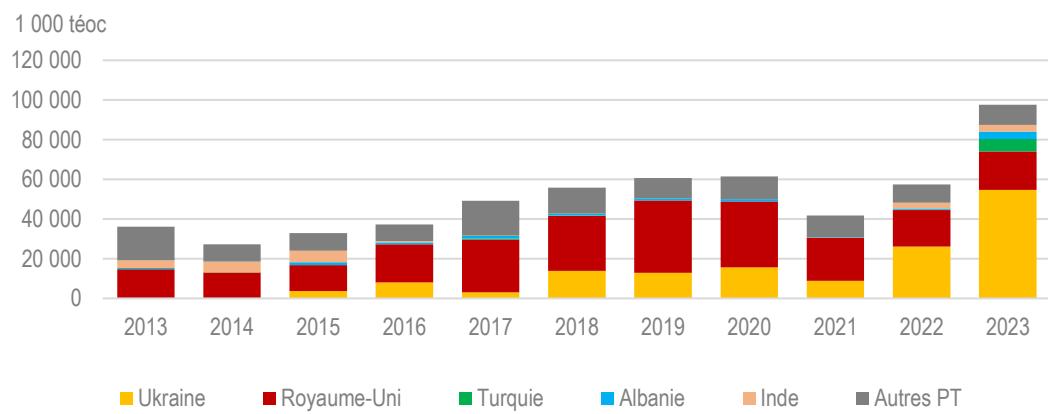
Elanco

Évolution des exportations extra-européennes d'œufs et ovo-produits, 2013-2023



* estimation - Source : ITAVI d'après Eurostat

Évolution des importations extra-européennes d'œufs et ovo-produits entre 2013 et 2023



Source : ITAVI d'après Eurostat

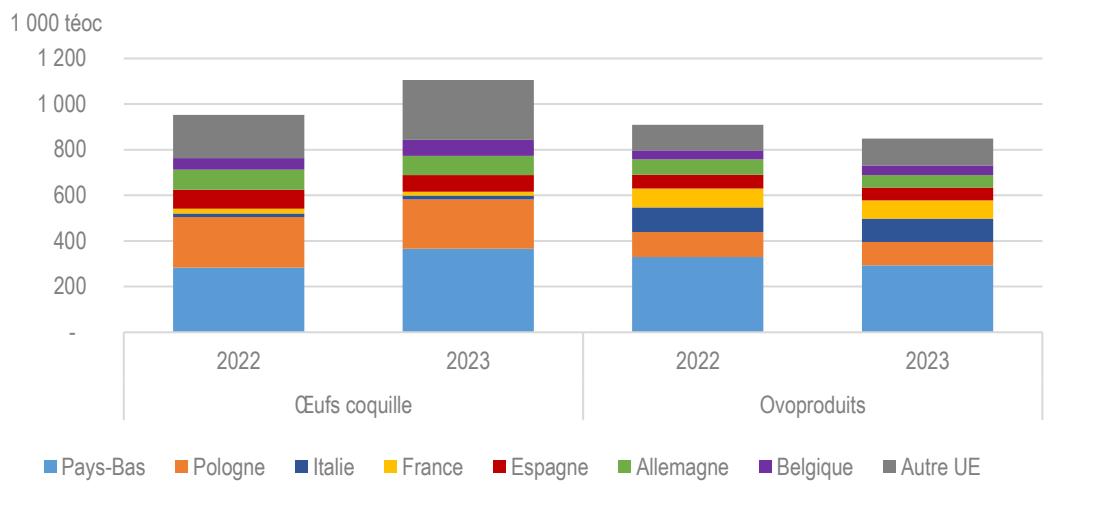
3.2.5. Échanges intra-européens

En 2023, les flux intra-européens d'œufs coquille ont connu une forte hausse après deux années de baisse. Cette hausse est la conséquence d'une forte diminution des disponibilités dans certains bassins et de l'augmentation des importations extra-européennes, ce qui a stimulé les réexpéditions au sein de l'UE.

Si la majorité des pays ont vu leurs expéditions décliner, les Pays-Bas et la Belgique ont, en revanche, augmenté leurs envois respectivement de 29 % et 37 %.

Contrairement aux œufs coquille, les expéditions d'ovo-produits ont reculé de 7 %. Cette baisse a touché la majorité des pays de l'UE, à l'exception de la Lettonie, qui a augmenté ses expéditions vers les autres pays de l'UE de 51 % en 2023. Il s'agit d'ovo-produits ukrainiens dont le point d'entrée dans l'UE est la Lettonie.

Échanges intra européens d'œufs et ovoproduits en 2023



Source : ITAVI d'après Eurostat

Les principaux exportateurs d'œufs en coquille vers d'autres États membres sont les Pays-Bas (33 %), la Pologne (20%) et l'Allemagne (8 %). Les principaux exportateurs d'ovoproduits vers d'autres partenaires européens sont les Pays-Bas (34 %), la Pologne (14 %), suivie par l'Espagne (10 %) et la France (9 %).

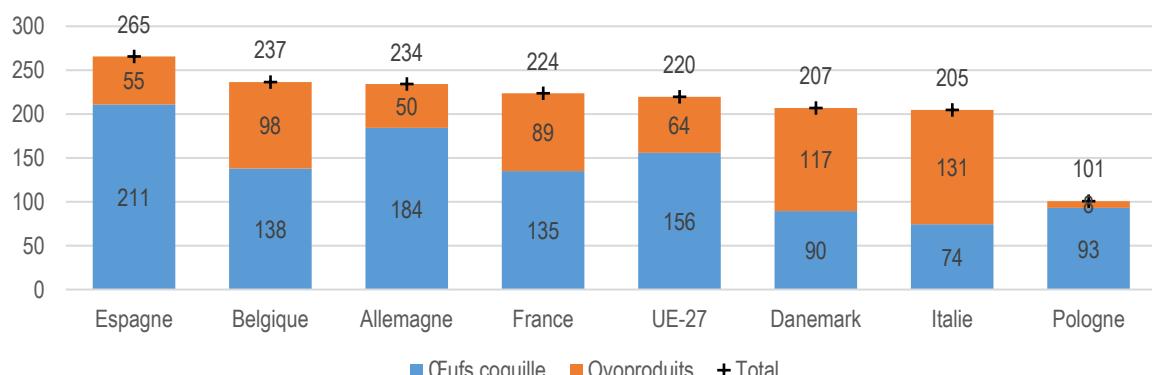
3.2.6. Consommation d'œufs en Union européenne

En 2023, la consommation d'œufs en Europe a connu une hausse de 2,2 %, bien que la production n'ait progressé que de 1 %. La hausse des importations de l'UE (+70 %) conjuguée à une baisse des exportations (-8 %) ont contribué à soutenir la consommation. En 2024, malgré la demande dynamique, la consommation devrait stagner sur fond d'une production en baisse (-0,3 %).

En 2023, la consommation moyenne d'œufs par habitant et par an a progressé de 2,3 %, atteignant 220 œufs/hab./an en Union européenne, selon les calculs de l'ITAVI. Cette consommation varie de 297 œufs/hab./an pour le pays le plus consommateur, la Croatie, à 101 œufs/hab./an pour le moins consommateur, la Pologne.

La part des ovoproduits dans la consommation d'œufs en Union européenne est estimée à environ 29 % en 2023. Cette part est en hausse de 3 points par rapport à 2022. En France, cette part est passée de 43 % en 2012 à 40 % en 2023.

Consommation d'œufs et d'ovoproduits dans les différents pays de l'UE en 2023 (œufs/habitants)



Source : ITAVI d'après IEC, SSP, CIRCABC, Comext et sources nationales

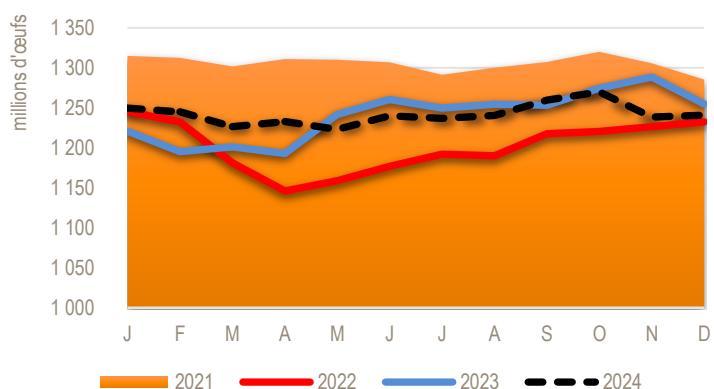
3.3. La filière et le marché français

3.3.1. Évolution de la production des œufs

En 2023, selon les estimations de l'Itavi basées sur le modèle ITAVI-SSP-CNPO, et en tenant compte de l'impact de la grippe aviaire notamment dans les Côtes-d'Armor, la production a progressé de 3,2 % (exprimé en nombre d'œufs) pour atteindre 14,9 milliards d'œufs. Toutefois, la production reste inférieure à son niveau de 2021.

Début de 2023, la filière ponte a subi un coup dur avec la résurgence de l'IAHP dans les Côtes-d'Armor, touchant 18 élevages de pondeuses et poulettes. Au total, 1,1 million de poules et 200 000 poulettes ont été affectées.

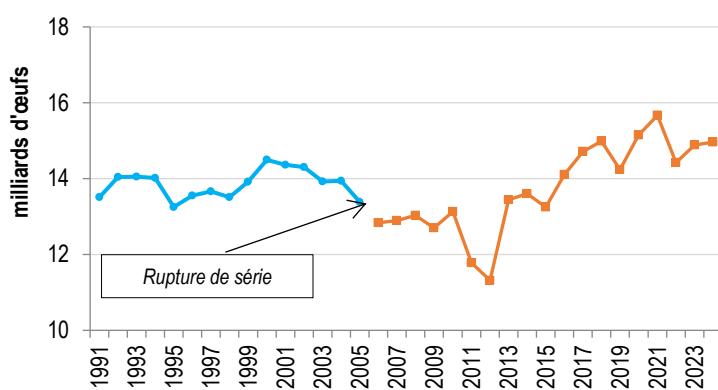
Projection de la production mensuelle d'œufs de consommation en France



Source : estimation Itavi, d'après SSP, CNPO et professionnels

En 2024, la production devrait être stable (+0,5 %), en tenant compte du recul des mises en place et de l'approche de la date butoir pour la fin des cages. En effet, la transformation des élevages vers le mode « au sol » est souvent accompagnée d'une perte de capacité de l'ordre de 20 à 30 %. Ce déficit risque de perdurer dans les prochaines années, particulièrement pour les œufs de cage et au sol.

Production d'œufs en France entre 1991 et 2024*

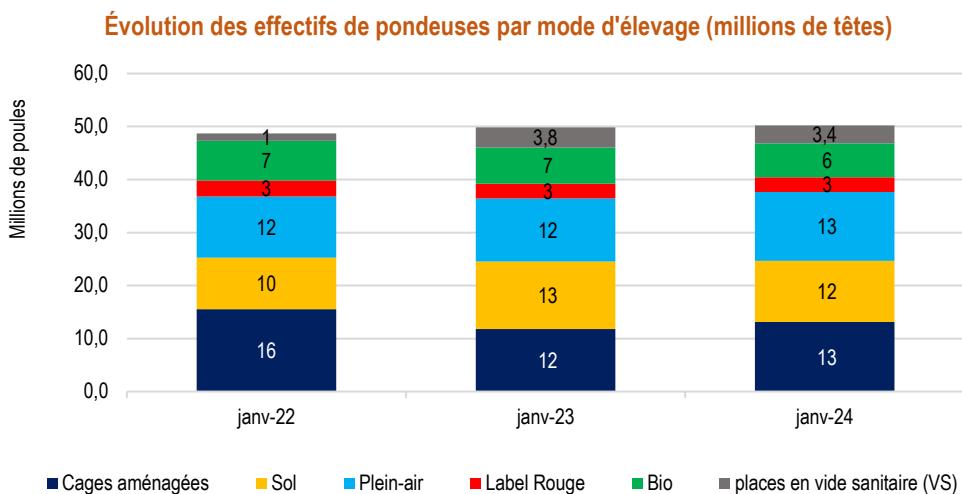


Source : SSP

Depuis la fin des années 90, la production se diversifie de plus en plus vers les modes de production plein air, sol et biologique. Ainsi les effectifs de poules pondeuses en système alternatif sont estimés à 72 % en janvier 2024 contre 11 % en 2000.

Depuis 2019, le repli des systèmes cage s'accélère et ils passent de 56 % en 2018 à 28 % en 2024.

En janvier 2024, le système cage continue à reculer, il représente désormais à 28 %, profitant au plein air qui devient le 1^{er} système de production en France



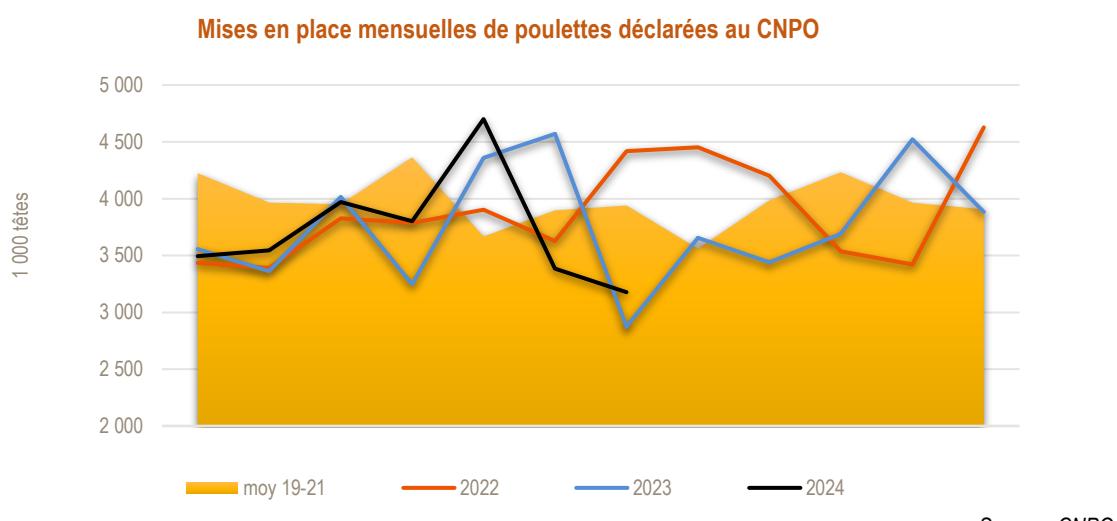
Sources : ITAVI d'après SSP, DGAL, Agence Bio et Synalaf ; * Rupture de série, changement de périmètre

L'élevage au sol continue son ascension pour remplacer progressivement les cages aménagées, tout comme l'élevage en plein air. Cependant, depuis 2023, on observe un ralentissement de ces tendances avec une répartition assez égale entre la cage, le sol, et le plein air. En revanche, le cheptel bio continue de reculer, passant de 16,5 % en 2022 à 13,6 % du cheptel en production en 2024.

Le secteur bio subit un ralentissement de la demande depuis la pandémie de Covid-19, accompagné d'une hausse dynamique de la production. Cette baisse de la demande s'est accélérée depuis 2022 en raison de la tendance inflationniste, où une partie des consommateurs se détourne de la consommation d'œufs biologiques en raison de la perte de pouvoir d'achat. Face à cette crise, les opérateurs en amont ont pris des mesures de correction de l'offre, en freinant les installations en bio et en convertissant certains élevages vers des cahiers des charges plein air. En 2024, malgré la baisse de l'offre, la filière continue à subir le recul des achats.

Sur l'année 2023, les mises en place ont connu une baisse de 3,1 %. La diminution du cheptel post-IAHP n'a pas été compensée en 2023 et l'offre en œufs est restée déficitaire en 2023 pour la deuxième année consécutive.

De janvier à juillet de 2024, on observe une stagnation des mises en place (+ 0,3 %) de poulettes d'un jour.



Source : CNPO



Hubbard
YOUR CHOICE, OUR COMMITMENT



VOTRE CHOIX
UNE RÉPONSE ADAPTÉE
À VOTRE CAHIER DES
CHARGES



NOTRE ENGAGEMENT

UNE EXPERTISE DE
PLUS DE 55 ANS EN
SÉLECTION PREMIUM

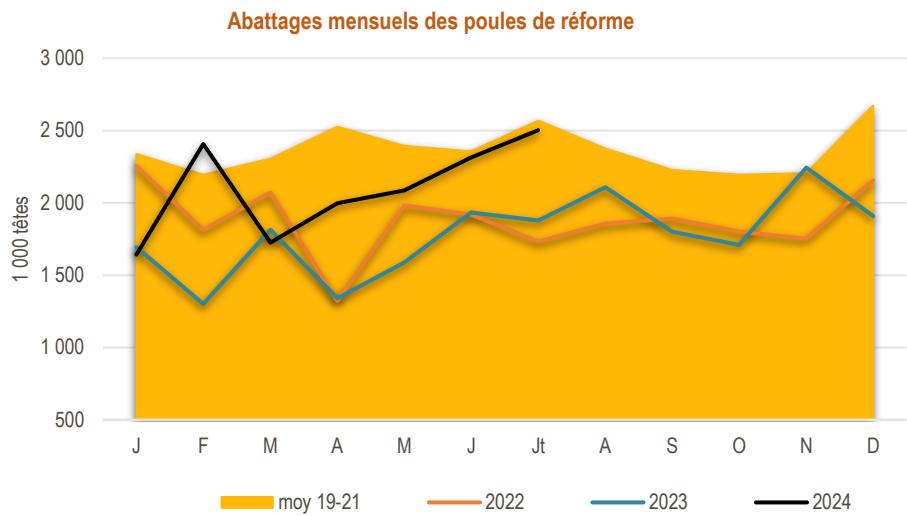


HUBBARD PREMIUM
le choix naturel !

LA RÉFÉRENCE POUR
LES MARCHÉS PREMIUM

www.hubbardbreeders.com

Le ralentissement des abattages de poules de réforme en 2023 (- 6 %) a permis de maintenir des lots en production, atténuant ainsi la diminution du cheptel.



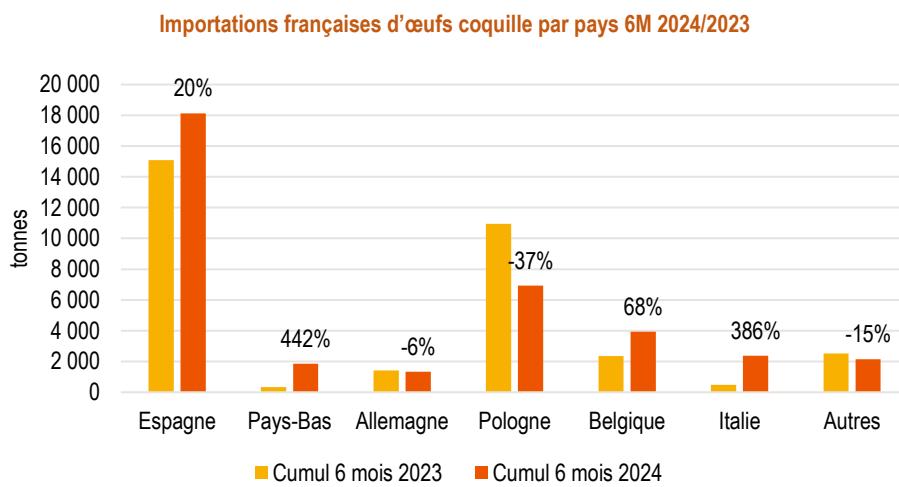
Source : Itavi d'après SSP

Au cours des sept premiers mois de 2024, une accélération des abattages de poules de réforme (+ 27 %) a été observée, reflétant la réforme de plus d'un million de poules supplémentaires par rapport à la normale. Cette tendance, combinée à une stagnation des mises en place, devrait entraîner une diminution du cheptel en production, et par conséquent une baisse de l'offre en œufs dans les prochains mois.

3.3.2. Commerce français d'œufs et ovoproduits

3.3.2.1. Tendances 2024

Par rapport au 1^{er} semestre 2023, les exportations d'œufs coquille sont en hausse de 9,8 % au premier semestre 2024, principalement vers les Pays-Bas (+ 50,8 %). Les importations d'œufs coquille sur ce même semestre augmentent de 10,8 % en volume. Des disparités existent entre pays, notamment avec une augmentation en Espagne (+ 20 %) et un ralentissement en Pologne (- 37 %).



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Sur 6 mois 2024, les exportations d'ovoproduits progressent en volume (+ 30 %). Les ventes en volume en direction les Pays-Bas et l'Espagne ont progressé respectivement de +51% et + 282 %, tandis que les expéditions ont reculé vers l'Allemagne (- 95%). Vers les Pays tiers, les exportations se réduisent de 10 % en volume. Les ventes vers le Royaume-Uni sont les plus dynamiques avec une hausse de + 77 %. Les importations d'ovoproduits progressent de 5 % en volume. La hausse constatée depuis l'Italie (+ 27 %), les Pays-Bas

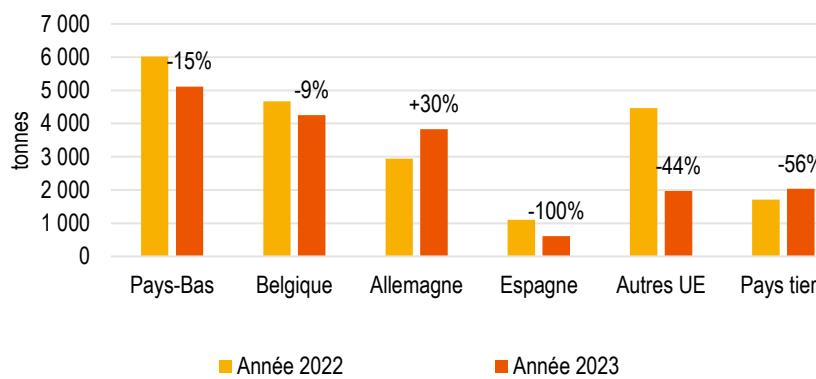
(+ 17 %) et l'Espagne (+ 11%) compense la baisse constatée en provenance de l'Allemagne (- 16 %) et la Pologne (- 70 %). Le solde commercial global œufs et ovo-produits s'établit à – 9,8 téoc et – 20,15 M€, déficitaire mais en nette amélioration par rapport au 1^{er} semestre 2023.

3.3.2.2. Bilan des échanges commerciaux en 2023 en œufs et ovo-produits

Après deux ans de croissance dynamique des échanges, 2020 et 2021, et une amélioration du solde commercial qui est devenu excédentaire, les échanges français ont subi un ralentissement sans précédent en lien avec la situation sanitaire et la forte baisse des disponibilités, cette situation perdure depuis 2022.

En 2023, les exportations d'œufs coquille sont en baisse de 15 %, par rapport à l'année précédente, principalement vers les Pays-Bas (- 15 %), la Belgique (- 9 %). En parallèle les expéditions vers l'Allemagne ont progressé de 30 %, car le pays fait face à une pénurie d'œufs alternatifs issus des poules ovosexées.

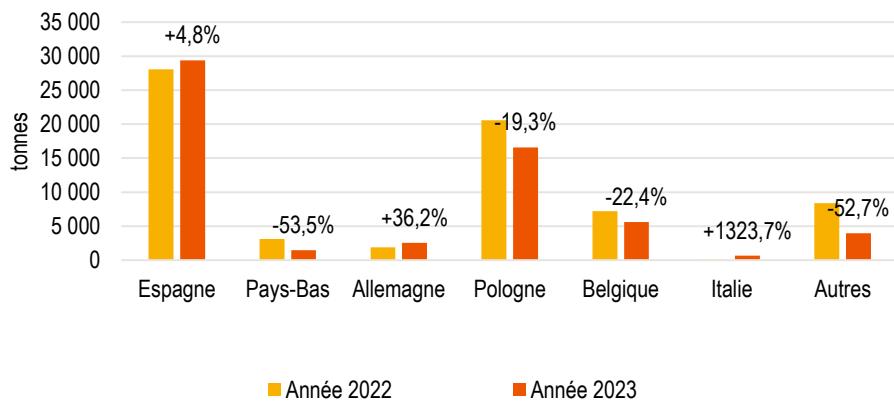
Exportations françaises d'œufs coquille par pays en 2023



Source : ITAVI d'après douanes françaises

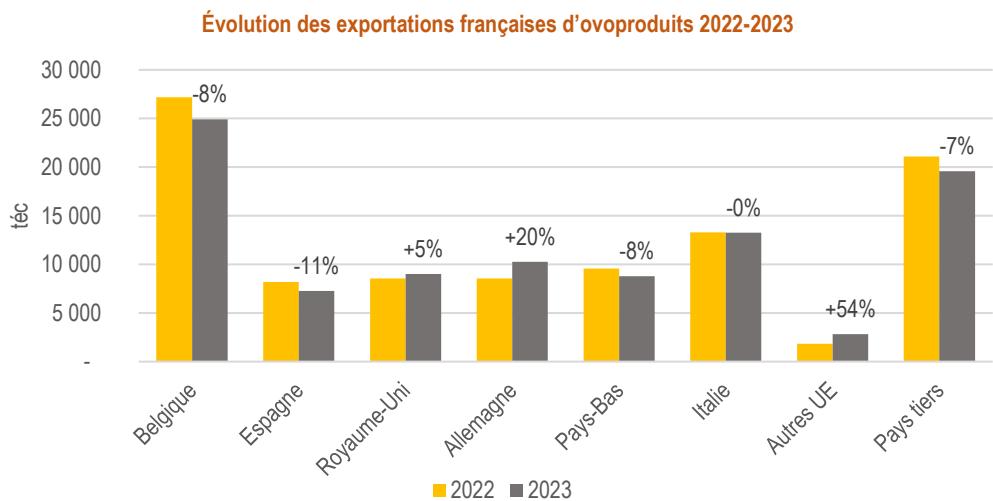
Les importations d'œufs coquille en 2023 baissent de 13 % en volume, ce ralentissement des imports a pour principales origines les Pays-Bas (- 54 %) et la Pologne (- 19 %).

Importations françaises d'œufs coquille par pays en 2023



Source : ITAVI d'après douanes françaises

En 2023, les exportations d'ovo-produits baissent en volume (- 2,4 %) et progressent en valeur (+ 14 %). Les ventes en volume en direction de la Belgique et l'Espagne ont reculé respectivement de - 8 % et - 11 %, tandis que les expéditions ont progressé vers l'Allemagne (+ 20 %). **Vers les Pays tiers**, les exportations chutent de 7 % en volume et progressent de 4 % en valeur. Les ventes vers la Serbie sont les plus touchées avec une baisse de 86 % soit 1 980 téoc de moins.



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Les importations d'ovoproduits reculent de 18 % en volume et 5 % en valeur. La hausse constatée depuis l'Italie (+ 55 %) et la Pologne (+ 213 %) ne compense pas la baisse constatée en provenance des Pays-Bas (- 54 %) et l'Espagne (- 12 %).

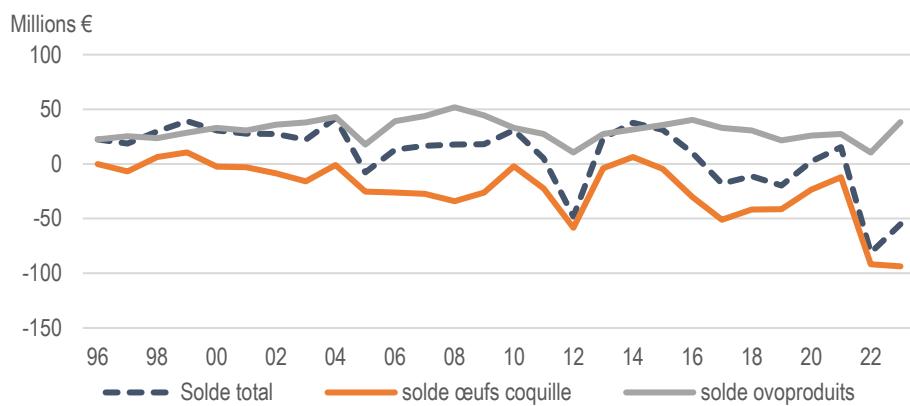
Échanges d'œufs et ooproduits en tonne équivalent œuf coquille en 2023

	Œufs coquille			Ooproduits			Total			
	22	23	% 23/22	22	23	% 23/22	22	23	% 23/22	
ktéoc	Exp	21	18	-14,8%	98	96	-2,4%	119	114	-4,6%
	Imp	69	60	-13,0%	93	77	-17,6%	162	137	-15,6%
	Solde	-48	-42		5	19		-43	-23	
M€	Exp	34	35	2,8%	150	171	13,7%	184	205	11,7%
	Imp	124	126	1,6%	139	133	-4,9%	263	259	-1,8%
	Solde	-90	-91		11	38		-79	-53	

Source : ITAVI d'après douanes françaises

Le solde commercial global œufs et ooproduits s'établit à - 23 000 téoc et - 53,3 M€ en amélioration (+ 20 200 téoc et + 26 M€) par rapport à 2022.

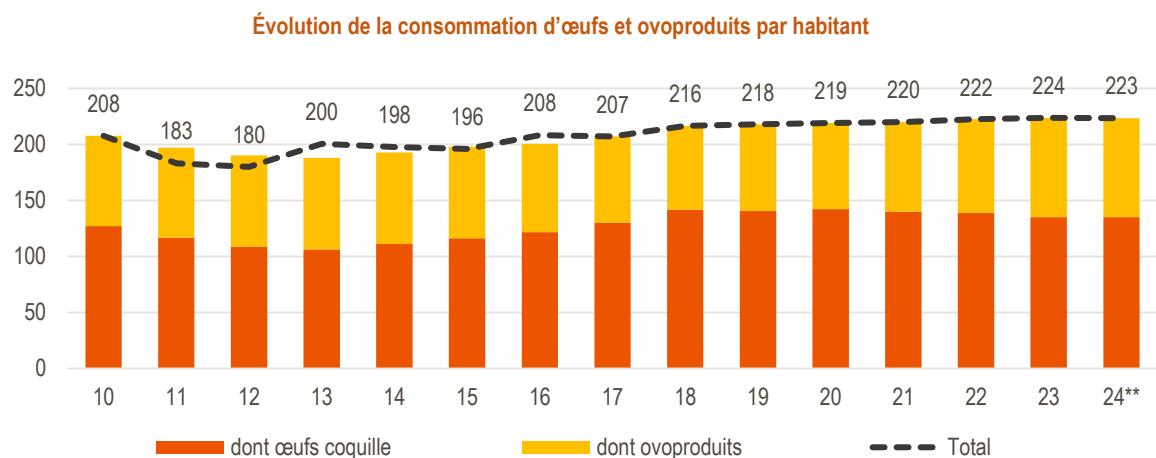
Évolution du solde en œufs et ooproduits en valeur



Source : ITAVI d'après douanes françaises

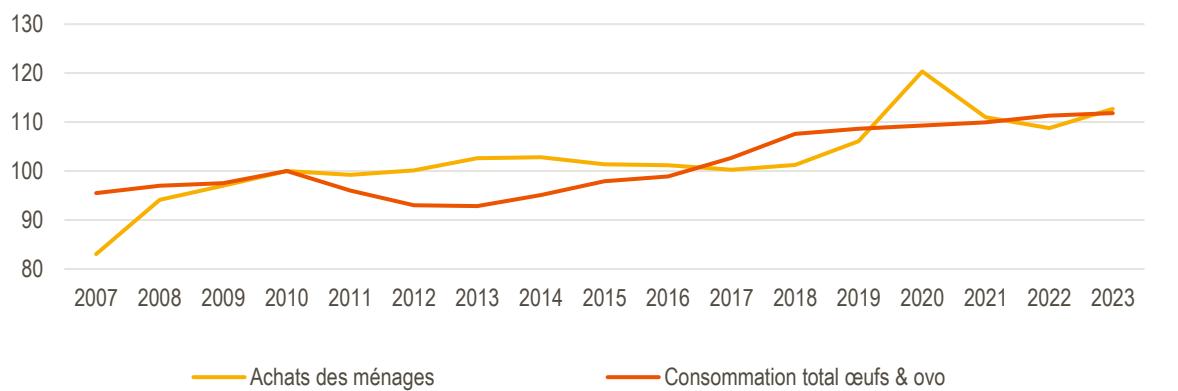
3.3.3. Consommation et segmentation de marché

En France, la consommation d'œufs par habitant est en constante croissance depuis 2013 (+ 1,2 % par an), après avoir connu des baisses régulières entre 2000 et 2012. Le niveau de consommation s'établit à 224 œufs/hab/an en 2023 (+0,6%) avec une part d'ovoproduits de 39 %, en hausse par rapport à 2022.



Source : ITAVI d'après SSP, CNPO, Douanes, Prodcom

Évolution de la consommation à domicile et globale | base 100 : 2010



Source : ITAVI d'après SSP, CNPO, Kantar, Douanes, Prodcom

3.3.3.1. Bilans annuels des disponibilités en œufs et ovoproduits en France et prévisions 2024

En 2024, les disponibilités globales d'œufs en coquille et d'ovoproduits risquent de diminuer, en raison d'une production stable et d'importations insuffisantes pour compenser la baisse de l'offre. Si le circuit de consommation à domicile sera épargné par cette diminution grâce à la priorité donnée aux approvisionnements de la grande distribution en œufs français, les secteurs de la restauration hors domicile (RHD) et de l'industrie pourraient potentiellement avoir recours à des importations dans les prochains mois.

Approche par bilan de la disponibilité en œufs et ovo-produits en France

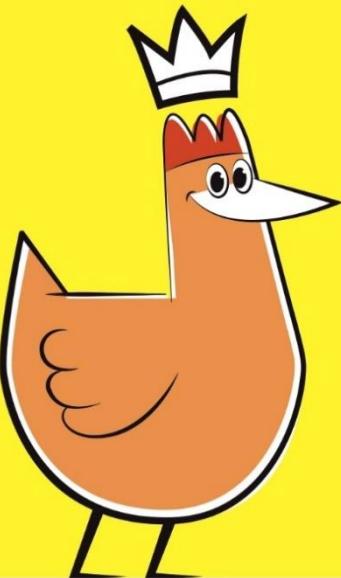
1 000 téoc	2021	2022	2023	2024*	Δ 23/22	Δ 24*/23
Production	971	894	930	928	4%	-0,3%
Importation œufs	47	70	62	67	-12%	+9%
Exportations œufs	34	21	18	18	-15%	-1%
Importations ovo-produits	80	93	76	77	-18%	-0%
Exportations ovo-produits	102	98	96	98	-2%	+3%
Disponibilité	946	922	939	931	1,9%	-0,9%
% auto-appr.	102,7%	97,0%	99,1%	99,7%		

Source : estimation ITAVI d'après SSP, CNPO, Douanes, Prodcom

Les œufs en coquille restent un produit de base consommé par une grande majorité de français, avec un taux de pénétration (Part des ménages ayant acheté au moins une fois des œufs sur la période considérée) de 96,8 % en 2023 selon le panel de consommateurs Kantar. Avec un taux de réacheteurs fidèles de plus de 94 %, en hausse de 0,3 point par rapport à 2022.



LA Reine DES POULES



INDÉTRÔNABLE !

hyline-france.com

H&N BROWN
ELLE SAIT TOUT FAIRE !



APPALOOSA.fr 02 98 79 81 00

H&N
FRANCE

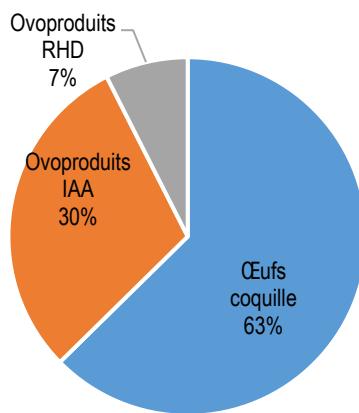
DISTRIBUÉ PAR
HY-LINE FRANCE

Sol **Voilière** **PA** **BIO**

H&N Brown, elle sait tout faire !
Elle assure une performance régulière sans faille, elle sait s'adapter à tous les types d'élevages, ce qui en fait sa force. Vous pouvez compter sur elle pour des performances de haut vol dans toutes les conditions.

www.hn-int.com

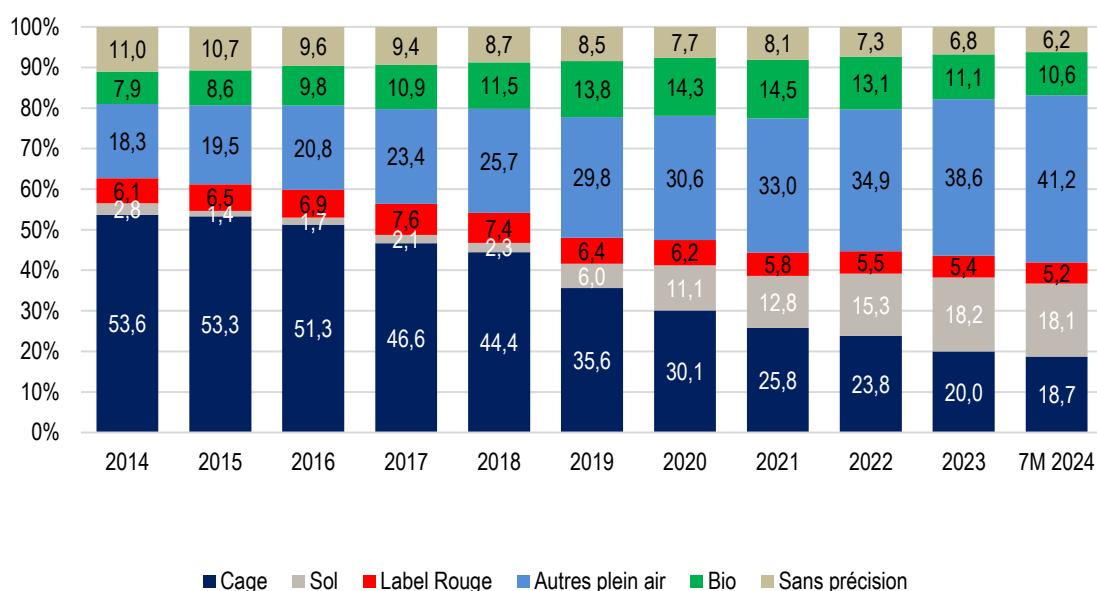
Consommation d'œufs par circuit de distribution en 2023*



Source : Estimations ITAVI d'après SSP, Douanes, Prodcom (2022),

Depuis 2003, la part des systèmes alternatifs dans la consommation est en augmentation. En 2023, la part de l'alternatif correspond à plus de 80 % des volumes des achats des ménages, cette part a connu une forte progression par rapport à 2022 (76 %). Le sol et le plein-air (hors label rouge) ont suivi une progression particulièrement importante sur 5 ans. En 2023, la part des achats d'œufs issus de l'élevage biologique continue à reculer à 11,1, tandis que la part du plein air gagne plus de 3 points.

Evolution des achats des ménages par segment en volume tous circuit 2014-2024

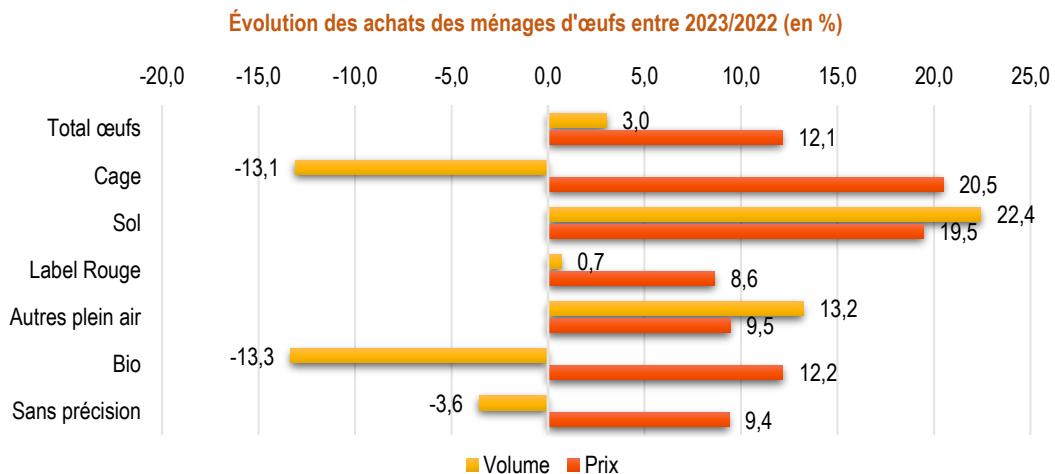


Source : ITAVI d'après Panel Kantar

En 2023, les achats d'œufs coquille par les ménages français pour leur consommation à domicile, tous circuits confondus, sont en hausse de 3,0 %, en volume, par rapport à 2022. Cette hausse se traduit par une hausse des achats de ménages en œufs issus de poules élevées au sol (+ 21 %), les œufs plein air (+ 13 %) et les œufs Label Rouge (+ 0,7 %). En revanche, les achats d'œufs cage reculent de 13 % et ceux d'œufs bio de 13 %. Il convient

de lier cette baisse en bio à la crise qui traverse ce segment avec l'inflation actuelle et la tendance de baisse en gamme lors des achats.

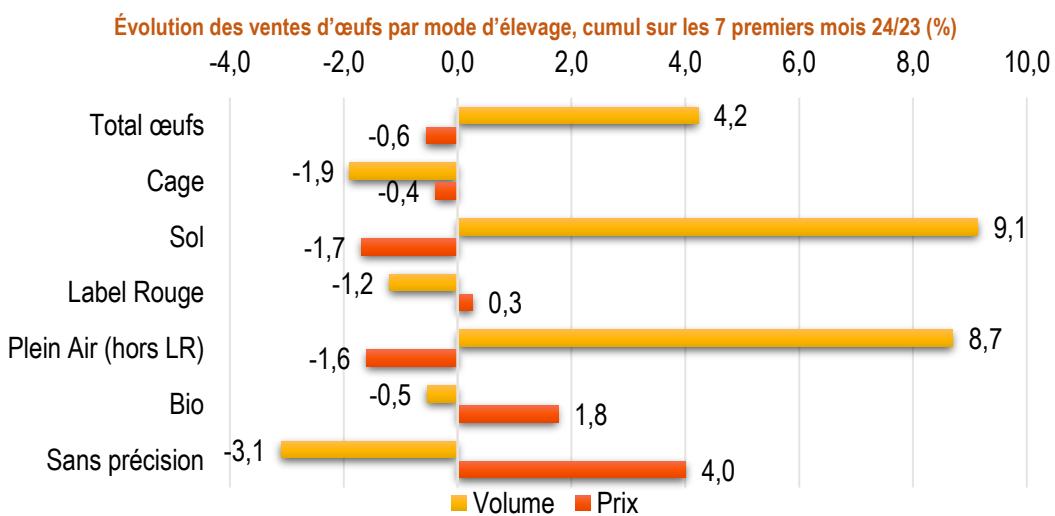
Le prix d'achat moyen des œufs, tous modes d'élevage confondus, augmente de 12,1 % en 2023 par rapport à 2022, porté par une tendance inflationniste. Le prix des œufs a connu des hausses progressives depuis le début de la guerre en Ukraine et tend à se stabiliser depuis le 2^e trimestre 2023. Par rapport à 2022, le prix a progressé de 12 % pour les œufs code 3, de 20 % pour les œufs sol, de 9 % pour les œufs Label Rouge, de 12 % pour les œufs bio, tandis que les œufs plein air ont connu une hausse plus modérée (+ 13 %).



Source : Itavi d'après Kantar

De janvier à juillet 2024, les achats d'œufs coquille par les ménages français pour leur consommation à domicile, sont en hausse de 4,2 %, en volume, par rapport à 2023. Cette hausse se traduit par une hausse des achats de ménages en œufs issus de poules élevées au sol (+ 9 %) et les œufs plein air (+ 9 %). En revanche, les achats d'œufs cage reculent (- 2 %) et la baisse de consommation d'œufs bio ralentie (- 1 %). Il convient de lier la baisse en bio à la crise qui traverse ce segment avec l'inflation actuelle et la tendance de baisse en gamme lors des achats.

Le prix d'achat moyen des œufs, tous modes d'élevage confondus, baisse pour la première fois depuis 3 ans (- 0,6 %). Il s'agit d'un effet de mix produit conjugué à la baisse de prix en plein air (- 1,6 %) et d'une sortie plus globale de la crise inflationniste.



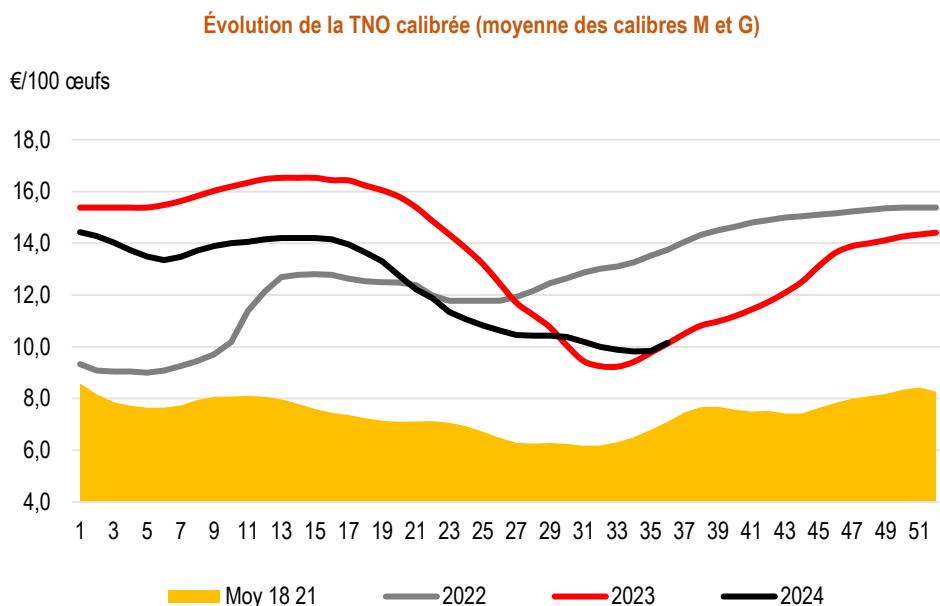
Source : Itavi d'après Kantar

En 2023, la tendance inflationniste généralisée a continué de peser sur la consommation des ménages, cela concerne davantage les produits premiums ou de marque nationale. Pour les œufs, cela concerne, *a priori*, les modes de production de code 1 (Label Rouge) et code 0 (bio). Ce phénomène dit de *trading-down*, se traduit par un changement d'habitude d'achat vers des produits moins chers soit dans la même catégorie (marques nationales vers les MDD), entre catégories (biologique vers conventionnel) ou bien à travers d'un changement de produit (autres protéines animales).

Les œufs par leur nature de protéine peu onéreuse et avec un impact faible sur l'environnement, résistent mieux à l'inflation et affichent une hausse dynamique de la demande depuis deux ans.

3.3.4. Rebond des cotations des œufs

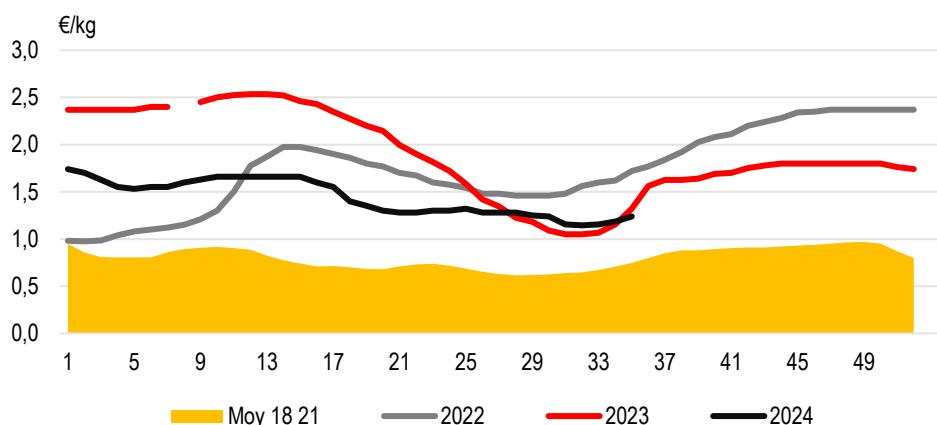
Après avoir connu une tendance baissière depuis mai 2023, accentuée par le retour de l'offre et la baisse continue des prix des aliments, la TNO a amorcé une hausse progressive depuis la rentrée, face à une demande soutenue, notamment sur les codes 1 et 2 ainsi que pour le calibre M. Cette hausse est également due à une offre impactée par l'augmentation des cas de salmonelles. Cette tendance à la hausse est partagée au niveau européen, avec une pénurie d'œufs, notamment ceux issus des poules ovosexées (OKT), qui affecte principalement le marché allemand. La détente sur les prix à partir de la semaine 19 résulte d'un retour de l'offre et d'une baisse de la demande durant la saison estivale.



Source : Les Marchés

On observe la même tendance enregistrée dans le secteur industriel de la TNO, mais avec une hausse moins marquée par rapport à la TNO en calibré. En effet, plus de 1,5 million de poules pondeuses ont été testées positives à la salmonelle, ce qui a contribué à une saturation du marché avec des œufs sous laissez passer sanitaires. De plus, la reprise des importations ces derniers mois a exercé une pression sur les prix.

Évolution de la TNO industrie moyen (€/kg)



Source : Les Marchés

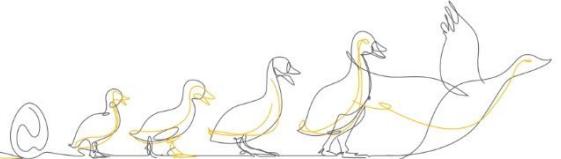


- L'EXPERTISE
DE L'ACCOUVAGE
- LE SAVOIR-FAIRE
EN SÉLECTION
- ENVIRONNEMENT &
BIEN-ÊTRE ANIMAL

ORVIA GROUPE

14, boulevard de la Prairie au Duc | 44200 Nantes | FRANCE
T. : +33 (0)2 85 52 89 00 • contact@orvia.fr

WWW.ORVIA.FR



3.4. Tendances et perspectives 2024

En 2023, la filière œufs européenne a continué à subir les conséquences de l'IAHP et de l'inflation. La production européenne d'œufs a connu une reprise timide de 1 % après une baisse de 4,6 % en 2022.

La production française d'œufs a progressé de seulement 4 % après une chute de 8 % en 2022. Avec des disponibilités restreintes face à une demande dynamique, le solde commercial de la France est resté déficitaire pour la deuxième année consécutive.

En 2024, la production française devrait rester stable, en tenant compte du rythme des mises en place et de l'accélération de la transition hors cage. Cette transition s'accompagne d'une baisse des capacités dans les bâtiments transformés, qui n'est pas automatiquement compensée par de nouvelles créations.

Le solde commercial de la France pourrait cependant se dégrader en 2024, en raison d'une reprise des importations vers l'Union Européenne, notamment de la part de certains pays important depuis l'Ukraine.

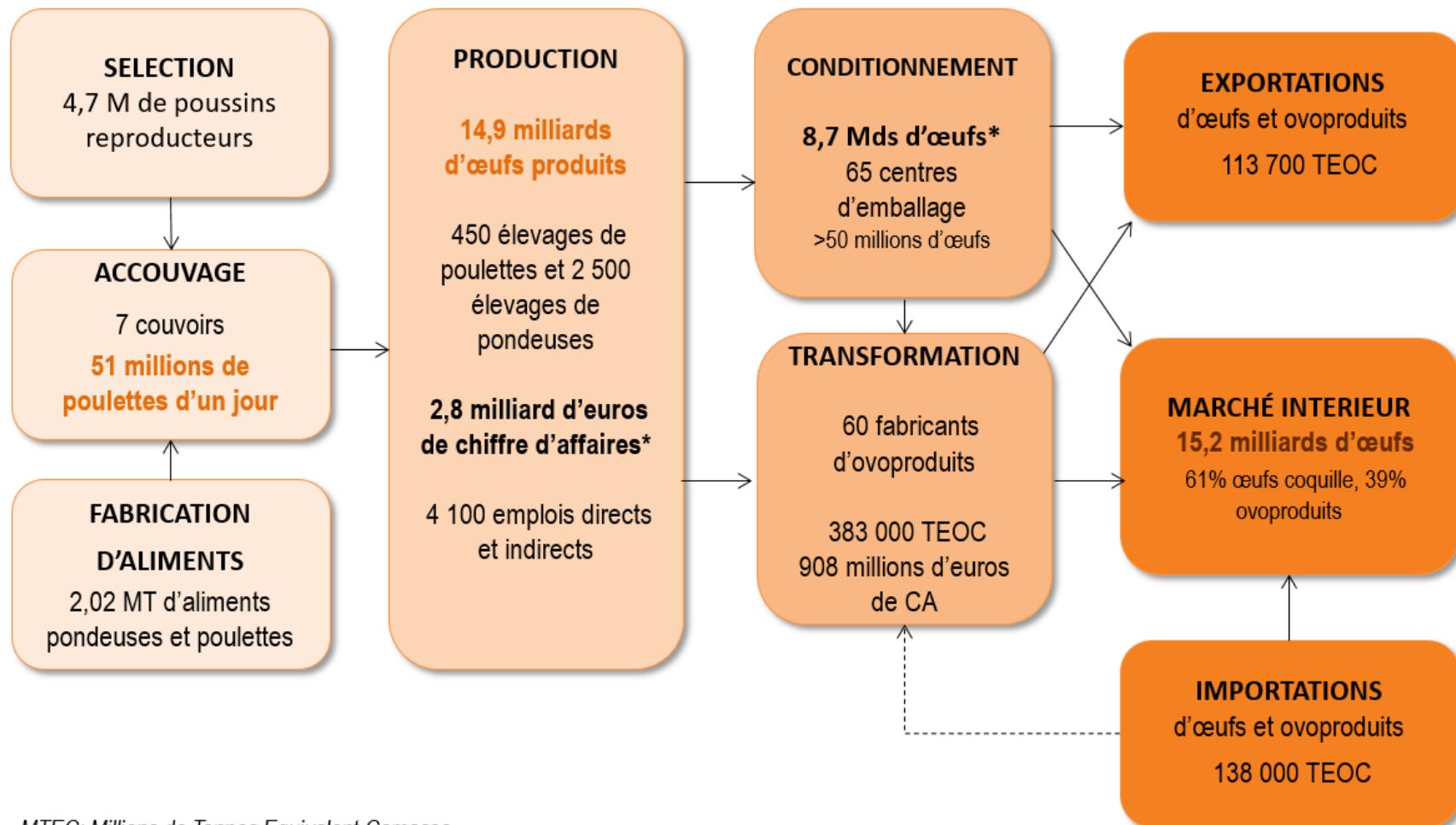
L'évolution de la consommation d'œufs coquille en France au cours des dernières années a été marquée par des perturbations majeures, notamment la pandémie de Covid-19 et la grippe aviaire, qui ont influencé les habitudes d'achat des ménages. Malgré ces défis, la tendance à la transition vers des œufs issus de modes de production alternatifs s'est maintenue. Cette transition a été encouragée par les enseignes de distribution, qui ont fixé des objectifs ambitieux pour éliminer progressivement les œufs de poules élevées en cage de leurs rayons. Cependant, entre 2022 et 2024, l'inflation a freiné cette dynamique, notamment pour les œufs bio, qui ont été durement touchés par l'augmentation des prix et la perte du pouvoir d'achat. Bien que la baisse des achats d'œufs bio se poursuive, des signes de ralentissement sont observés depuis le début de l'année 2024 et peuvent faire penser qu'on a atteint un plancher.

Au niveau mondial, la grippe aviaire a eu un impact significatif sur la filière pondeuse, touchant plus de 100 millions de poules pondeuses. Cela a eu des répercussions sur la production et l'offre mondiale. Malgré cela, la production mondiale a progressé de 3 % en 2023, avec un impact significatif de l'IAHP sur la production aux États-Unis et dans l'UE. Cette hausse de la production (+3 %) est due aux évolutions dynamiques en Asie et en Amérique Latine.

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la croissance de la production d'œufs devrait être la plus dynamique d'ici 2032, avec une augmentation de 10 % entre 2022 et 2032, derrière la viande de volaille, qui augmenterait de 13 %.

Dans le contexte économique actuel, les filières avicoles, en particulier celle des œufs, profitent d'un positionnement favorable en termes de capacité d'adaptation aux marchés et de prix compétitifs dans l'univers des protéines animales.

LA FILIERE FRANCAISE DE L'ŒUF



MTEC: Millions de Tonnes Équivalent Carcasse

RHD: Restauration Hors Domicile

Source: SSP, Comptes de l'agriculture, Coop de France NA, CNPO

*Estimations

CA sortie élevage : 2,8 Mds €
CA ovo-produits : 908 M€

données 2023

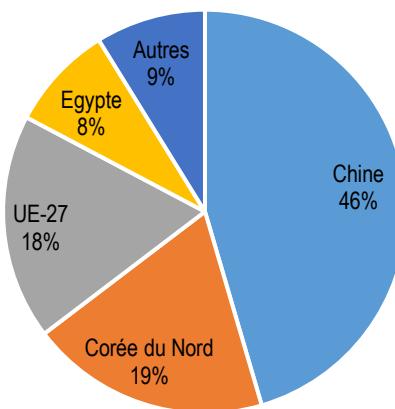
4. Le lapin de chair

4.1. Contexte international : principaux acteurs européens et mondiaux

4.1.1. Production

En 2023, selon les estimations de l'ITAVI, la production mondiale de viande de lapin devrait atteindre 770 000 tonnes, en baisse de 2,5 % par rapport à 2022. Depuis 2020, la production mondiale de lapin a perdu 20 % des volumes, imputée à la baisse de la production de la Chine (-29 %) et l'UE (-24 %) sur la même période. Selon les statistiques chinoises, la Chine a produit 350 000 tonnes de viande de lapin en 2023, soit 45 % de la production mondiale (0,77 million de tonnes), la production a connu une baisse de 3 % en 2023 après un déclin continu depuis 2014 (- 7,6 % par an). En 2022, selon la FAO la production mondiale a reculé de 12 % à 756 500 tonnes, en lien avec la baisse de la demande, la Covid-19 et la restructuration de la filière chinoise.

Répartition de la production mondiale de viande de lapin en 2022



Source : Itavi d'après FAOSTAT, CIRCABC, sources nationales

L'Union européenne est le troisième producteur mondial de lapin de chair avec une production estimée à 133 000 tonnes équivalent carcasse en 2023 (estimation ITAVI). L'Espagne est le premier producteur européen devant la France et l'Italie. À eux trois, ces pays réunissent les trois quarts de la production totale de l'UE. Les comparaisons internationales sont toutefois difficiles à établir, les statistiques étant peu robustes en raison de la taille modeste de la filière au regard des autres productions animales dans l'ensemble des pays du monde.

Abattages de lapin dans les différents pays européens en tonnes équivalent carcasse

	2020	2021	2022	2023	2024*	%23/22	%24*/23
Espagne	51 181	50 000	40 930	38 840	38 000	-5,1%	-2,2%
France	32 718	30 169	27 756	25 280	23 760	-8,9%	-6,0%
Italie**	39 895	33 850	31 432	29 014	27 806	-7,7%	-4,2%
République tchèque	9 100	9 000	9 000	9 000	9 000	0,0%	0,0%
Portugal	5 700	5 700	3 800	3 700	3 700	-2,6%	0,0%
Hongrie	10 000	9 500	8 075	8 075	7 510	0,0%	-7,0%
Autres UE*	15 178	11 602	10 258	9 114	8 335	-11,1%	-8,5%
UE-27	176 923	161 102	142 388	133 933	128 175	-5,9%	-4,3%

* estimations (données partielles)

** Estimation Statistiques établies sur 70 % des abattages de lapin

Source : Itavi d'après SSP, MAPAMA, ISTAT, INE, KSH, EAGRI, FAOSTAT

LE LAPIN

FAITES-VOUS **REMARQUER**

BARBECUE DE GIGOGETTES DE LAPIN,
sauce zhong



FINANCIÉ PAR L'UNION EUROPÉENNE. CEPENDANT, LES POSITIONS ET OPINIONS EXPRIMÉES APPARTIENNENT AUX AUTEURS ET NE REFLETTENT PAS NÉCESSAIREMENT CELLES DE L'UNION EUROPÉENNE OU DE FRANCEAGRIMER. NI L'UNION EUROPÉENNE NI L'AUTORITÉ CHARGÉE DE L'OCTROI NE SAURAIENT EN ÊTRE TENUES POUR RESPONSABLES.

**ENJOY
IT'S FROM
EUROPE**



Cofinancé par
l'Union européenne

Sur l'année 2023, la production européenne continue à baisser (- 5,9 %), aggravée par le contexte inflationniste et la baisse de la demande. En 2024, la filière lapin continue à subir les effets de l'inflation avec une accélération de la déconsommation. Ainsi, la production européenne devrait reculer de 4,3 % en 2024, du fait de la baisse de la production notamment en Italie (- 4 %) et en France (- 6 %).

4.1.2. Commerce européen de viande de lapin

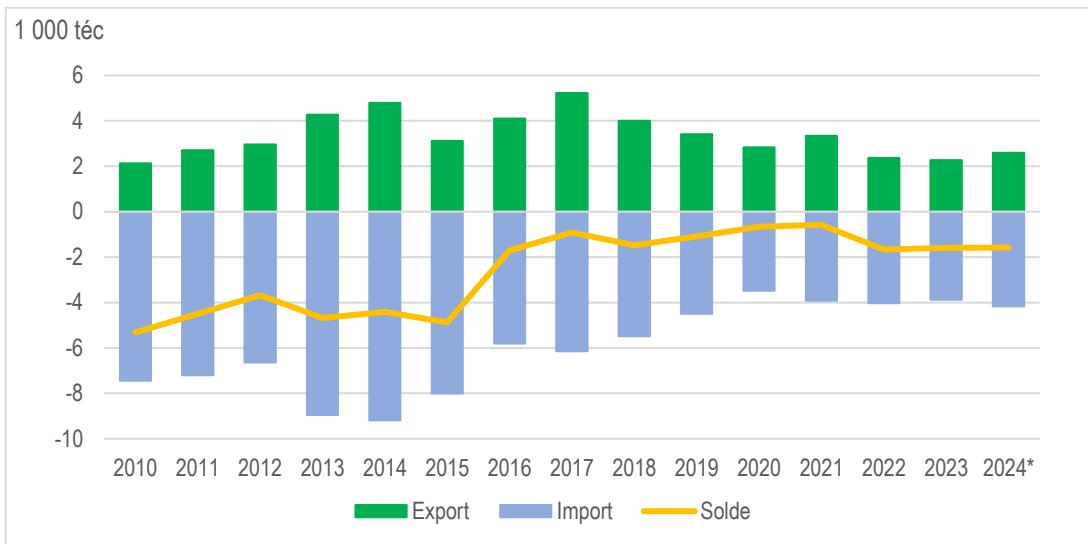
La plupart des échanges communautaires de viande de lapin est réalisée entre les plus grands pays producteurs de l'UE, notamment l'Espagne, dont l'essentiel des exports est dirigé vers le Portugal ; la France vers le marché italien ; la Belgique en direction de l'Allemagne et des Pays-Bas et la Hongrie à destination de l'Allemagne, de l'Italie et de la Suisse.

Les principaux importateurs de l'UE sont l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne et le Portugal. Les Etats-Unis, la Suisse et le Royaume-Uni sont les principaux clients des exportations extra-européennes de viande de lapin, de petits volumes étant exportés à destination du Canada et de Hong-Kong.

Les importations extra-européennes proviennent à 99 % de Chine et représentent 22 % des importations totales de lapin dans les pays communautaires. Celles-ci passent également essentiellement par la Belgique et l'Allemagne.

En 2023, les exportations européennes enregistrent une baisse de 4 %, avec 2 272 t tec exportées, la baisse concerne principalement les envois vers la Suisse (- 20 %), le Canada (- 32 %) et les Etats-Unis (- 5 %). La France récupère sa place du premier exportateur extra-européen (+ 35 %) devant la Hongrie (-27 %) et l'Espagne (- 22 %).

Évolution des échanges extra-européens de viande de lapin

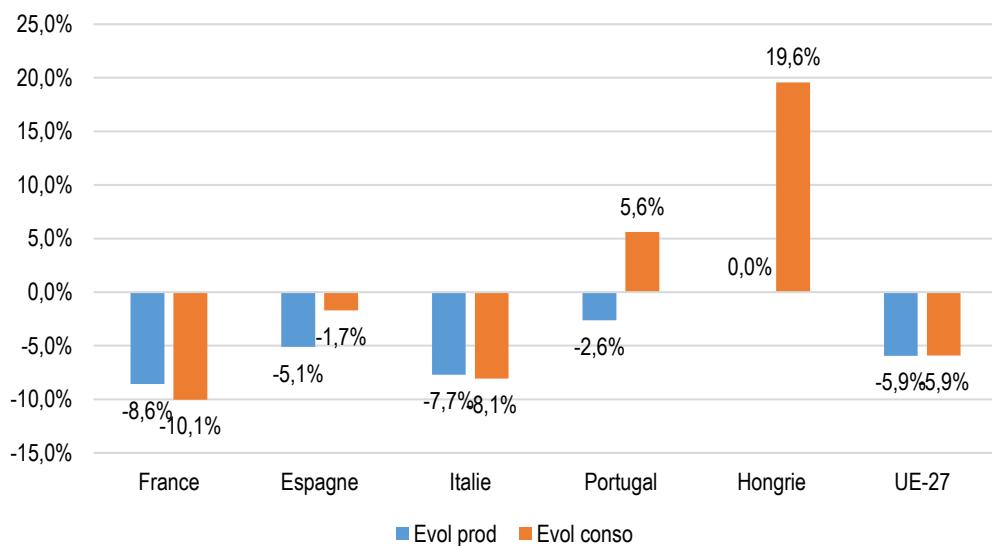


Source : Eurostat

4.1.3. Une situation de déconsommation de viande de lapin dans la plupart des pays producteurs

La tendance à la baisse de la consommation est partagée par la plupart des pays de l'Union européenne avec des variations. Ainsi, le repli de la consommation pour la France est particulièrement marqué ces dernières années avec -10,3% pour 2023. La consommation italienne s'est également repliée les années antérieures, mais observe une accélération en 2023 à -8 %. Au global, la consommation du lapin dans l'UE a reculé de 6 % en 2023. En 2024, la tendance de baisse de la consommation devrait se maintenir.

Dynamique de production et de consommation dans les principaux pays européens entre 2022 et 2023

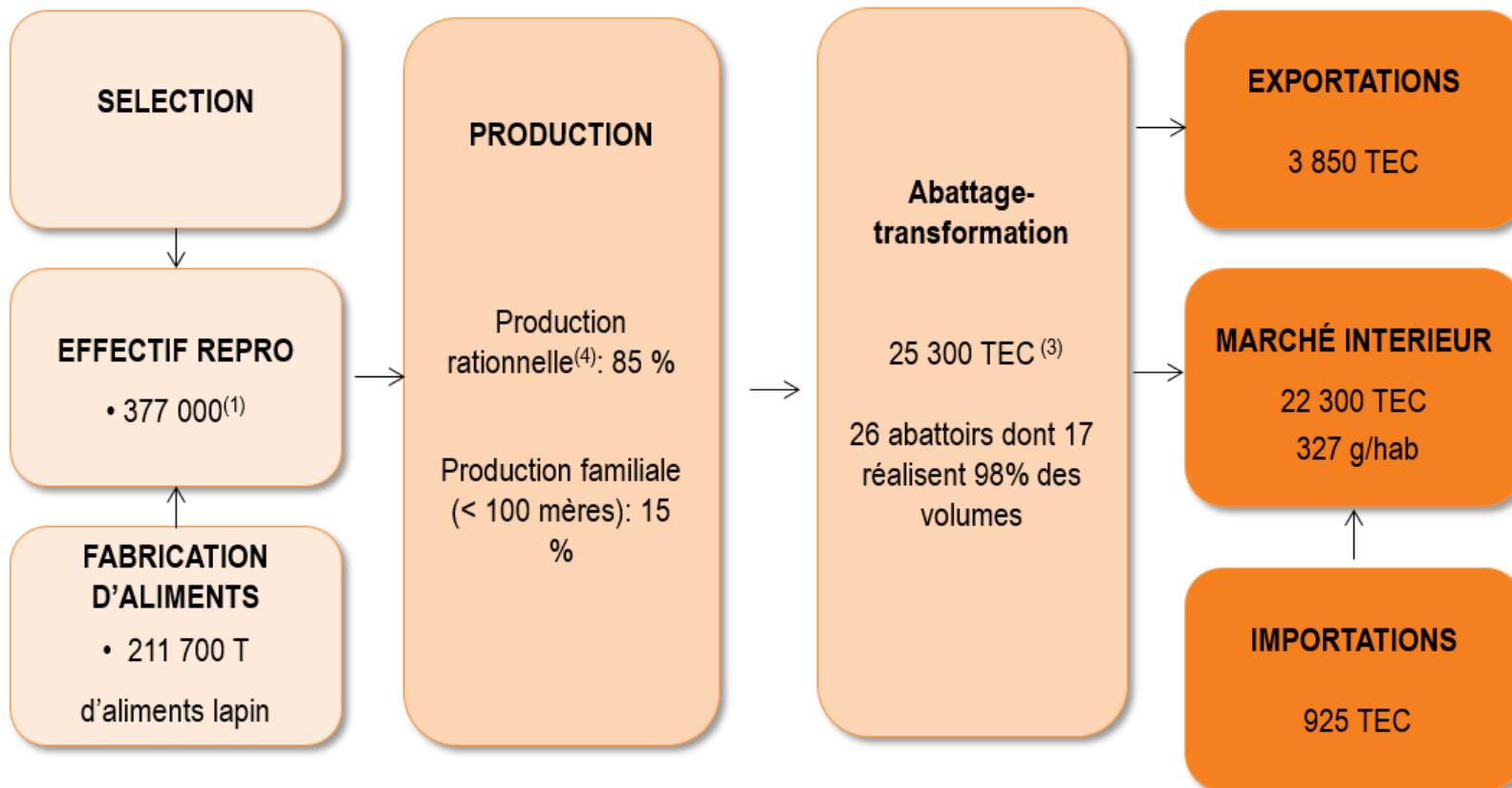


*Estimation - approche par bilan - hors stocks

** y c stocks pour la France

Source : ITAVI d'après Comext, SSP, sources nationales

LA FILIERE CUNICOLE FRANCAISE



TEC: Tonnes Equivalent Carcasse

⁽¹⁾ SAA 2023

⁽²⁾ Production totale (Agreste-SAA)

⁽³⁾ Abattages contrôlés (SSP)

⁽⁴⁾ RA 2010

Sources: SSP, Douanes, SNIA-Coop de France NA,

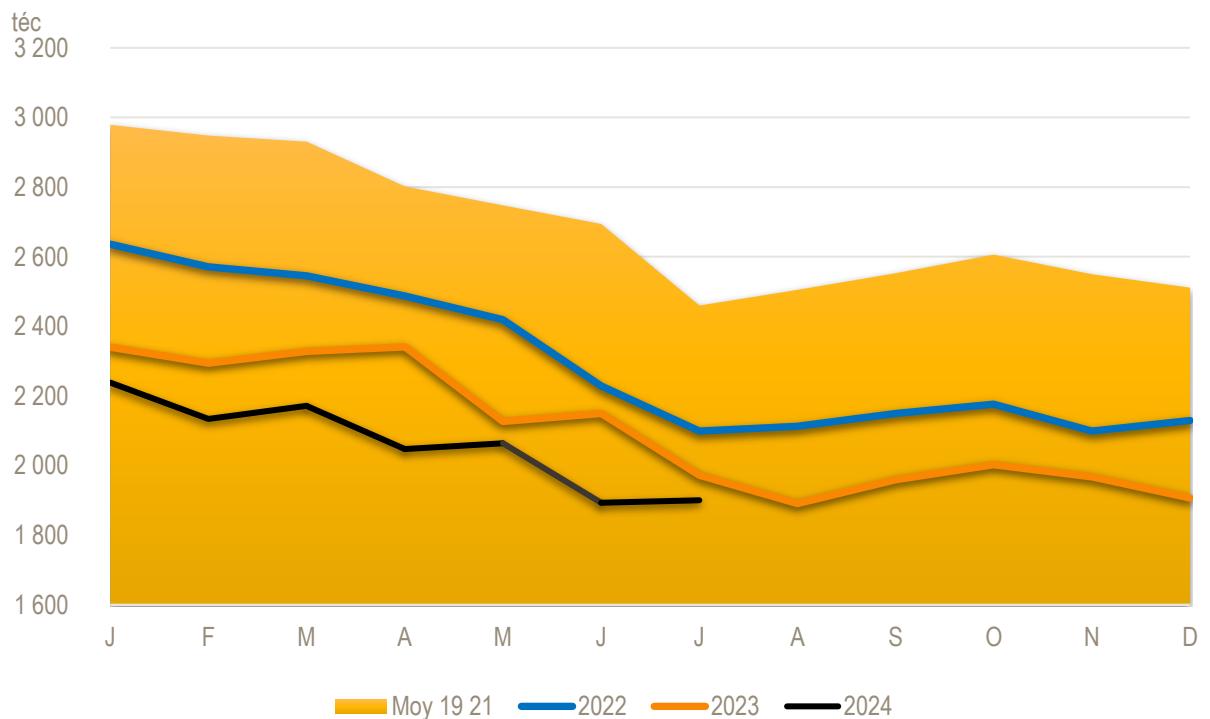
Données 2023

4.2. La filière française

4.2.1. Des indicateurs de production en repli

La production française de lapins, estimée à partir des données Agreste sur les abattages contrôlés, s'élève à 25 280 tonnes équivalent carcasse (téc) en 2023 soit environ 18,5 millions de têtes, en repli de 8,6 % par rapport à 2022. Les abattages contrôlés suivent la même évolution avec une production en diminution depuis le milieu des années 1990.

Évolution des abattages contrôlés de lapin en France corrigés des variations saisonnières d'activité



Source : SSP

Selon La Coopération Agricole Nutrition Animale et le SNIA, les volumes d'aliments pour lapins produits par les fabricants s'établissent à 212 000 tonnes en 2023, en repli de 10,4 % par rapport à 2022, soit dans une proportion comparable à la baisse de la production constatée.

Fabrications d'aliments en tonnes

Année	Fabrications d'aliments pour lapins
2001	558 196
2005	493 000
2010	406 634
2020	258 534
2021	256 260
2022	234 999
2023	211 683

Sources : Recensement La Coopération Agricole Nutrition Animale et SNIA.
Entreprise du panel représentant environ 95 % de la production nationale



mettre demain dans vos mains

Depuis plus de 110 ans, nous sommes là pour les éleveurs. Nous les écoutons, les conseillons. Pour les éleveurs, nos techniciens sont chaque jour dans les fermes, au plus près de chaque territoire d'élevage. Avec les éleveurs nous partageons la fierté de bien nourrir les animaux, pour bien nourrir les Hommes.

Aujourd'hui, nous donnons un nouvel élan à notre accompagnement. Pour un élevage plus durable et plus respectueux de l'environnement. Pour un élevage plus rentable et plus soucieux de l'équilibre de chacun. Pour une alimentation raisonnée, saine et de qualité pour tous. Pour aider les éleveurs à anticiper et à prendre leurs décisions, en toute liberté.

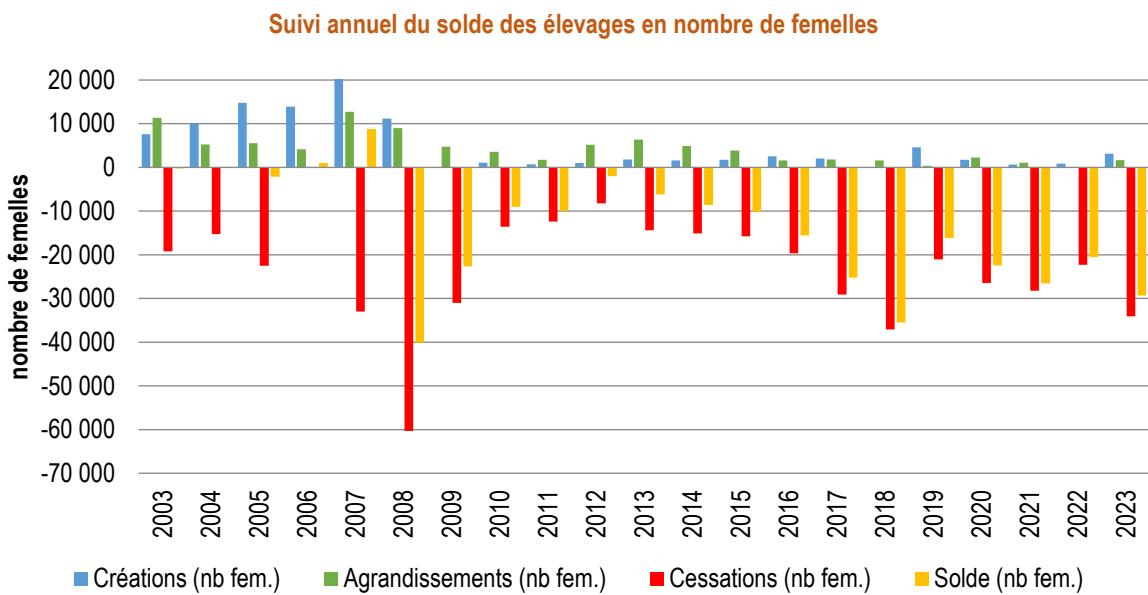


Découvrez nos engagements
sur demain.sanders.fr

Le solde des créations, agrandissements et cessations d'élevages est négatif depuis 2003. Depuis 2008, le rythme des créations s'est fortement réduit et reste proche de zéro. En 2023, l'enquête FENALAP sur les capacités de production en élevage affiche une nouvelle baisse avec un solde négatif de 38 460 femelles en production, en dégradation par rapport à 2022 qui avait enregistré une baisse de 20 560 femelles.

Les effectifs nationaux de femelles en production organisée, selon l'enquête de la SAA, sont estimés à 377 000 têtes en 2023 soit un repli de 3,5 % par rapport à 2022.

L'enquête « groupements de producteurs » menée par la FENALAP compte 404 éleveurs en 2023 pour 12 groupements de producteurs, soit un recul du nombre de producteurs de 11,2 % par rapport à 2022. La principale raison de ce recul du nombre d'éleveur est l'arrêt d'activité pour départ à la retraite.



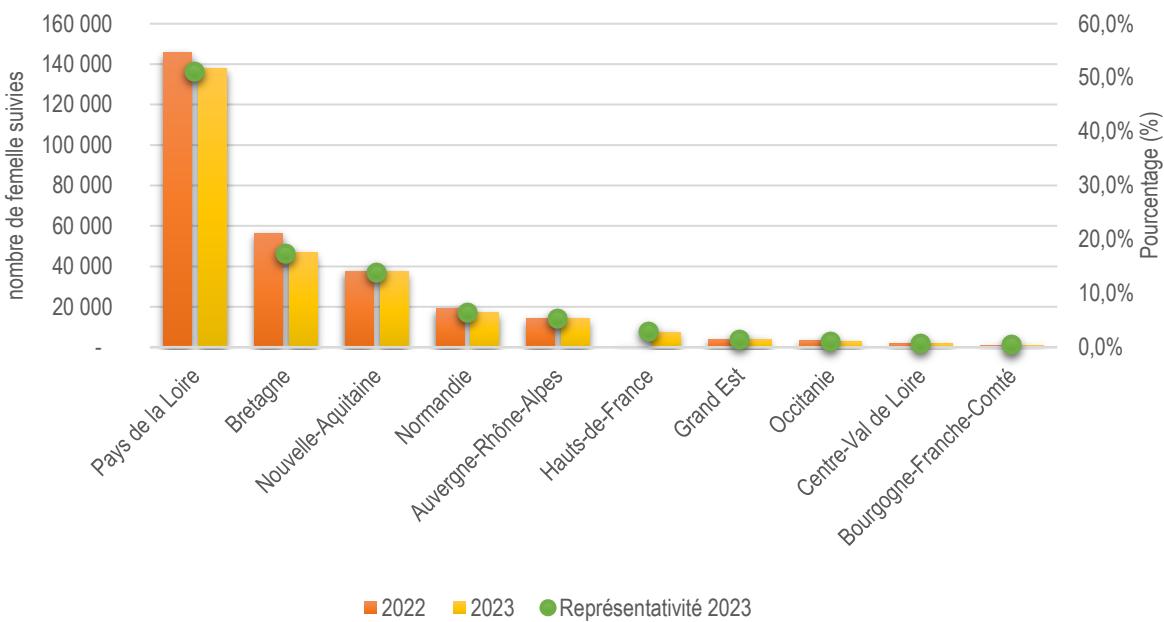
Source : Enquête FENALAP

4.2.2. Recensement agricole 2020 : l'effectif des lapines productrices en baisse

Selon les données issues du recensement agricole de 2020, le nombre des lapines reproductrices s'élève à 422 843 lapines soit en baisse de 52 % par rapport au dernier recensement agricole de 2010. Ce recul a particulièrement touché les bassins secondaires. La part du cheptel de lapin en dehors des deux principales régions productrices (Pays de la Loire et Bretagne) est ainsi passée de 57 % en 2000 à moins de 46 % en 2020.

En consultant les données du réseau RENACEB, La Vendée reste de loin le premier département producteur de lapins avec plus de 34 % du cheptel national suivi par le Maine-et-Loire (13,7%) et les Deux-Sèvres (12,9 %).

Répartition géographique des lapines reproductrices suivies - 2023



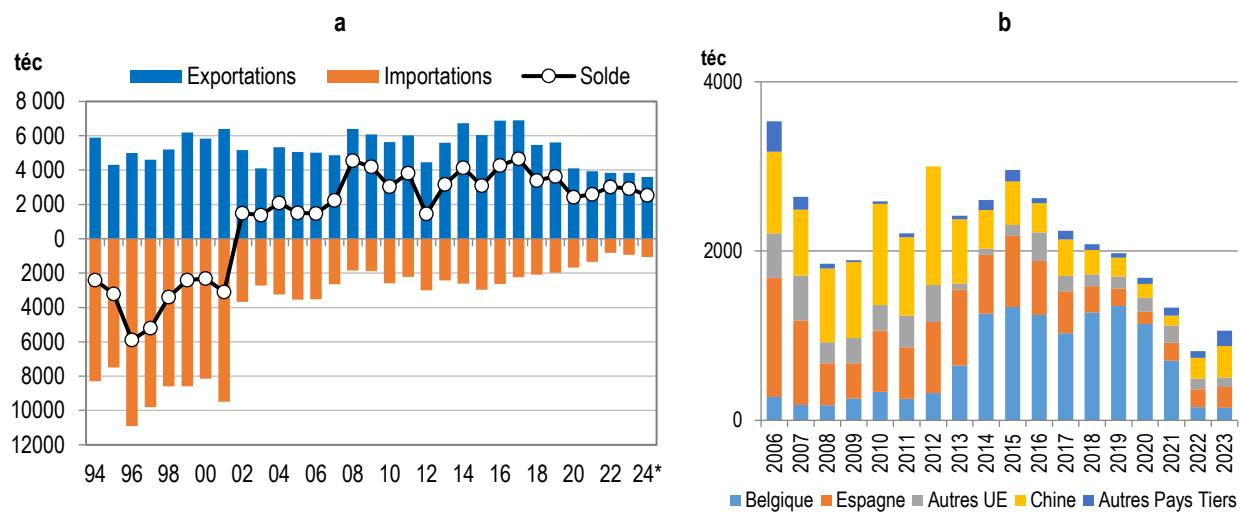
Source : RENACEB 2023

4.2.3. Un solde des échanges excédentaire qui se dégrade en 2023

Le solde des échanges de viandes de lapin est excédentaire en volume depuis 2002. Depuis 2020, cette hausse du solde (en volume) s'explique surtout par la hausse des exportations vers l'Union européenne tandis que les importations en provenance de Chine se replient. En 2023 les volumes vendus à l'étranger ont représenté 15 % de la production française en filière organisée contre 14 % en 2022.

Historiquement, l'essentiel des importations proviennent de l'Union européenne (80-90 %), notamment de Belgique et d'Espagne. Les exportations sont quant à elles principalement orientées vers les pays frontaliers (Italie, Espagne, Belgique et Allemagne) avec l'émergence de la destination États-Unis depuis 2019.

Évolution des échanges français de viande de lapin depuis 1980 : a) balance commerciale et b) importations par pays d'origine



Source : douanes françaises

Toutefois, le poids de l'origine UE dans les imports a connu une forte baisse. En 2021 la provenance des imports de l'UE pesait 85 % alors que 2022 observait une forte régression à seulement 60 % en 2022. 2023 est

également dans cette tendance avec 55 % des import de viande de lapin en provenance des pays membre. La campagne 2023 voit les volumes importés en augmentation (12,9%) après une année 2022 avec le niveau le plus bas jamais enregistré (181 tec).

Tendances 2024

Sur le 1^{er} semestre 2024, le solde des échanges reste positif en volume et en valeur, avec un excédent commercial de 7,8 M€, en hausse de 40,3 % par rapport à 2023. Cela s'explique à la fois par une forte baisse des importations et une hausse des exportations.

Les exportations progressent en volume (+12,4 %) sur 6 mois 2024 par rapport à l'année précédente, avec un prix moyen d'exportation 5,01 €/kg. Les exportations sont particulièrement dynamiques vers l'UE-27 (+ 17 %), notamment vers la Belgique (+47 %). Vers les Pays tiers, les exportations affichent un recul (-4,7 %) par rapport à 2023, portées principalement par une baisse de la France sur le marché nord-américain (-16 %) et britannique (-5 %).

Les importations françaises de lapin ont quant-à-elles reculé en volume (-36 %) et en valeur (-42 %) sur 6 mois 2024. En effet, sur cette période, les volumes d'importations ont considérablement baissé depuis la Chine (-17 %) en passant de 180 tonnes à 149 tonnes.

Commerce extérieur de viande de lapin (frais et congelé) – en volume

téc	Année			Cumul 6 mois		
	2022	2023	%23/22	2023	2024	%24/23
Exportations	3 842	3 848	+0,2	1 686	1 896	+12,4
vers l'Union à 27	3 284	3 100	-5,6	1 314	1 541	+17,3
vers Pays Tiers	557	747	+34,1	372	355	-4,7
Importations	818	924	+12,9	472	301	-36,2
de l'Union à 27	494	515	+4,3	282	144	-48,8
des Pays Tiers	324	409	+26,1	190	157	-17,4
SOLDE	3 024	2 924	-3,3	1 214	1 595	+31,3

Source : ITAVI d'après douanes françaises

Commerce extérieur de viande de lapin (frais et congelé) – en valeur

milliers d'euros	Année			Cumul 6 mois		
	2022	2023	%23/22	2023	2024	%24/23
Exportations	18 994	19 924	+4,9	8 508	9 490	+11,5
vers l'Union à 27	15 465	16 000	+3,5	6 587	7 656	+16,2
vers Pays Tiers	3 529	3 924	+11,2	1 921	1 835	-4,5
Importations	4 693	5 991	+27,6	2 944	1 683	-42,8
de l'Union à 27	2 614	3 141	+20,2	1 751	716	-59,1
des Pays Tiers	2 080	2 849	+37,0	1 193	966	-19,0
SOLDE	14 300	13 933	-2,6	5 564	7 807	+40,3

Source : ITAVI d'après douanes françaises

Nouvelle génération de femelles OPTIMA

Amélioration des performances et de la robustesse des femelles



HYPHARM
Prendre soin de la vie

 **GROUPE GRIMAUD**
Prendre soin de la vie

4.3. Consommation de viande de lapin

4.3.1.1. Consommation calculée par bilan

En 2023, la consommation contrôlée de viande de lapin recule de 10,3 % à 18 500 tél, l'équivalent de 327 grammes par habitant et par an. Cette baisse de consommation est en recul par rapport à celle qui avait été constatée en 2022 (- 11 %). Comme le recul de la consommation reste supérieur à celui de la production, cela a pour origine la reprise des importations, le maintien des exportations et une faible mobilisation des stocks.

Évolution de la consommation calculée par bilan entre 2000 et 2023

	Consommation contrôlée ^(b) (1000 tél)	Consommation contrôlée par habitant (kgéc/hab)	Autosuffisance (%)
2000	59,6	0,985	97
2005	51,4	0,819	101
2010	44,5	0,688	108
2015	39,3	0,589	110
2020	29,4	0,439	111
2021	27,9	0,413	108
2022	24,8	0,365	112
2023	22,3	0,327	114

* Consommations de lapins issus des abattages contrôlés (hors autoconsommation)
Source : ITAVI d'après SSP, SSA, douanes françaises

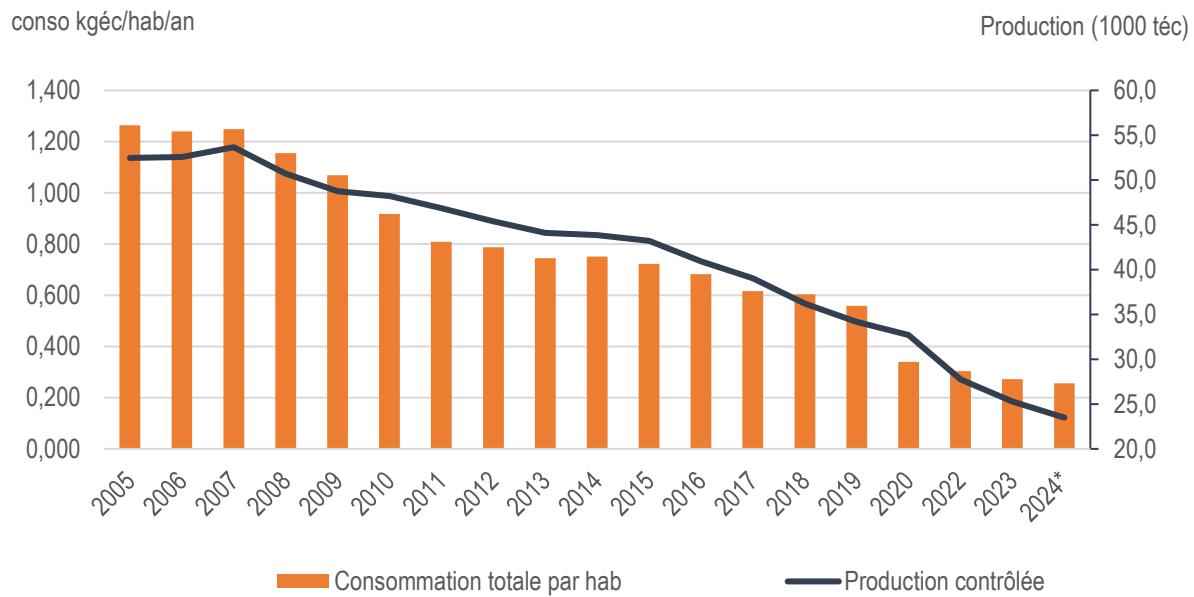
Ralentissement du recul des achats de viande de lapin pour la consommation à domicile

En 2023, les achats de lapin par les ménages français pour leur consommation à domicile sont en repli de 10,3 % en volume, avec des prix moyens en hausse de 8,9 % par rapport à 2022. Une forte disparité des achats a pu être observée en 2023 selon les mois.

Les baisses de volumes sur l'ensemble de l'année 2023 concernent particulièrement les lapins entiers avec une baisse de 13 %. En revanche, Les lapins demi sont marqués par une hausse de consommation (+31 %) probablement dû au déréférencement des lapins entiers. Les morceaux qui jusqu'alors résistaient le mieux à la déconsommation sont en baisse de 14 % (contre 2 % l'année antérieur).

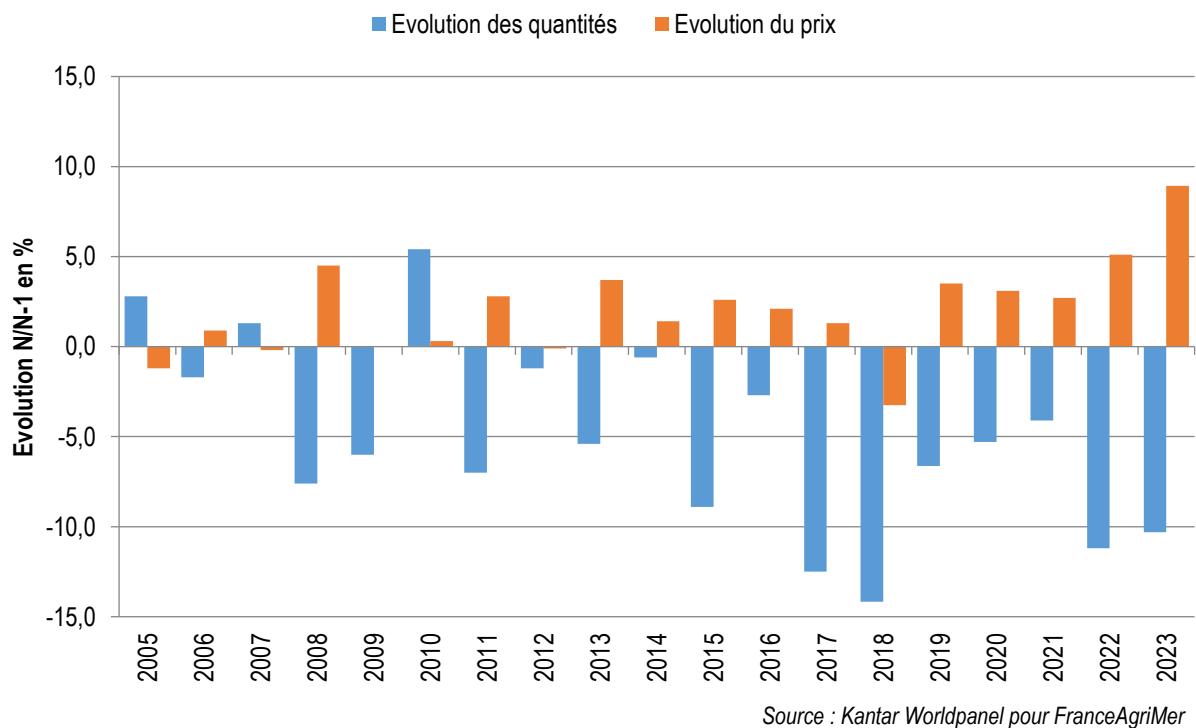
Ce repli des achats s'explique par un taux de pénétration (part des ménages acheteurs du produit) de 22,9 % en recul de 4,4 % par rapport à 2022.

Évolution de la production et de la consommation individuelle de viande de lapin entre 2005 et 2024*



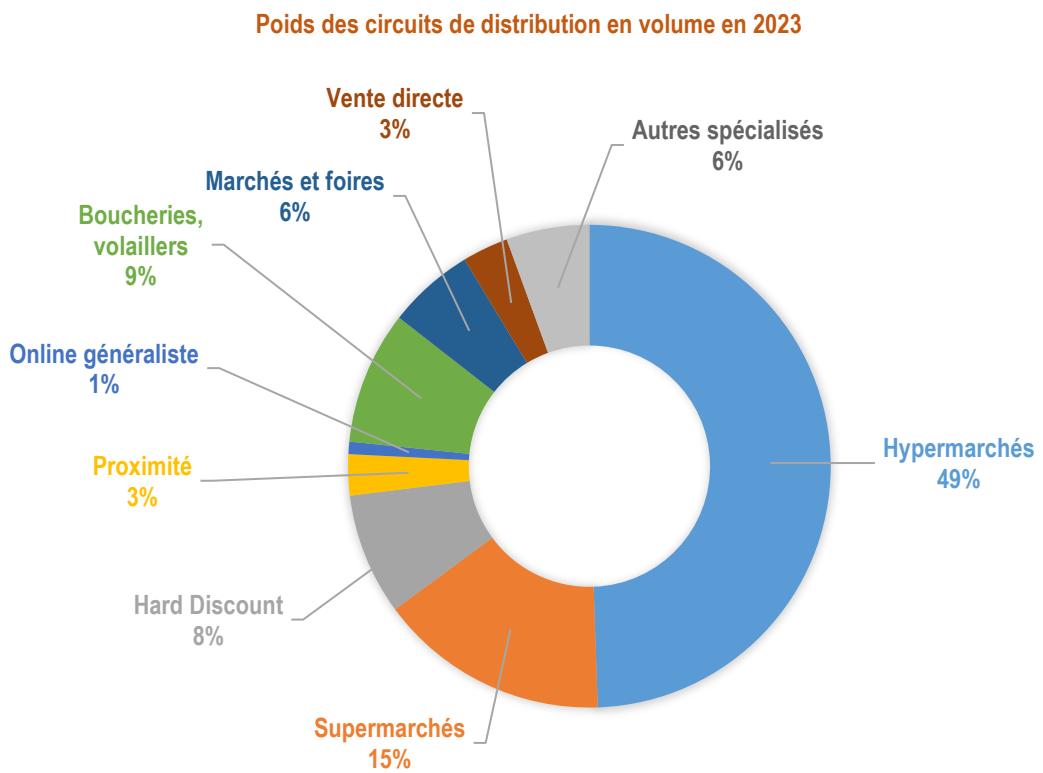
Source : ITAVI d'après SSP, SAA, douanes françaises

Évolution des achats des ménages de lapin



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

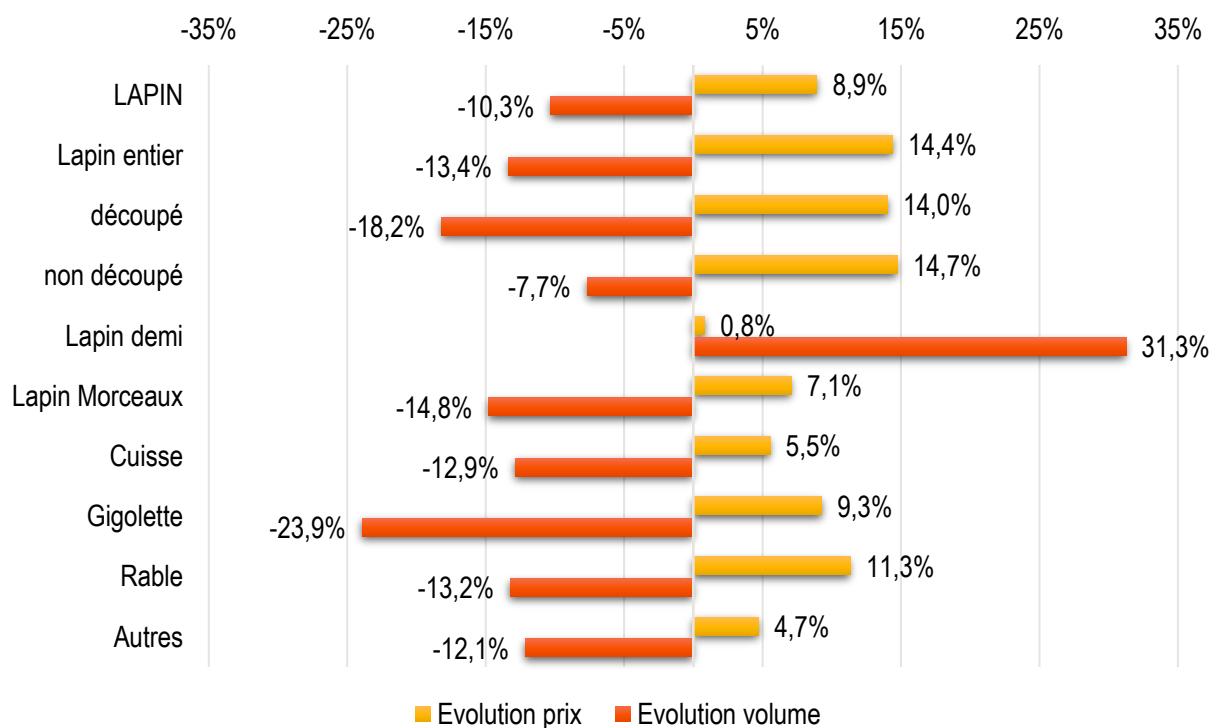
En 2023, malgré le léger recul des achats des morceaux, le dynamisme de la consommation sur ce segment devrait se maintenir les prochaines années, portée par les foyers composés d'un couple ou d'une personne. D'une manière générale, ce changement d'habitude de consommation (vers plus de découpes et morceaux) est partagé par toutes les filières animales, où les consommateurs cherchent plus de praticité et des portions adaptées à la composition de leur foyer.



Source : ITAVI d'après Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

En 2023, le poids des achats dans les hypermarchés représente 49 % des achats en volume (contre 48 % en 2022). Les hypermarchés continuent à gagner des parts de marché, au détriment des supers (15 % en 2023), ces derniers ont perdu presque 5 % de parts en 5 ans. Ce recul dans les supermarchés s'explique par une baisse de fréquentation des clients acheteurs de lapin ; le même constat de baisse est observé pour les circuits boucheries et marchés. En effet, en conséquence de l'inflation, certains consommateurs ont changé de circuit d'achat (ex. vers Hard Discount ou Hypers), afin de préserver leur pouvoir d'achat.

Évolution des achats des ménages sur 2023



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Toutes les infos de la filière Foie Gras à portée de clic 24/24 h avec la plateforme Infos CIFOGL !

Grâce à la plateforme Infos CIFOGL, tous les adhérents peuvent :



Être informés en temps réel de tout ce qui concerne la filière, grâce à des lettres d'information et des alertes



Trouver en un seul endroit les fichiers importants (Arrêtés, Communiqués, Comptes-rendus, etc.)

Influenza aviaire hautement pathogène : l'Etat s'engage sur le financement pour lancer la campagne vaccinale des canards pour 2024/25

Par [infos CIFOGL](#) • 21 août 2024

L'Etat annonce une prise en charge à hauteur de 70% du coût des trois premiers mois de la prochaine campagne vaccinale 2024-2025 contre l'IAHP qui démarra le 1^{er} octobre 2024 et la commande de nouveaux vaccins (voir communiqué de presse). La filière reste mobilisée pour travailler avec l'Etat et la communauté scientifique et vétérinaire à réduire le coût global de cette vaccination, indispensable à la préservation de la filière

Communiqué de presse :

Le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire annonce ce 20 août 2024 l'engagement de l'Etat dans la campagne vaccinale 2024/25 des canards contre l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP). Considérant l'urgence à agir, l'Etat a d'ores et déjà commandé les doses de vaccin nécessaires et prendra en charge 70 % des coûts générés par les trois premiers mois de cette campagne.



**Une seule adresse : <https://infoscifog.fr>
(demandez votre accès à l'équipe du CIFOGL)**

5. Le foie gras

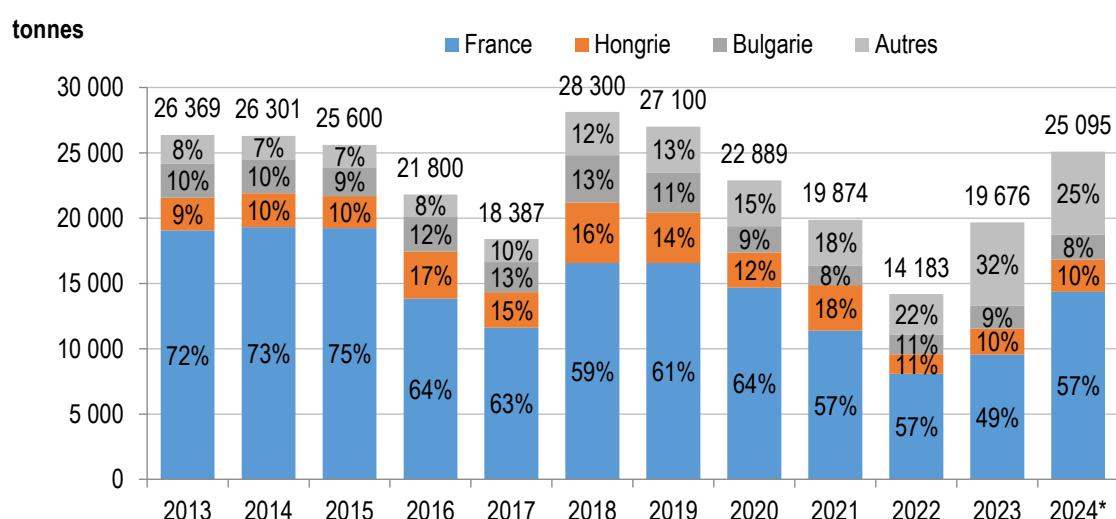
5.1. Contexte mondial

5.1.1. Une production mondiale en baisse

Selon les estimations de l'Itavi d'après Eurofoiegras et le CIFOG, la production mondiale de foie gras cru a atteint 19 700 tonnes en 2023, en hausse de 39 % par rapport à 2022 mais reste 27 % en dessous du niveau de 2019. La production se redresse progressivement après deux années d'IAHP qui a touché la France et l'Europe entre 2021 et 2023. La France est de loin le premier producteur avec 9 555 tonnes produites, soit 49 % de la production mondiale, suivie de la Hongrie (10 %) et de la Bulgarie (9 %). La grande majorité des produits sont issus de la production de canard gras, les productions d'oies grasses étant surtout importantes en Hongrie et en Chine.

En 2024, d'après les projections de l'Itavi, la production mondiale devrait dépasser 25 000 tonnes en hausse de 28 % par rapport à 2023, en lien avec la reprise dynamique de la production en France (+ 50 %).

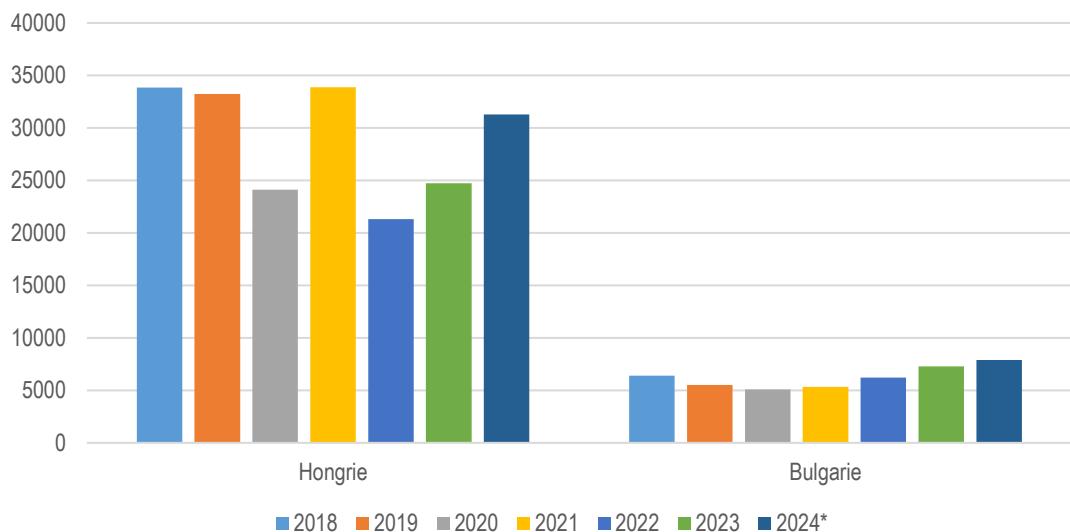
Répartition mondiale de la production de foie gras et évolution entre 2013 et 2024*



Source : CIFOG, SAA et estimations ITAVI pour 2024

En 2023, la production de foie gras en Hongrie a progressé considérablement (+ 32 %) après une baisse de 57 % en 2022 en lien avec l'IAHP et l'inflation, tandis que la production bulgare a progressé de 17 %. En 2024, la production des deux pays devrait progresser respectivement de (26 % et 8 %).

Abattages de canards en Bulgarie et en Hongrie (gras et maigre)

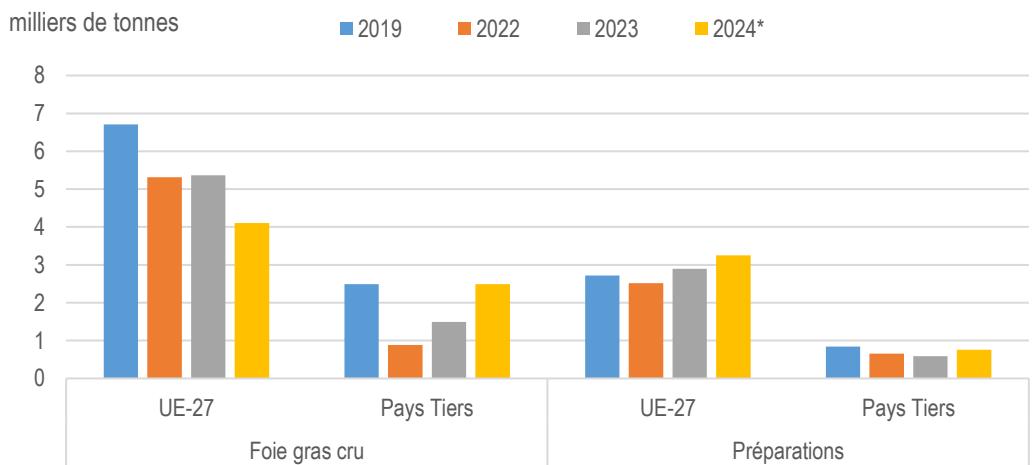


Source : Eurostat et estimation ITAVI pour 2024

Après une année 2022 fortement impacté par l'IAHP, 2023 a été marquée par un retour des exportations européennes de foie gras en volume (+11 %), si les échanges intra-UE sont resté stables en 2023, les ventes vers les pays tiers ont progressé de 69 %, toutefois les volumes exportés restent 40 % inférieurs à leur niveau de 2019.

Entre 2017 et 2022 la Hongrie est resté le 1^{er} exportateur européen de foie gras cru vers les pays tiers avec des parts de marché de 48 % en 2022. En 2023, la France retrouve sa première place d'exportateur extra-européen avec des parts de marché de 50 %. Les principaux partenaires de l'UE sont le Japon, Israël, la Suisse, les Etats-Unis et Hong-Kong qui couvrent 55 % des exportations de l'UE en 2023

Exportations communautaires de foie gras et préparations



Source : ITAVI d'après Eurostat

5.2. Production française de foie gras impactée par les crises sanitaires

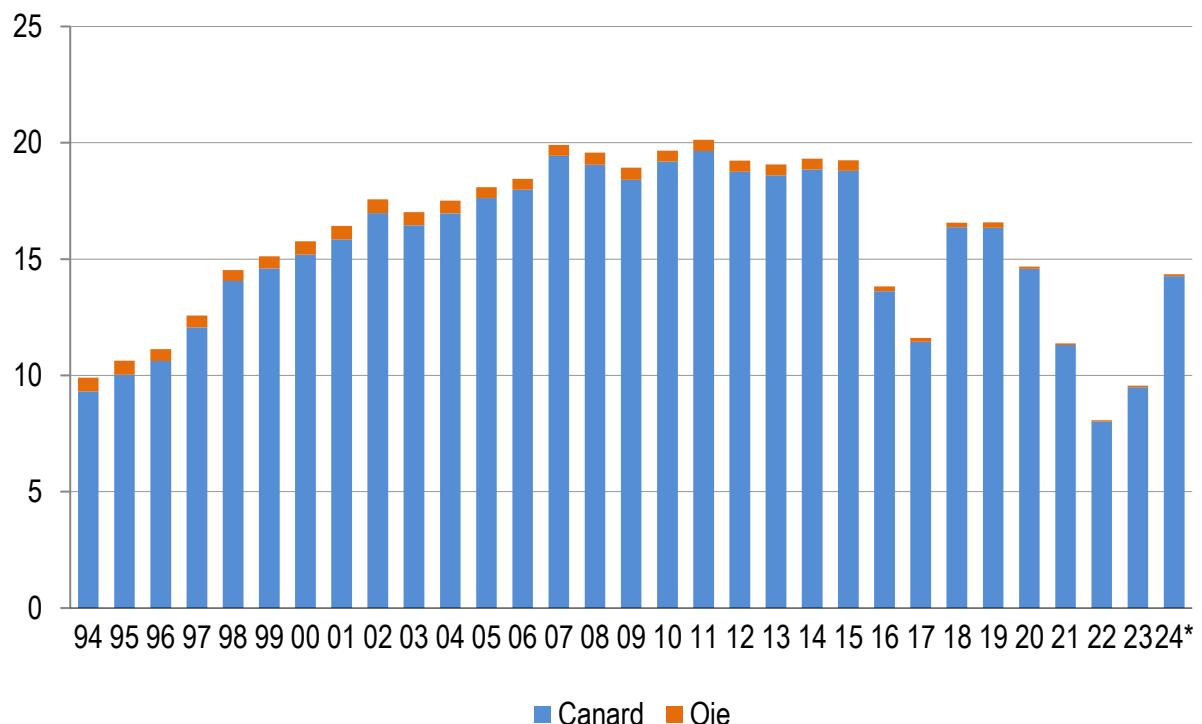
La production française de foie gras de canard est en augmentation jusqu'en 2007 puis reste stable jusqu'en 2015. En revanche la production de foie gras d'oie est en diminution constante depuis les années 1980. Le foie gras de canard correspond à 98,7 % de la production totale de foie gras, la production d'oie restant marginale en France.

Selon les données SAA, la production française est estimée, en 2023, à 9 550 tonnes, en hausse de 18 % par rapport à 2022.

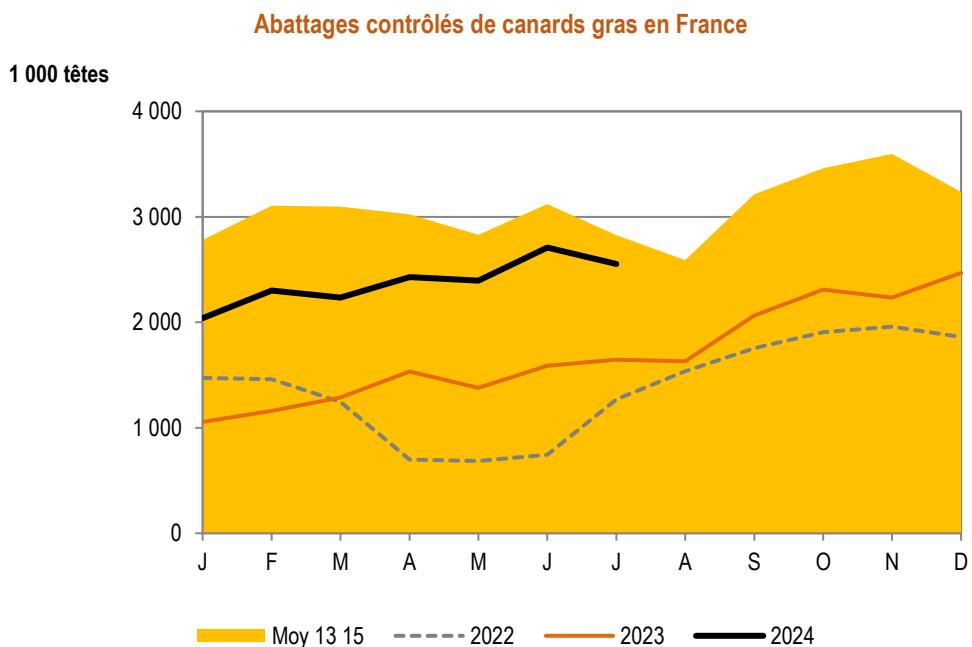
Suite à l'apparition de la grippe aviaire dans le Sud-Ouest pour la deuxième année successive qui a touché la filière palmipèdes gras, la production reste fortement pénalisée. La production en 2023 est timide due à la particularité de cet épisode d'IAHP qu'il a touché aussi le maillon accouvage où les capacités de reprise après la levée des restrictions sont fortement ralenties avec l'indisponibilité des canetons.

En 2024, avec la généralisation de la vaccination depuis l'automne 2023 et la situation sanitaire qui semble être sous contrôle, les abattages de canard gras sont en forte hausse (+ 73 % sur 7 mois 2024). Ainsi, la production de foie gras sur l'année 2024 devrait atteindre 14 300 tonnes en hausse de 50 % et s'approche du niveau de la production de 2020.

Évolution de la production française de foie gras



Source : SAA et estimation ITAVI



Source : Itavi d'après SSP

5.3. Bilan français des échanges de foie gras 2023 et tendance 2024

5.3.1. Bilan 2023

En 2023, les exportations totales de foie gras (cru et préparations) affichent une hausse de 5,6 % en volume et de 12 % en valeur par rapport à 2022. Les importations totales de foie gras sont en progressions en volume (+11 %) et en valeur (+ 28,9 %) sur la même période.

Suite à l'année 2022, les exportations de la France en foie gras cru de 2023 ont retrouvé du dynamisme (+17,5 %) mais reste bien en dessous des niveaux antérieurs. Cette hausse s'explique principalement par les envois de foie gras cru vers les Pays tiers (+81 %) notamment vers Hong-Kong (+259 %), la Suisse (+0,5 %) et la Thaïlande (+500 %). En revanche, les exportations vers les membres de l'UE reculent de 10,5 %.

Les importations françaises de foie gras cru en 2023 ont progressé de 4,0 %, avec néanmoins une forte baisse depuis la Hongrie (- 52,4 %).

Les exportations de préparations à base de foie gras sont en recul en volume (- 5 %) mais en hausse en valeur (+1,0 %) sur l'année 2023. Les importations de préparations sont en hausse de 115 %, principalement en provenance de la Bulgarie (+ 158 %).

Le solde du commerce extérieur de foie gras cru en 2023 se creuse à - 834 tonnes en volume et se dégrade en valeur et devient déficitaire à – 33,4 M€. Cette dégradation du solde est liée à une hausse des prix moyens à l'import de 18 % après une année 2022 inédite (+ 87 %) à 29,8 €/kg.

5.3.2. Tendances 2024

Sur le 1^{er} semestre 2024, les exportations totales de foie gras (cru et préparations) affichent une hausse de 18,8 % en volume et en hausse de 3,4 % en valeur par rapport aux 1^{er} semestre 2023. Les importations totales de foie gras sont en hausse en volume (- 11,0 %) et également en valeur (+ 28 %) sur la même période.

L'année 2024 montre des signes de reprises dynamiques après trois années marquées par L'IAHP et ses conséquences. La vaccination des canards en France apports des effets positifs permettant un redémarrage en élevage.



Énergies renouvelables

**Concrétisons vos projets
liés aux énergies renouvelables
avec nos experts dédiés.**

Au Crédit Mutuel, nous disposons d'un réseau de spécialistes
qui vous accompagnent technique et financièrement
à chaque étape de votre projet.

Pour en savoir plus, renseignez-vous
en Caisse de Crédit Mutuel.

Credit photo : Getty Images.

Crédit Mutuel

Caisse Fédérale de Crédit Mutuel et Caisses affiliées, société coopérative à forme de société anonyme au capital de 5 458 531 008 euros, 4 rue Frédéric- Guillaume Raiffeisen, 67913 Strasbourg Cedex 9, RCS Strasbourg B 588 505 354.

Les importations françaises de foie gras cru sont en recul de 32 % au 1^{er} semestre, avec une forte baisse depuis la Bulgarie (- 45 %) et une reprise depuis la Hongrie (+ 20 %).

Les exportations de préparations à base de foie gras sont en recul en volume (- 5 %) mais en hausse en valeur (+1 %) sur la même période. Les importations de préparations sont en baisse de 12 %, mais principalement en provenance de la Belgique (+ 31 %).

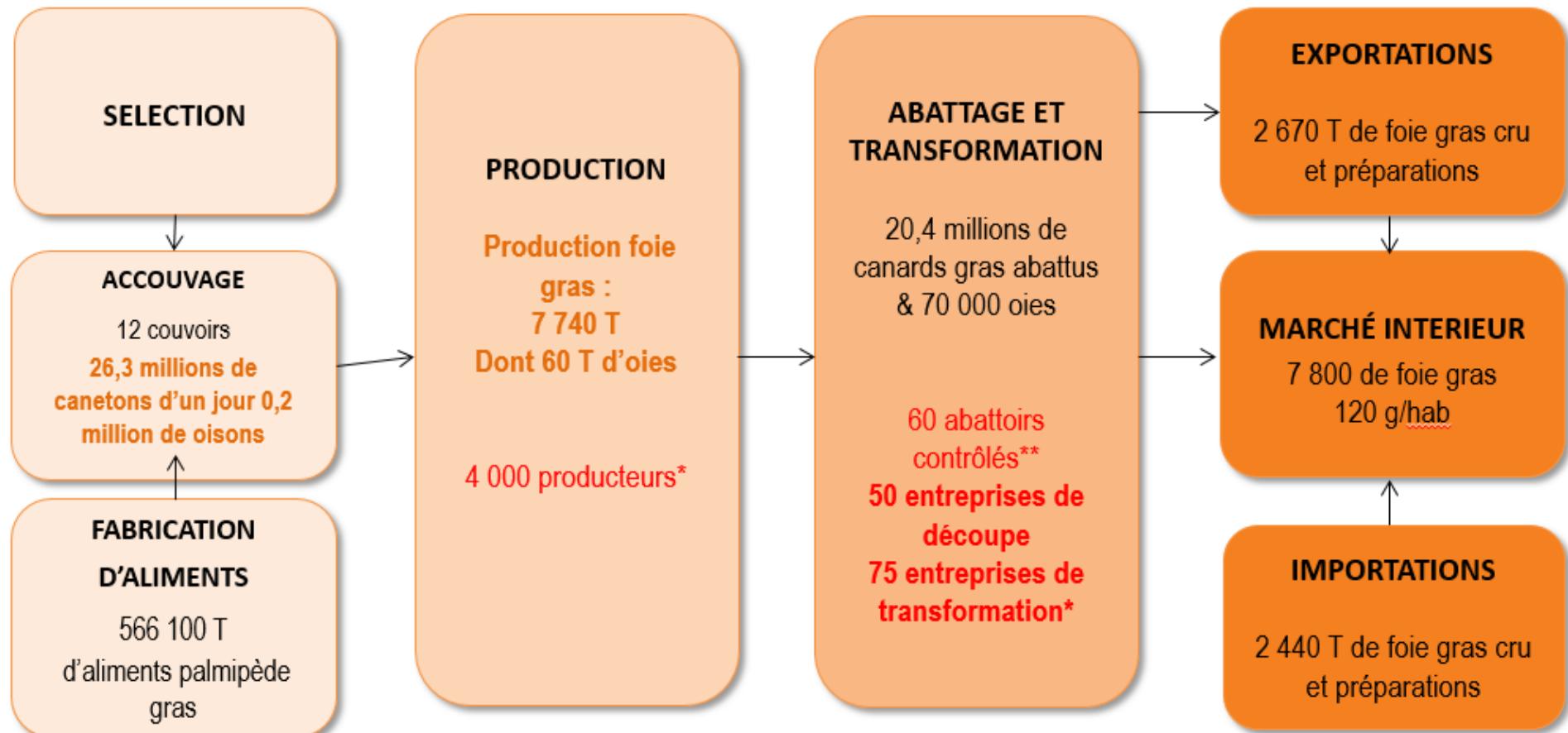
Le solde du commerce extérieur de foie gras cru sur 6 mois 2024 reste déficitaire (à - 327 tonnes) en volume mais se dégrade en valeur à - 4,2 M€.

Échanges français de foie gras

tonnes	2022	2023	% 23/22	Cumul 6 mois		% 24/23
				2023	2024	
Exportations	2 670	2 821	+5,6	896	1 065	+18,8
Conсерves et préparations	1 355	1 276	-5,8	386	457	+18,5
Foie gras cru	1 315	1 544	+17,5	511	608	+19,1
Canard frais	260	410	+57,7	72	98	+34,9
Canard congelé	1 028	1 104	+7,4	431	494	+14,8
Oie frais	16	18	+10,8	4	3	-17,8
Oie congelé	10	12	+15,3	3	12	+292,3
Importations	2 443	2 711	+11,0	1 128	1 013	-10,2
Conсерves et préparations	156	332	+113%	89	78	-12,6
Foie gras cru	2 287	2 379	+4,0	1 039	936	-10,0
Canard frais	387	417	+7,7	135	92	-31,5
Canard congelé	1 685	1 662	-1,4	793	741	-6,5
Oie frais	87	123	+41,9	50	40	-20,1
Oie congelé	128	177	+37,6	61	62	+0,7
SOLDE	227	110		-232	52	

Source : ITAVI d'après douanes françaises

LA FILIERE FOIE GRAS en 2023



Sources: SSP, Cifog, Douanes, Coop de France NA, *données 2020, **données 2023



ITAVI

www.itavi.fr

ITAVI

Service Formation

Formations sur mesure
en présentiel ou en distanciel

Des formations dispensées
partout en France, pour
accompagner tout projet, sur
catalogue ou sur mesure, en
présentiel ou en distanciel.



Bien-être animal ✓

Environnement ✓

Santé ✓

Economie ✓

Conçues et dispensées par les
ingénieurs de l'institut pour
répondre aux besoins des acteurs
du terrain et des filières.

Contact

François Gaudin / gaudin@itavi.asso.fr

6. Conclusions et perspectives

Après trois années perturbées par le Covid-19, la grippe aviaire, la guerre en Ukraine et la forte inflation, le marché avicole renoue avec la croissance en 2023 et 2024. Bien que les zoonoses et la situation économique, telles que la grippe aviaire et l'inflation, aient continué à influencer le secteur, la stabilisation des coûts de production, couplée à la baisse des prix des produits de consommation courante, a permis de relancer la consommation. La fin de la tendance inflationniste et l'apaisement des tensions sur les matières premières ont notamment soutenu cette reprise.

Avec une consommation plus dynamique, la filière volaille de chair et celle des œufs bénéficient d'une demande renforcée, stimulée par des prix plus compétitifs et une stabilisation des coûts de production. Le marché du poulet, en particulier, continue de dominer, représentant environ 81 % de la consommation totale de volailles en France. L'orientation des achats vers des produits moins coûteux, comme les cuisses, au détriment des filets, se confirme, témoignant de la sensibilité des consommateurs aux prix. La tendance en amont de la filière devrait suivre cette dynamique avec une croissance de la production standard.

Cependant, les perspectives pour 2025 et 2026 risquent d'être bouleversées par l'adoption de nouveaux cahiers des charges, notamment concernant le poulet ECC et la fin de l'élevage en cage. Ces transformations nécessiteront des ajustements significatifs dans les outils de production en amont de la filière, avec des coûts conséquents, ce qui pourrait impacter les disponibilités et entraîner un recours potentiel aux importations.

Quant à la filière du lapin, la déconsommation se poursuit en 2024, avec un profil d'acheteurs vieillissant. La baisse de la production devrait se ralentir à partir de l'année prochaine.

Dans l'ensemble, 2024 marque une année de reprise pour les filières avicoles, avec des perspectives positives, bien que des défis réglementaires liés au bien-être animal et à l'environnement attendent encore l'industrie dans les prochaines années.

AGRICULTEURS. INDISPENSABLES AU MONDE.

Il y a 120 ans, une poignée d'agriculteurs s'est regroupée pour mieux s'entraider en cas de coup dur. Ce jour-là, sans le savoir, ils ont créé la première communauté d'entraide mutualiste qui allait devenir quelques décennies plus tard Groupama.

Et depuis, Groupama est aux côtés de tous les agriculteurs. Alors oui, nous l'affirmons haut et fort : agriculteurs, vous êtes indispensables au monde.

Vous n'êtes pas seulement des producteurs passionnés qui nourrissez la France et bien d'autres pays à travers le monde. Vous continuez à remuer la terre quand elle s'arrête de tourner, pour subvenir à nos besoins à tous.

Vous êtes aussi : des commerçants précieux qui favorisez les échanges locaux, des créateurs d'emplois sans équivalents dans le cœur de nos régions, des fournisseurs d'énergie verte capables d'alimenter vos propres exploitations et les villages alentour, des créateurs du lien social essentiel à la vie locale, des startuppers à la pointe de la technologie, des architectes de nos territoires nécessaires à l'entretien de nos sols et de notre patrimoine, des acteurs majeurs dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Depuis 120 ans, nous vous accompagnons dans toutes les transitions agricoles et les défis auxquels vous faites face. Et quelles que soient les difficultés que vous rencontrez, nous vous proposons des solutions d'assurances adaptées à vos besoins, en étant avec vous sur le terrain.

Et si, ensemble, nous relevions les défis de l'agriculture des prochaines années ?



Groupama
la vraie vie s'assure ici